

N° 13-010-XIF au catalogue



# Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens



Quatrième trimestre de 2006



Statistique  
Canada

Statistics  
Canada

Canada

## Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada:

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0<sup>s</sup> valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- p provisoire
- r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la Loi sur la statistique
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

## Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à: notre agent d'information, Statistique Canada, Ottawa, Ontario K1A 0T6 (téléphone: 613-951-3640; [iead-info-dcrd@statcan.ca](mailto:iead-info-dcrd@statcan.ca)).

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements	1-800-263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1-800-363-7629
Renseignements concernant le Programme des services de dépôt	1-800-700-1033
Télécopieur pour le Programme des services de dépôt	1-800-889-9734
Renseignements par courriel	<a href="mailto:infostats@statcan.ca">infostats@statcan.ca</a>
Site Web	<a href="http://www.statcan.ca">www.statcan.ca</a>

## Renseignements pour accéder au produit

Le produit n° 13-010-XIF au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à [www.statcan.ca](http://www.statcan.ca) et de choisir la rubrique Publications.

## Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir des services rapides, fiables et courtois et à faire preuve d'équité envers ses clients. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées dans le site [www.statcan.ca](http://www.statcan.ca) sous À propos de nous > Offrir des services aux Canadiens.



Statistique Canada  
Système de comptabilité nationale

# Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens

Quatrième trimestre de 2006

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2007

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

**Mars 2007**

N° 13-010-XIF au catalogue, vol. 5, no 4

Périodicité : trimestrielle  
ISSN 1703-7573

**Ottawa**

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 13-010-XIE).

---

## Note de reconnaissance

*Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.*

## Produits et services connexes

### PIB en termes de revenus et de dépenses

Tableaux CANSIM	380-0001 à 380-0017, 380-0019 à 380-0035, 380-0037, 380-0056 à 380-0060, 382-0006, 384-0001, 384-0002, 384-0004 à 384-0013, et 384-0036
Publication:	
Comptes nationaux des revenus et dépenses	13-001-XIB
Tableaux et document analytique:	
Comptes des revenus et dépenses	13-001-PPB
Estimations du revenu du travail	13F0016XPB
Comptes économiques provinciaux	13-213-PPB
Chiffriers	13-001-DDB, 13F0016DDB, 13-213-DDB, 13-001-XDB, 13F0016XDB, 13-213-XDB

### PIB par industrie

Tableaux CANSIM	379-0017 à 379-0022
Publication:	
Produit intérieur brut par industrie	15-001-XIF

### Balance des paiements internationaux

Tableaux CANSIM	376-0001 à 376-0036 et 376-0060 à 376-0061
Publication:	
Balance des paiements internationaux du Canada	67-001-XIF

### Flux financiers

Tableaux CANSIM	378-0001, 378-0002
Tableaux et document analytique	13-014-PPB
Chiffriers	13-014-DDB, 13-014-XDB

### Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre

Tableaux CANSIM	383-0008 à 383-0015
Publication:	
Les comptes canadiens de productivité - Données	15-203-XIF
Croissance de la productivité du travail au niveau provincial, 1997 à 2005	15-206-XIF

### Bilan des investissements internationaux

Tableaux CANSIM	376-0037 à 376-0042 et 376-0051 à 376-0059
Publication:	
Bilan des investissements internationaux du Canada	67-202-XIF

### Comptes du bilan national

Tableaux CANSIM	378-0003 à 378-0010
Publication:	
Comptes du bilan national, estimations trimestrielles	13-214-XIF
Chiffriers	13-214-DDB, 13-214-XDB

### Les nouveautés en matière des comptes économiques canadiens

Publication	13-605-XIF
-------------	------------

## Table des matières

<b>À propos de cette publication.</b> . . . . .	<b>5</b>
<b>Politique de révision</b> . . . . .	<b>5</b>
<b>Révisions dans cette édition.</b> . . . . .	<b>5</b>
<b>Section A</b>	
<b>Aperçu.</b> . . . . .	<b>6</b>
Le secteur automobile propulse les exportations . . . . .	8
Les dépenses personnelles demeurent vigoureuses . . . . .	8
Les liquidations de stocks non agricoles sont généralisées . . . . .	8
La progression de l'investissement des entreprises ralentit . . . . .	8
La construction résidentielle augmente légèrement . . . . .	9
La croissance du revenu du travail s'accélère . . . . .	9
La croissance des bénéfices des sociétés ralentit . . . . .	9
Les revenus des administrations rebondissent . . . . .	9
PIB par industrie, décembre 2006 . . . . .	9
Revue de fin d'année. . . . .	10
<b>Accord sur le bois d'œuvre résineux entre le Canada et les États-Unis : traitement dans le Système des comptes nationaux</b> . . . . .	<b>11</b>
<b>Section B</b>	
<b>PIB en termes de revenus et de dépenses</b> . . . . .	<b>14</b>
Commerce international . . . . .	14
Dépenses personnelles . . . . .	15
Investissement en stocks . . . . .	16
Investissement en usines et matériel . . . . .	16
Investissement en construction résidentielle . . . . .	17
Revenu du travail (en termes nominaux) . . . . .	17
Bénéfices des sociétés (en termes nominaux) . . . . .	17
Administrations (en termes nominaux) . . . . .	18
Comptes sectoriels (en termes nominaux) . . . . .	18
Prix pour l'ensemble de l'économie . . . . .	18
Revue de fin d'année. . . . .	19
Dépenses personnelles . . . . .	19
Investissement des entreprises . . . . .	20
Investissement en stocks . . . . .	21
Commerce international . . . . .	21
Bénéfices des sociétés (en termes nominaux) . . . . .	22
Revenu du travail (en termes nominaux) . . . . .	22
Revenu comptable net des exploitants agricoles (en termes nominaux) . . . . .	22
Comptes sectoriels (en termes nominaux) . . . . .	23
Prix pour l'ensemble de l'économie . . . . .	23

**Section C**

<b>PIB par industrie</b> .....	<b>29</b>
Les ventes de véhicules automobiles stimulent le commerce de gros et de détail .....	29
Le secteur de l'énergie atteint un nouveau creux .....	30
Le secteur de la fabrication poursuit sa remontée pour un deuxième mois consécutif .....	30
Les secteurs de la construction et de l'immobilier affichent des hausses .....	31
Autres secteurs .....	31
Quatrième trimestre de 2006 .....	31
Revue de fin d'année .....	32

**Section D**

<b>Balance des paiements internationaux</b> .....	<b>36</b>
Compte courant .....	36
Augmentation du déficit des revenus en investissements directs .....	36
L'excédent au chapitre des biens est en hausse pour la première fois en 2006 .....	37
Les services demeurent stables .....	38
Compte financier .....	38
Les prises de contrôle maintiennent les investissements directs étrangers au Canada à un niveau élevé .....	38
Les investissements directs à l'étranger demeurent soutenus .....	39
Les acquisitions d'obligations feuille d'érable propulsent la croissance des titres étrangers .....	39
Les nouvelles émissions d'obligations canadiennes rebondissent .....	40
Opérations liées au compte des autres investissements .....	41

**Section E**

<b>Comptes des flux financiers</b> .....	<b>44</b>
Secteur des ménages .....	44
Secteur des sociétés .....	45
Secteur public .....	45
Revue de fin d'année .....	45

**Section F**

<b>Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre</b> .....	<b>51</b>
Quatrième trimestre de 2006 .....	52
Légère reprise de la productivité grâce au secteur des biens .....	52
Ralentissement du coût unitaire de main-d'oeuvre dans le secteur des biens .....	52
La productivité croît au même rythme dans les deux pays .....	52
La croissance du coût unitaire de main-d'oeuvre est plus prononcée aux États-Unis qu'au Canada au quatrième trimestre .....	53
Revue de fin d'année .....	53
En 2006, la croissance de la productivité est principalement attribuable au secteur des services .....	53
Des coûts unitaires de main-d'oeuvre à la hausse en 2006 dans presque toutes les industries .....	54
Ralentissement de la productivité des deux côtés de la frontière .....	55

**Section G**

<b>Bilan des investissements internationaux du Canada</b> .....	<b>62</b>
Hausse marquée des avoirs canadiens en obligations étrangères .....	62
Forte progression de la valeur des investissements directs canadiens à l'étranger .....	63
Nouveau bond des investissements directs étrangers au Canada .....	63
Augmentation importante des avoirs étrangers en obligations canadiennes .....	63

**Section H**

<b>Comptes du bilan national</b> .....	<b>65</b>
La valeur nette nationale progresse à un rythme soutenu .....	65
La valeur nette des ménages augmente fortement .....	65
La dette et le ratio d'endettement des entreprises augmentent légèrement .....	66
Revue de fin d'année .....	66
La valeur nette nationale affiche une hausse .....	66
Les ressources naturelles ont un effet modérateur sur la croissance du patrimoine national .....	67

## À propos de cette publication

Cette publication offre un aperçu des événements économiques présentés dans les comptes nationaux du Canada pour le plus récent trimestre. Cet aperçu couvre plusieurs grands thèmes : 1) le produit intérieur brut (PIB) en termes de revenus et de dépenses; 2) le PIB par industrie, 3) la balance des paiements internationaux; 4) les comptes des flux financiers 5) la productivité du travail et d'autres variables connexes; 6) le bilan des investissements internationaux et 7) les comptes du bilan national.

On y examine aussi les tendances trimestrielles des principaux agrégats du PIB sur le plan des revenus et des dépenses ainsi que les prix et le financement de l'activité économique selon le secteur institutionnel. Par ailleurs, on analyse le PIB par industrie pour le dernier mois du trimestre et pour l'ensemble du trimestre. On présente un résumé des opérations trimestrielles du Canada avec les non-résidents en ce qui a trait au commerce international, aux flux des revenus de placements, aux transferts et aux activités internationales d'investissement et de financement. Les mesures trimestrielles de la productivité devraient servir à l'analyse de la relation à court terme entre les variations dans la production, l'emploi, la rémunération et le nombre d'heures travaillées. Les bilans complets au niveau national fournissent des estimations de la richesse du Canada. On y trouve aussi le bilan financier du pays avec le reste du monde. L'aperçu comporte également des graphiques et plusieurs tableaux statistiques détaillés. Certains numéros comprennent des articles plus techniques dans lesquels on explique les méthodes des comptes nationaux ou on analyse un aspect particulier de l'économie.

Cette publication renferme les analyses détaillées, les graphiques et les tableaux statistiques qui, avant la parution du premier numéro, étaient diffusés dans *Le Quotidien* (n° 11-001-XIF au catalogue), sous les rubriques suivantes : Comptes économiques et financiers nationaux, Balance des paiements internationaux du Canada et Produit intérieur brut par industrie.

## Politique de révision

**PIB en termes de revenus et de dépenses, Balance des paiements internationaux, Comptes des flux financiers, Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre, Bilan des investissements internationaux, Comptes du bilan national:**

Les trimestres précédents de l'année sont révisés au moment de la publication des données du trimestre courant. Chaque année, lors de la publication des données du premier trimestre, les révisions sont apportées aux données des quatre années précédentes. Elles ne sont généralement pas révisées à nouveau, sauf lors de révisions historiques.

### **PIB par industrie:**

Les révisions sont attribuables à la mise à jour des données et/ou des divers projecteurs ainsi qu'à la désaisonnalisation suivant la procédure suivante: pour les données relatives aux mois de janvier à juin, la période de révision s'étend jusqu'au début de l'année précédente; pour juillet, la période de révision s'étend jusqu'en janvier de la cinquième année précédente; enfin, pour août à décembre, elle remonte à janvier de l'année courante. Occasionnellement, des révisions historiques ont lieu à la suite de modifications dans les concepts, les méthodologies ou la classification, la plus récente révision ayant eu lieu avec la publication des données du PIB de juillet 2002.

## Révisions dans cette édition

**PIB en termes de revenus et de dépenses, Balance des paiements internationaux, Comptes des flux financiers, Bilan des investissements internationaux, Comptes du bilan national:**

Lors de cette diffusion, les estimations ont été révisées jusqu'au premier trimestre de 2006.

### **PIB par industrie:**

Depuis la dernière diffusion de la *Revue trimestrielle des Comptes économiques canadiens*, les estimations ont été révisées jusqu'en janvier 2006.

**Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre:**

Lors de cette diffusion, les estimations ont été révisées jusqu'au premier trimestre de 2006.

## Section A Aperçu

Quatrième trimestre de 2006, décembre 2006 et année 2006

La croissance de l'activité économique s'est accélérée au cours du quatrième trimestre terminant l'année avec une croissance de 0,4 % en décembre. Pour le quatrième trimestre dans son ensemble, la croissance de l'activité économique a légèrement ralenti par rapport au trimestre précédent. Le produit intérieur brut (PIB) réel a augmenté de 0,4 % au quatrième trimestre, après avoir progressé de 0,5 % aux deuxième et troisième trimestres. La croissance a été principalement stimulée par la hausse des dépenses personnelles et le raffermissement des exportations. Par contre, la liquidation des stocks non agricoles a atténué ces progressions. L'économie a progressé de 2,7 % au cours de l'année.

**Tableau A.1**  
**Produit intérieur brut réel, dollars enchaînés (1997)<sup>1</sup>**

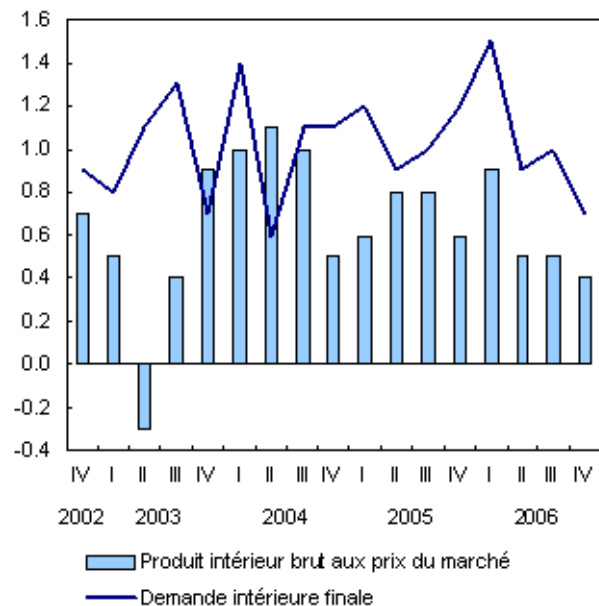
	Variation	Variation annualisée	Variation d'une année à l'autre
	%		
Premier trimestre de 2006	0,9	3,8	3,2
Deuxième trimestre de 2006	0,5	2,0	2,9
Troisième trimestre de 2006	0,5	2,0	2,6
Quatrième trimestre de 2006	0,4	1,4	2,3
2006	2,7	..	2,7

1. La variation est le taux de croissance d'une période à l'autre. La variation annualisée est le taux de croissance composé annuel. La variation d'une année à l'autre est le taux de croissance d'un trimestre donné par rapport au même trimestre de l'année précédente.

**Graphique A.1**

**La croissance de la demande intérieure finale continue de surpasser celle du PIB**

Variation trimestrielle en %, dollars enchaînés (1997)



### Note aux lecteurs

Les taux de croissance des statistiques des comptes des dépenses et par industrie (telles que les dépenses de consommation, l'investissement, les exportations, les importations et la production) sont calculés à partir des mesures de volume, c'est-à-dire corrigées en fonction des effets de l'inflation. Les taux de croissance des statistiques des comptes des revenus (telles que le revenu du travail, les bénéfices des sociétés et les revenus agricoles) sont calculés à partir des mesures nominales, c'est-à-dire non corrigées en fonction des effets de l'inflation.

### Re-référencement des Comptes économiques canadiens

À compter de la diffusion des comptes des revenus et dépenses du premier trimestre de 2007 le 31 mai 2007, le produit intérieur brut en termes de dépenses et les éléments connexes seront convertis de l'année de référence 1997 à l'année de référence 2002 pour les estimations de volume et de prix. Ce changement vise les données de 1961 à ce jour. L'adoption d'une nouvelle année de référence ne modifiera pas les taux de croissance du PIB en chaîne au cours de cette période, puisqu'elle représente une mise à l'échelle des données fondées sur 1997. Toutefois, les niveaux et les taux de croissance de 2003 à 2006 seront touchés par le processus de révision annuelle du PIB habituel, également diffusé au premier trimestre.

Nous conserverons les identificateurs vectoriels de CANSIM pour les données en dollars en chaîne re-référencées. Pour les données de volume de Laspeyres (en dollars constants), de nouveaux indicateurs de CANSIM seront créés et mis à la disposition des utilisateurs dans le module du Système des comptes économiques nationaux de notre site Web ([www.statcan.ca/cen](http://www.statcan.ca/cen)) vers le milieu du mois de mai 2007.

Les équivalents provinciaux et territoriaux des comptes de revenus et dépenses, les comptes économiques provinciaux, seront re-référencés à 2002 avec la diffusion d'automne 2007.

Les estimations mensuelles du PIB selon l'industrie continueront d'utiliser une période de référence de 1997 jusqu'à la révision annuelle habituelle de ces données en septembre 2007.

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec un agent de renseignements de la Division des comptes des revenus et dépenses au 613-951-3640 ou par courriel à [iead-info-dcdr@statcan.ca](mailto:iead-info-dcdr@statcan.ca). On trouvera plus d'information sur la méthodologie du volume en chaîne Fisher à [Indices de volume en chaîne Fisher – Méthodologie](#) (numéro 13-605-XIF au catalogue).

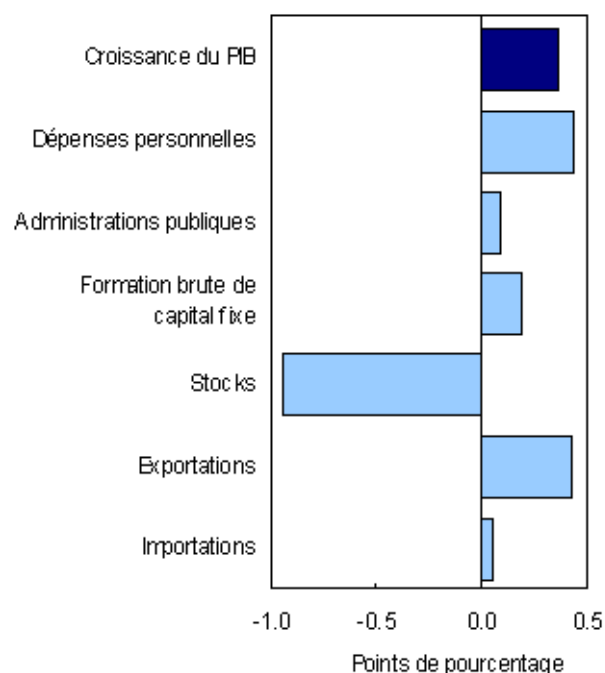


La croissance de l'économie canadienne s'est accélérée au cours du quatrième trimestre terminant l'année avec une croissance de 0,4 % en décembre, suite à des gains de 0,3 % en novembre et de 0,1 % en octobre. Le secteur des services (+0,5 %) comme celui de la production de biens (+0,1 %) ont participé à la croissance en décembre. Les plus fortes augmentations ont été observées dans les secteurs de la fabrication, du commerce de gros et du commerce de détail. La construction, les services financiers et l'extraction minière excluant le pétrole et le gaz naturel ont également progressé. Cependant, ces hausses en décembre ont été partiellement contrebalancées par le repli des secteurs de l'énergie, de l'agriculture et de la foresterie. Une analyse plus détaillée est présentée à la page 11.

Au cours du quatrième trimestre, la croissance de la demande intérieure finale a continué de surpasser la progression du PIB. La demande intérieure finale a été soutenue par les dépenses personnelles, surtout au chapitre des services et des biens durables, ainsi que par l'investissement des entreprises en bâtiments non résidentiels. L'accélération des exportations a contribué considérablement à la croissance du PIB au cours du trimestre.

La vigueur des dépenses personnelles était sous-tendue par les dépenses en services financiers, en services de restauration et d'hébergement et en frais d'utilisation des services de transport, plus particulièrement du transport aérien. Les produits automobiles ont contribué aux dépenses personnelles et aux exportations. Les autres biens de consommation et les machines et matériel ont aussi stimulé les exportations.

**Graphique A.2**  
**Contribution à la variation en pourcentage du PIB,**  
**quatrième trimestre de 2006**



Malgré ces gains, la croissance du PIB a été freinée par une diminution de l'investissement en stocks. La réduction des stocks a été particulièrement marquée pour les véhicules automobiles en raison de la demande croissante sur les marchés national et international.

**Tableau A.2**  
**Produit intérieur brut réel, aux prix de base**

	Juillet 2006 <sup>f</sup>	Août 2006 <sup>f</sup>	Septembre 2006 <sup>f</sup>	Octobre 2006 <sup>f</sup>	Novembre 2006 <sup>f</sup>	Décembre 2006 <sup>p</sup>
Données désaisonnalisées, dollars enchaînés (1997), variation mensuelle en %						
<b>Ensemble des industries</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>-0,4</b>	<b>0,1</b>	<b>0,3</b>	<b>0,4</b>
Industries productrices de biens	0,3	0,2	-1,2	0,2	0,1	0,1
Industries productrices de services	0,3	0,4	-0,0	0,1	0,4	0,5
Production industrielle	0,6	-0,0	-1,7	0,2	-0,0	-0,0
Fabrication	0,0	-0,4	-1,8	0,5	1,3	0,9
Commerce de détail	0,5	0,7	0,1	0,4	-0,3	2,1
Secteur de l'énergie	1,3	0,5	-1,6	0,8	-2,5	-1,8

La montée du secteur des services (+0,7 %) a tranché avec le déclin des industries productrices de biens (-0,4 %). La construction, le secteur financier et les industries liées au tourisme ont été les principales sources de la croissance. Les secteurs de la fabrication, du commerce de gros et de l'énergie ont contribué le plus à atténuer la croissance économique.

La production industrielle (soit la production des fabricants, des mines et des services publics) a décliné de 1,0 % en raison des baisses enregistrées dans les trois secteurs. Aux États-Unis, la production industrielle s'en est mieux tirée, ne diminuant que de 0,2 %.

L'économie canadienne a progressé à un taux annualisé de 1,4 % au quatrième trimestre. La croissance de l'économie américaine s'est accélérée légèrement (+2,2 %) au cours de la même période, en raison du raffermissement des exportations ainsi que des dépenses personnelles et des dépenses des administrations.

Les prix pour l'ensemble de l'économie, mesurés par l'indice de prix en chaîne du PIB, ont augmenté de 0,3 % durant le trimestre et de 0,5 % si l'on exclut l'énergie. Il s'agit du quatrième trimestre consécutif où le prix de l'énergie atténue la croissance de l'indice de prix pour l'ensemble de l'économie.

#### **Le secteur automobile propulse les exportations**

Avec une légère diminution de la valeur du dollar canadien au cours du quatrième trimestre, la croissance des exportations s'est établie à 1,2 % après une progression de 0,9 % au troisième trimestre. Cette augmentation était surtout attribuable à la hausse des exportations de biens (+1,2 %). Les exportations de services ont aussi contribué à cette progression dans une moindre mesure avec une croissance de 0,7 %.

La principale source de l'augmentation des exportations de biens provient des produits automobiles (+7,7 %). Ce secteur s'est rétabli de la baisse observée au troisième trimestre en raison des fermetures d'usines prolongées. Les autres biens de consommation et les machines et matériel, en hausse respectivement de 9,5 % et de 1,3 %, ont aussi contribué à la hausse des exportations au cours du trimestre. La croissance dans les services de transport (+3,2 %) et de voyages (+1,2 %) a été partiellement compensée par la diminution de 0,9 % de la vente de services commerciaux à l'étranger.

#### **Les dépenses personnelles demeurent vigoureuses**

Les dépenses personnelles en biens et services de consommation ont crû de 0,8 %, un rythme moins rapide qu'au cours des trois premiers trimestres de 2006. La croissance était surtout liée à l'augmentation des dépenses en services (+1,2 %) et en biens durables (+1,0 %). L'ampleur de cette augmentation a cependant été atténuée par la réduction des dépenses en biens non durables (-0,2 %).

La croissance des dépenses en biens durables a été essentiellement attribuable à la vigueur de la consommation de véhicules neufs et d'occasion (+1,6 %). Cette croissance découle surtout de la progression des achats de camions et de fourgonnettes neufs.

#### **Les liquidations de stocks non agricoles sont généralisées**

Les stocks non agricoles ont été réduits de 748 millions de dollars au cours du quatrième trimestre. Il s'agit de la première réduction au cours des dix derniers trimestres. Les fabricants et les détaillants ont réduit leurs stocks en biens non durables de façon substantielle. La réduction des stocks, particulièrement marquée pour les véhicules automobiles, est survenue alors que les exportations pour les biens de ce genre et la demande des consommateurs ont augmenté.

Le ratio des stocks aux ventes en termes réels pour l'ensemble de l'économie est passé de 0,674 au troisième trimestre à 0,666 au quatrième.

#### **La progression de l'investissement des entreprises ralentit**

La croissance de l'investissement des entreprises en usines et matériel a ralenti au quatrième trimestre (+1,5 %). L'augmentation provient essentiellement de la force de l'investissement en ouvrages non résidentiels (+2,5 %), elle-même soutenue par la vigueur de l'investissement en ouvrages de génie (+3,4 %); la croissance de l'investissement des entreprises canadiennes à ce chapitre se poursuit depuis six trimestres.

La croissance de l'investissement en machines et matériel des entreprises a ralenti considérablement (+0,6 %). Il s'agit de la plus faible croissance enregistrée en seize trimestres.

### La construction résidentielle augmente légèrement

L'investissement en bâtiments résidentiels s'est accru légèrement (+0,1 %) après une diminution de 1,8 % au troisième trimestre. Ce revirement s'appuie surtout sur l'accélération de l'investissement en rénovations (+2,2 %), qui se reflète dans la forte demande de permis pour rénovations. La reprise de l'activité sur le marché de la vente se traduit par une croissance de 1,9 % des coûts de transfert de propriété alors qu'ils avaient diminué de 3,4 % au troisième trimestre.

La diminution de la valeur de la construction résidentielle neuve a été moins marquée, passant de -3,3 % au troisième trimestre à -2,0 % au quatrième. Le regain du nombre de mises en chantier au quatrième trimestre constitue un signe de reprise de l'investissement en bâtiments résidentiels.

### La croissance du revenu du travail s'accélère

Le revenu du travail a gagné de la vigueur au quatrième trimestre de 2006 avec une croissance de 1,5 %, alors qu'il avait grimpé de 1,1 % au trimestre précédent. Cette vigueur des revenus a été soutenue par la croissance de 1,7 % des traitements et salaires dans les industries des services. Des gains appréciables ont été enregistrés dans le secteur de la finance, des assurances et de l'immobilier ainsi que dans les industries de services professionnels et personnels.

Le revenu personnel disponible s'est accru de 1,1 % et le taux d'épargne a augmenté au quatrième trimestre. Le déficit du secteur personnel (position d'emprunt net) a diminué.

### La croissance des bénéfices des sociétés ralentit

Les bénéfices des sociétés ont augmenté de 0,6 %, ce qui constitue un ralentissement par rapport à la croissance exceptionnelle (+3,0 %) enregistrée au troisième trimestre. L'industrie de la fabrication de véhicules automobiles et de pièces ainsi que celle de la fabrication du papier et de produits en bois ont considérablement contribué à la croissance au quatrième trimestre. La fermeté des bénéfices dans les industries de la construction, des télécommunications et du transport a aussi contribué à cette hausse.

La position du secteur des entreprises en tant que prêteur net au reste de l'économie s'est raffermie au quatrième trimestre. Avec des bénéfices non répartis à la hausse au cours du trimestre, reflétant en partie les remboursements des droits sur le bois d'œuvre aux producteurs canadiens, l'épargne nette des entreprises a augmenté pour un deuxième trimestre consécutif.

### Les revenus des administrations rebondissent

Les impôts sur les bénéfices des entreprises ont culminé à 57 milliards de dollars durant le trimestre, une augmentation de 4,6 milliards de dollars (+8,8 %) reflétant en partie les taxes dues sur les remboursements des droits sur le bois d'œuvre prélevés par les États-Unis depuis 2002. La reprise de fortes hausses des impôts sur les revenus des particuliers marque la fin des remboursements plus importants d'impôt fédéral découlant de changements fiscaux mis en place à la fin de 2005. La croissance de 11 milliards (+1,9 %) des revenus totaux des administrations a été quelque peu atténuée par une baisse de ses revenus de placement (-\$2,9 milliards) résultant d'une diminution des redevances sur les ressources naturelles versées aux administrations provinciales. Le surplus des administrations (position de prêt net) s'est accru au quatrième trimestre. Ce gain provient essentiellement d'une augmentation des revenus, en particulier les impôts sur les revenus des sociétés et des particuliers.

### PIB par industrie, décembre 2006

L'activité économique s'est accru de 0,4 % en décembre, suite à des gains de 0,3 % en novembre et de 0,1 % en octobre. Le secteur des services (+0,5 %) comme celui de la production de biens (+0,1 %) ont tout deux contribué à la croissance en décembre. Les plus fortes augmentations ont été observées dans les secteurs de la fabrication, du commerce de gros et du commerce de détail. La construction, les services financiers et les industries liées au tourisme ont également progressé. Cependant, ces hausses ont été partiellement contrebalancées par le repli des secteurs de l'énergie, de l'agriculture et de la foresterie.

Le commerce de gros a enregistré une forte croissance (+1,2 %), en raison de la vigueur des ventes de véhicules automobiles. Le commerce de détail a affiché une hausse encore plus marquée (+2,1 %). Décembre a été un mois record pour les ventes au détail qui ont fait un bond mensuel sans précédent depuis novembre 2001.

Pour un deuxième mois d'affilée, le secteur de la fabrication a montré des signes de vigueur, en hausse de 0,9 %. Cette croissance s'est manifestée dans la production de biens durables qui a grimpé de 2,0 %. Par contre, la fabrication de biens non durables a chuté de 0,8 %. Parmi les 21 grands groupes, 13 d'entre eux représentant 64 % de la valeur ajoutée manufacturière totale, ont progressé. L'industrie des véhicules automobiles est celle qui a le plus contribué à la croissance. Cependant, la diminution de la production de produits pharmaceutiques et de tabac a freiné l'expansion du secteur.

Le secteur de l'énergie a fléchi de 1,8 % en décembre pour atteindre son niveau de production le plus bas en 2006. Ce recul s'explique par le repli de l'extraction de gaz naturel. Les activités d'exploration pétrolière et gazière ont aussi perdu beaucoup de terrain (-4,7 %); il s'agit là d'une cinquième baisse mensuelle consécutive.

La production industrielle (soit celle des mines, des services publics et des fabricants) est demeurée essentiellement inchangée en décembre. Le recul marqué du secteur minier et des services publics a fait contrepois à la progression du secteur de la fabrication. En comparaison, la production industrielle aux États-Unis a augmenté de 0,5 % en décembre en raison de la croissance du secteur de la fabrication et de celui de l'extraction minière, en partie contrebalancées par la réduction de la production des services publics.

**Revue de fin d'année**

Le PIB réel a augmenté de 2,7 % en 2006, ce qui représente un léger ralentissement par rapport à 2005 alors que la demande intérieure finale a progressé de 4,5 %. Les dépenses de consommation et l'investissement en construction non résidentielle étaient à l'origine de la plus grande partie de la croissance en 2006.

En 2006, la croissance a été principalement attribuable à la construction, au commerce de gros et de détail, ainsi qu'au secteur de la finance et des assurances. Le secteur de la fabrication et celui de la foresterie et de l'exploitation forestière ont été durement touchés. Le secteur de l'énergie a poursuivi sa remontée mais bien plus lentement qu'au cours des quatre dernières années.

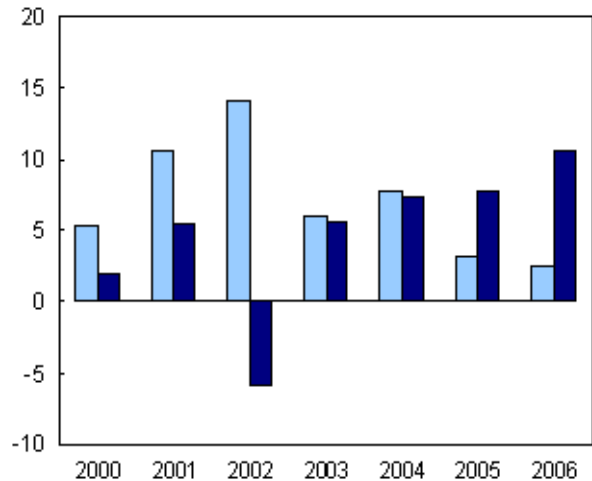
En 2006, les dépenses de consommation ont été le principal déterminant de la croissance du PIB réel, leur progression de 4,1 % étant le meilleur résultat observé depuis 1997. Un premier trimestre vigoureux a contribué à l'établissement d'une forte croissance annuelle des dépenses en biens durables (+6,8 %) et semi-durables (+7,2 %). Les prix en baisse ont favorisé les achats dans chacun de ces groupes. Des augmentations importantes ont aussi été notées pour les achats de services (+4,2 %).

L'investissement en construction non résidentielle a été le principal facteur de l'incidence fortement positive de l'investissement sur le PIB en 2006. L'investissement des entreprises en bâtiments non résidentiels a été soutenu par un accroissement de 14 % de l'investissement en ouvrages de génie. Cet accroissement était concentré principalement dans le secteur de l'extraction de pétrole et de gaz non conventionnelle où l'investissement a presque doublé en 2006 à la suite d'un important ajout d'infrastructures dans les champs de sables bitumineux de l'Alberta.

L'investissement des entreprises en machines et matériel a augmenté de 8,0 % en 2006, en grande partie grâce à une solide croissance de l'investissement en ordinateurs et autre matériel de bureau, en logiciels, en équipement de télécommunications, en camions et en machinerie industrielle.

**Graphique A.3**  
**Changements dans la composition de l'investissement**

Variation en %, dollars enchaînés (1997)



■ Investissement des entreprises en bâtiments résidentiels  
■ Investissement des entreprises en ouvrages non résidentiels

Les stocks des entreprises non agricoles se sont accumulés au cours de l'année, quoique à un rythme égal à environ les trois quarts de celui de 2005, en raison d'une liquidation au dernier trimestre de 2006. L'investissement des entreprises dans les stocks agricoles a ralenti en 2006.

Les importations ont connu une forte croissance pour la quatrième année consécutive (+5,2 %) en 2006, alors que les exportations n'ont augmenté que de 1,3 %. En 2006, la croissance des exportations a été entravée par le fléchissement de la demande de produits de la forêt et de produits automobiles aux États-Unis, le partenaire commercial le plus important du Canada.

La croissance des bénéfices des sociétés (en termes nominaux) s'est ralentie en 2006, après des taux à deux chiffres en 2004 et 2005, mais est néanmoins demeurée vigoureuse, à 5,7 %.

Le revenu du travail (en termes nominaux) a augmenté de 6,1 % en 2006, alors que le taux d'épargne personnelle a augmenté légèrement pour atteindre 1,8 %.

Dans l'ensemble, l'épargne nationale s'est accrue, l'économie canadienne ayant continué d'être un prêteur aux non-résidents.

## Accord sur le bois d'œuvre résineux entre le Canada et les États-Unis : traitement dans le Système des comptes nationaux

### Contexte

À partir du 22 mai 2002, le gouvernement américain a imposé des droits compensateurs et antidumping sur la majorité des exportations de bois d'œuvre résineux en provenance du Canada. Le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux ainsi que l'industrie canadienne ont immédiatement contesté cette décision des États-Unis devant l'Organisation mondiale du commerce, l'Accord de libre-échange nord-américain et la « United States Court of International Trade ».

L'effet de ces droits fût d'abaisser le prix d'exportation du bois d'œuvre canadien expédié aux États-Unis. Cela a réduit la valeur ajoutée au Canada comme en témoignent les revenus d'opération inférieurs pour les établissements du secteur du bois d'œuvre et les surplus (profits) plus bas pour les exportateurs canadiens.

Les responsables de la Balance des paiements du Canada (BDP) ont soumis les montants contestés à un traitement différent du traitement américain. La différence entre le prix à l'exportation et le prix final aux clients américains, laquelle fût utilisée à payer les droits, a été considérée par la BDP comme un revenu étranger pour les exportateurs canadiens. Les montants versés au gouvernement américain ont été considérés comme une caution déposée auprès des autorités pour le maintien des activités. Celle-ci a été comptabilisée comme acquisition d'actif financier.

Les producteurs canadiens ont effectivement été autorisés à traiter la valeur de ces paiements au gouvernement américain comme une réduction des revenus aux fins de l'impôt.

Les comptes des revenus et dépenses n'incluent par les revenus des opérations à l'étranger qui n'ont pas été remis comme cela est fait dans la BDP. (Il y a un tableau de rapprochement explicite publié à chaque trimestre dans Comptes nationaux des revenus et dépenses – tableau 14 – montrant les différences dans le traitement.) Par conséquent, les revenus gagnés et utilisés pour payer les droits n'ont pas été considérés comme revenus entrant au Canada jusqu'à ce point et aucun actif n'a été accumulé dans ce secteur économique.

### Faits saillants de l'Accord

- L'Accord fût paraphé le 12 septembre 2006 et entra en vigueur le 12 octobre 2006. Il confirme que les droits perçus depuis le 22 mai 2002 avec les intérêts seront remboursés aux importateurs attirés, la grande majorité étant les exportateurs canadiens.
- L'Accord prévoit qu'un milliard de dollars américains, soit environ 18 % de la valeur de remboursement aux participants canadiens, sera remis aux «intérêts américains» suivants :
  - 500 millions à la « Coalition for Fair Lumber Imports »;
  - 450 millions aux initiatives méritoires tel que décrit dans l'Accord;
  - 50 millions au conseil sectoriel binational tel que décrit dans l'Accord.
- Le gouvernement des États-Unis a indiqué durant les négociations de l'Accord que cela pourrait prendre jusqu'à deux ans pour finaliser les remboursements. Afin d'accélérer le retour des montants aux compagnies canadiennes, le gouvernement du Canada, par l'entremise de son mandataire, Exportation et développement Canada (EDC), a mis en place un mécanisme de remboursement.
- Les compagnies canadiennes ont alors deux options :
  1. vendre leurs droits au remboursement à EDC; ou
  2. obtenir leur remboursement directement du gouvernement des États-Unis.
- Les compagnies qui choisissent la première option recevront de EDC environ 82 % du remboursement qui leur est dû par le gouvernement des États-Unis, la part d'environ 18 % restante sera payée par EDC aux intérêts américains.
- Les compagnies qui choisissent la deuxième option recevront du gouvernement des États-Unis 100 % de leur dû. Le gouvernement du Canada recueillera auprès de ces compagnies leur part des montants des intérêts américains à travers un droit spécial d'environ 18 % qui est imposée selon la Loi de 2006 sur les droits d'exportation de produits de bois d'oeuvre.

### Traitement dans le Système des comptes nationaux et la Balance des paiements

- Pour la Balance des paiements, les remboursements seront portés dans les comptes financiers et les positions correspondantes figureront aux comptes de bilan.
- Dans les comptes de revenus et dépenses, les remboursements seront portés à l'élément intérêts, dividendes et revenus divers de placements de la part des non-résidents.

- Cette différence dans les traitements requiert une correction unique afin de réconcilier l'épargne du secteur des non-résidents dans les Comptes nationaux des revenus et dépenses et le surplus du compte courants dans la Balance des paiements internationaux du Canada. Cette correction va apparaître sous les bénéfices nets réinvestis d'investissements directs.
- Les opérations en question n'influeront en rien sur les charges et produits d'exploitation ni sur la valeur ajoutée (PIB).
- Les revenus seront constatés dans les comptes de revenus et de dépenses, mais n'auront aucune incidence sur l'excédent ni sur le PIB.
- Ces revenus peuvent modifier le passif-impôt.
- La somme de 1 milliard de dollars américains à transmettre aux intérêts visés constituera un transfert du secteur canadien des entreprises au secteur américain correspondant.

### **Période des opérations**

- La grande majorité des compagnies qui ont choisi la première option ont reçu leur remboursement au cours du quatrième trimestre de 2006. Il est prévu que les autres recevront leur remboursement durant le premier trimestre de 2007.
- Le gouvernement des États-Unis a procédé au remboursement des droits plus rapidement que ce qui avait été prévu à l'origine. Ainsi, la grande majorité des compagnies qui ont choisi la deuxième option ont également reçu leur remboursement lors du quatrième trimestre de 2006. Il est prévu que les autres recevront leur remboursement durant le premier trimestre de 2007.
- La majorité des montants payables aux intérêts américains selon la première option ont été transmis aux intérêts américains durant le quatrième trimestre de 2006.
- Les droits spéciaux pour acquérir les montants dus en fonction de la deuxième option commenceront à être recueillis durant le premier trimestre de 2007.
- Ces montants dus selon la deuxième option seront vraisemblablement transmis aux intérêts américains lors du premier trimestre de 2007.

Tableau A.3 Indicateurs principaux des Comptes économiques canadiens[1]

	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	2005	2006
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars aux prix courants								
<b>PIB en termes de revenus et de dépenses</b>								
Rémunération des salariés	694 340 1,8	703 668 1,3	721 284 2,5	723 800 0,3	732 000 1,1	743 216 1,5	688 150 5,6	730 075 6,1
Bénéfices des sociétés avant impôts	192 368 4,7	202 812 5,4	196 276 -3,2	197 376 0,6	203 220 3,0	204 480 0,6	189 455 10,6	200 338 5,7
Intérêts et revenus divers de placements	60 392 5,9	67 724 12,1	64 712 -4,4	63 488 -1,9	63 616 0,2	61 856 -2,8	60 403 11,7	63 418 5,0
Revenu net des entreprises individuelles	86 556 0,9	86 988 0,5	86 736 -0,3	87 352 0,7	87 980 0,7	88 884 1,0	86 206 2,5	87 738 1,8
Impôts moins subventions	156 352 0,4	157 024 0,4	160 560 2,3	162 716 1,3	159 236 -2,1	159 808 0,4	155 297 4,5	160 580 3,4
Revenu personnel disponible	793 836 1,6	802 164 1,0	830 520 3,5	826 824 -0,4	838 648 1,4	847 720 1,1	787 524 4,2	835 928 6,1
Taux d'épargne personnelle[2]	1,3 ...	1,3 ...	3,0 ...	1,2 ...	1,3 ...	1,5 ...	1,2 ...	1,8 ...
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (1997)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	665 602 0,6	671 517 0,9	680 330 1,3	686 613 0,9	695 136 1,2	700 517 0,8	663 583 3,9	690 649 4,1
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	218 239 0,7	220 622 1,1	222 569 0,9	224 957 1,1	226 059 0,5	227 067 0,4	217 689 2,7	225 163 3,4
Formation brute de capital fixe	264 002 2,3	269 080 1,9	275 957 2,6	277 856 0,7	279 975 0,8	282 547 0,9	261 572 7,1	279 084 6,7
Investissement en stocks	14 992 ...	14 937 ...	11 130 ...	17 985 ...	13 819 ...	921 ...	15 514 ...	10 964 ...
Exportations de biens et services	474 439 2,1	481 889 1,6	476 003 -1,2	474 500 -0,3	478 583 0,9	484 220 1,2	472 037 2,1	478 327 1,3
Importations de biens et services	475 574 2,7	490 041 3,0	487 694 -0,5	498 307 2,2	504 490 1,2	503 735 -0,1	474 040 7,1	498 557 5,2
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 162 822 0,8	1 170 239 0,6	1 181 076 0,9	1 186 983 0,5	1 192 904 0,5	1 197 176 0,4	1 157 705 2,9	1 189 535 2,7
<b>PIB aux prix de base, par industrie</b>								
Industries productrices de biens	333 441 1,1	336 007 0,8	336 629 0,2	334 262 -0,7	333 866 -0,1	332 602 -0,4	331 595 2,0	334 340 0,8
Production industrielle	244 563 0,9	246 320 0,7	244 974 -0,5	242 413 -1,0	242 085 -0,1	239 770 -1,0	243 485 1,0	242 311 -0,5
Secteur de l'énergie	64 427 2,0	65 102 1,0	64 479 -1,0	64 260 -0,3	64 755 0,8	63 277 -2,3	63 767 1,5	64 193 0,7
Fabrication	175 190 0,4	176 357 0,7	175 817 -0,3	173 185 -1,5	171 792 -0,8	170 704 -0,6	174 987 0,7	172 875 -1,2
Fabrication de biens non durables	71 455 0,2	71 169 -0,4	70 307 -1,2	69 422 -1,3	68 822 -0,9	68 235 -0,9	71 317 -1,2	69 196 -3,0
Fabrication de biens durables	103 581 0,6	105 050 1,4	105 389 0,3	103 640 -1,7	102 848 -0,8	102 350 -0,5	103 516 2,1	103 557 0,0
Construction	64 014 1,6	65 518 2,4	67 493 3,0	67 978 0,7	68 548 0,8	69 422 1,3	63 689 5,7	68 360 7,3
Industries productrices de services	735 726 0,8	741 062 0,7	749 519 1,1	756 511 0,9	761 727 0,7	766 848 0,7	732 506 3,2	758 651 3,6
Commerce de gros	66 506 1,4	67 920 2,1	69 713 2,6	70 585 1,3	71 282 1,0	70 404 -1,2	65 997 6,9	70 496 6,8
Commerce de détail	62 355 0,2	62 752 0,6	64 164 2,3	65 427 2,0	65 996 0,9	66 268 0,4	62 219 4,7	65 464 5,2
Transport et entreposage	51 671 1,8	52 073 0,8	52 469 0,8	52 806 0,6	52 916 0,2	52 988 0,1	51 241 3,5	52 795 3,0
Finance, assurances, services immobiliers et de location	214 923 0,8	216 331 0,7	218 619 1,1	220 821 1,0	223 336 1,1	225 826 1,1	213 985 3,7	222 151 3,8
Technologies de l'information et des communications	62 834 1,0	63 271 0,7	64 054 1,2	64 730 1,1	65 408 1,0	66 107 1,1	62 359 5,2	65 075 4,4

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Taux actuel.

## Section B

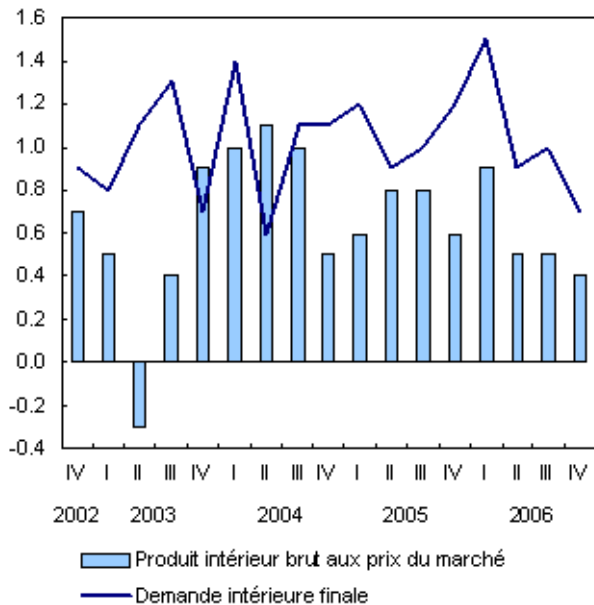
### PIB en termes de revenus et de dépenses

Quatrième trimestre de 2006 et année 2006

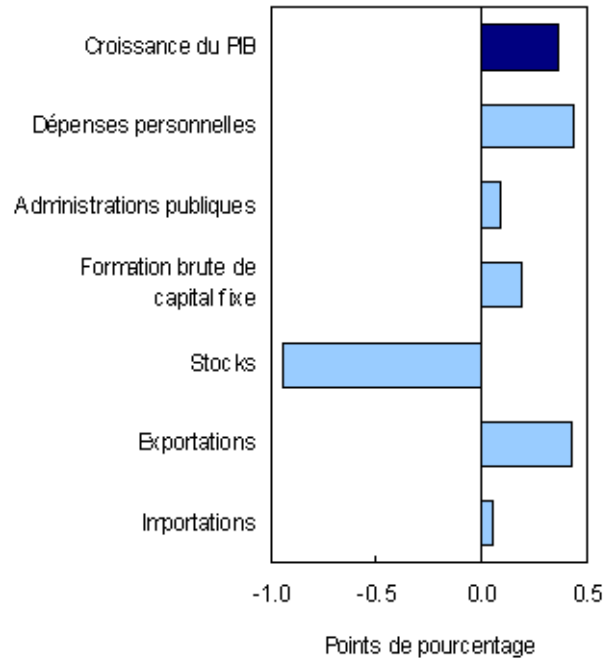
La croissance de l'activité économique s'est accélérée au cours du quatrième trimestre terminant l'année avec une croissance de 0,4 % en décembre. Pour le quatrième trimestre dans son ensemble, la croissance de l'activité économique a légèrement ralenti par rapport au trimestre précédent. Le produit intérieur brut (PIB) réel a augmenté de 0,4 % au quatrième trimestre, après avoir progressé de 0,5 % aux deuxième et troisième trimestres. La croissance a été principalement stimulée par la hausse des dépenses personnelles et le raffermissement des exportations. Par contre, la liquidation des stocks non agricoles a atténué ces progressions. L'économie a progressé de 2,7 % au cours de l'année.

**Graphique B.1**  
**La croissance de la demande domestique finale surpasse celle du PIB**

Variation trimestrielle en %, dollars enchaînés (1997)



**Graphique B.2**  
**Contributions à la variation en pourcentage du PIB, quatrième trimestre de 2006**



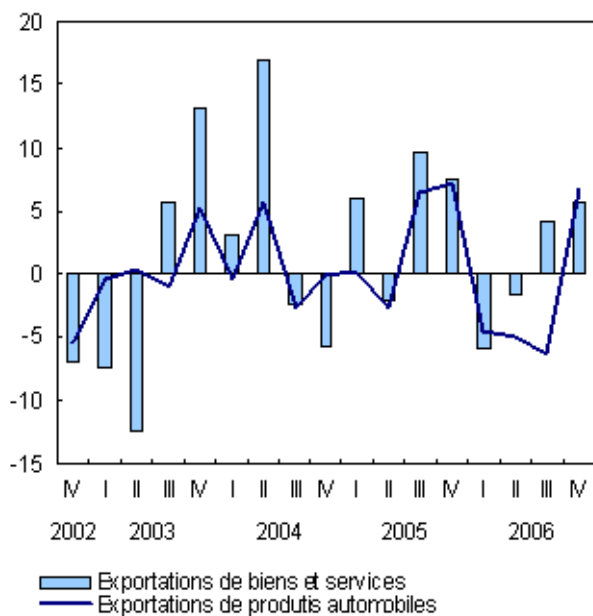
#### Commerce international

Avec une légère diminution de la valeur du dollar canadien au cours du quatrième trimestre, la croissance des exportations s'est établie à 1,2 % après une progression de 0,9 % au troisième trimestre. Cette augmentation était surtout attribuable à la hausse des exportations de biens (+1,2 %). Les exportations de services ont aussi contribué à cette progression dans une moindre mesure avec une croissance de 0,7 %.



### Graphique B.3 Les produits automobiles propulsent les exportations

Variation trimestrielle, milliards de dollars enchaînés (1997)



La principale source de l'augmentation des exportations de biens provient des produits automobiles (+7,7 %). Ce secteur s'est rétabli de la baisse observée au troisième trimestre en raison des fermetures d'usines prolongées. Les autres biens de consommation et les machines et matériel, en hausse respectivement de 9,5 % et de 1,3 %, ont aussi contribué à la hausse des exportations au cours du trimestre.

La croissance dans les services de transport (+3,2 %) et de voyages (+1,2 %) a été partiellement compensée par la diminution de 0,9 % de la vente de services commerciaux à l'étranger. Les ventes de produits de l'énergie à l'étranger ont atténué la croissance des exportations; elles ont diminué de 2,8 % en raison de la baisse de 12 % du volume des exportations de produits du pétrole et du charbon.

Les importations ont été plutôt stables au quatrième trimestre (-0,1 %). La valeur des services importés s'est accrue de 0,7 % mais cette augmentation a été plus que compensée par la baisse des importations de biens (-0,3 %). La hausse des importations de services a été soutenue par la demande canadienne de services étrangers au chapitre des voyages (+2,1 %) et des services de transport (+1,4 %).

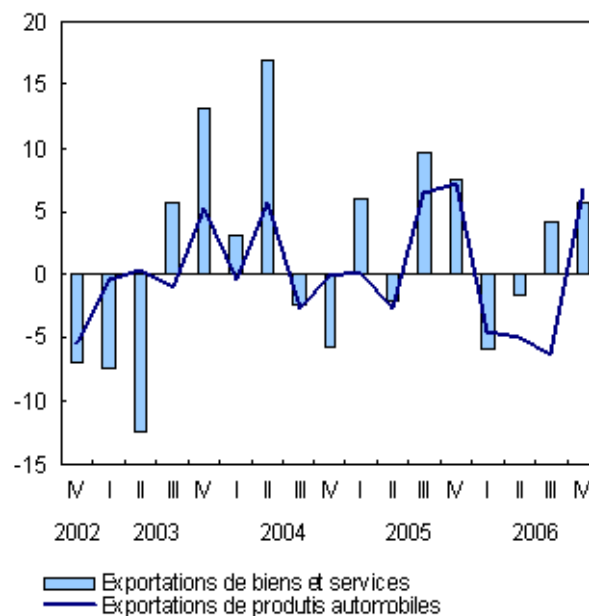
La diminution des importations de biens provient essentiellement des produits automobiles (-2,7 %) et des produits de l'énergie (-5,8 %). Ce recul a été freiné par l'augmentation des importations de machines et matériel (+0,9 %) et d'autres biens de consommation (+2,1 %).

### Dépenses personnelles

Les dépenses personnelles en biens et services de consommation ont crû de 0,8%, un rythme moins rapide qu'au cours des trois premiers trimestres de 2006. La croissance était surtout liée à l'augmentation des dépenses en services (+1,2 %) et en biens durables (+1,0 %). L'ampleur de cette augmentation a cependant été atténuée par la réduction des dépenses en biens non durables (-0,2 %).

### Graphique B.4 Les services soutiennent la croissance des dépenses personnelles

Variation trimestrielle, milliards de dollars enchaînés (1997)



Une part importante de la croissance des dépenses en services provient des services financiers et juridiques (+2,0 %). Cette progression est venue notamment des dépenses reliées aux fonds mutuels ainsi que des commissions sur les transactions d'actions et d'obligations. L'essor des dépenses en services de restauration et d'hébergement (+1,7 %) a aussi considérablement contribué à la vigueur des dépenses en services. Les dépenses en frais d'utilisation des services de transport se sont accrues de 2,7 % au quatrième trimestre, par rapport à 0,4 % au trimestre précédent, une forte croissance ayant été relevée au titre des dépenses en transport aérien (+4,1 %). Une telle hausse n'avait pas été enregistrée depuis la fin de 2003, alors que ce secteur s'est remis de la baisse de l'affluence aérienne qui a suivi l'annonce des cas de SRAS.

La croissance des dépenses en biens durables a été essentiellement attribuable à la vigueur de la consommation de véhicules neufs et d'occasion (+1,6 %). Cette croissance découle surtout de la progression des achats de camions et de fourgonnettes neufs alors que les dépenses en voitures neuves et en véhicules automobiles d'occasion ont diminué.

Des températures plus clémentes au Centre et dans l'Est du pays durant le quatrième trimestre ont aussi contribué à une diminution de l'utilisation d'électricité et d'autres combustibles alors que la consommation de gaz naturel a augmenté, l'Ouest canadien ayant enregistré des températures plus froides.

#### Investissement en stocks

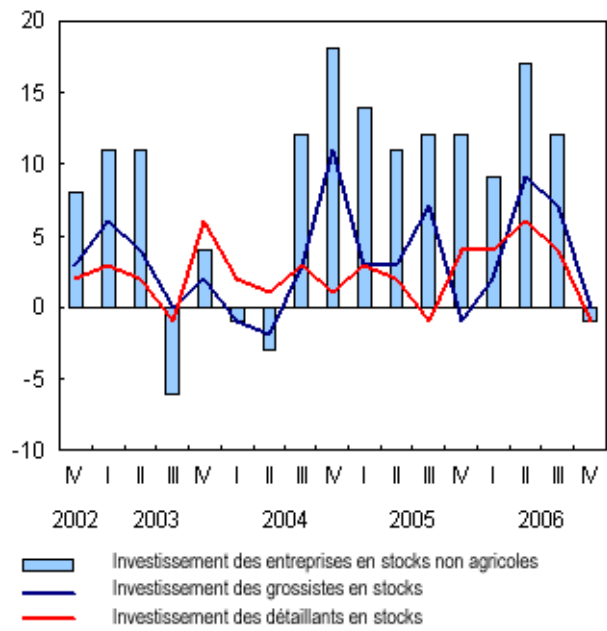
Les stocks non agricoles ont été réduits de 748 millions de dollars au cours du quatrième trimestre. Il s'agit de la première réduction au cours des dix derniers trimestres. Les fabricants et les détaillants ont réduit leurs stocks en biens non durables de façon substantielle. La réduction des stocks, particulièrement marquée pour les véhicules automobiles, est survenue alors que les exportations pour les biens de ce genre et la demande des consommateurs ont augmenté.

Le ratio des stocks aux ventes en termes réels pour l'ensemble de l'économie est passé de 0,674 au troisième trimestre à 0,666 au quatrième.

#### Graphique B.5

#### Les grossistes et les détaillants liquident leurs stocks

Milliards de dollars enchaînés (1997)



#### Investissement en usines et matériel

La croissance de l'investissement des entreprises en usines et matériel a ralenti au quatrième trimestre (+1,5 %). L'augmentation provient essentiellement de la force de l'investissement en ouvrages non résidentiels (+2,5 %), elle-même soutenue par la vigueur de l'investissement en ouvrages de génie (+3,4 %); la croissance de l'investissement des entreprises canadiennes à ce chapitre se poursuit depuis seize trimestres.

La croissance de l'investissement en machines et matériel des entreprises a ralenti considérablement (+0,6 %). Il s'agit de la plus faible croissance enregistrée en six trimestres. Les dépenses en automobiles (+2,2 %), camions (+0,9 %), autre équipement de transport (+5,0 %) et logiciels (+4,4 %) se sont accrues. Ces hausses ont été atténuées par le fléchissement en fin d'année de l'investissement en machinerie industrielle (-1,3 %) ainsi qu'en ordinateurs et autre matériel de bureau (-0,2 %) et en équipement de télécommunications (-1,6 %).

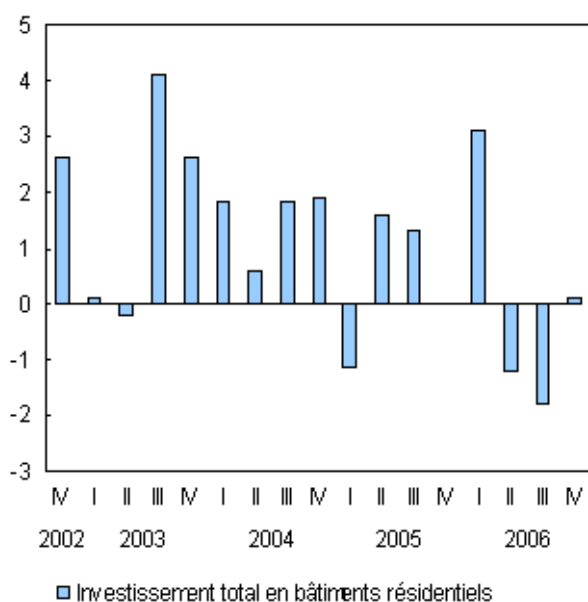
### Investissement en construction résidentielle

L'investissement en bâtiments résidentiels s'est accru légèrement (+0,1 %) après une diminution de 1,8 % au troisième trimestre. Ce revirement s'appuie surtout sur l'accélération de l'investissement en rénovations (+2,2 %), qui se reflète dans la forte demande de permis pour rénovations. La reprise de l'activité sur le marché de la vente se traduit par une croissance de 1,9 % des coûts de transfert de propriété alors qu'ils avaient diminué de 3,4 % au troisième trimestre.

#### Graphique B.6

#### L'investissement dans l'habitation présente des signes de reprise

Variation trimestrielle en %, dollars enchaînés (1997)



La diminution de la valeur de la construction résidentielle neuve a été moins marquée, passant de -3,3 % au troisième trimestre à -2,0 % au quatrième. Le regain du nombre de mises en chantier au quatrième trimestre constitue un signe de reprise de l'investissement en bâtiments résidentiels. Après le léger fléchissement du troisième trimestre, les mises en chantier ont repris leur croissance pour atteindre 222 milliers d'unités au quatrième trimestre par rapport à 228 et 220 milliers aux deuxième et troisième trimestres respectivement. Cette augmentation était entièrement attribuable à la recrudescence des mises en chantier de logements multiples.

### Revenu du travail (en termes nominaux)

Le revenu du travail a gagné de la vigueur au quatrième trimestre de 2006 avec une croissance de 1,5 %, alors qu'il avait grimpé de 1,1 % au trimestre précédent. Les traitements et salaires ont progressé au taux de croissance moyen observé au cours des sept trimestres précédents (+1,5 %). Cette vigueur des revenus a été soutenue par la croissance de 1,7 % des traitements et salaires dans les industries des services. Des gains appréciables ont été enregistrés dans le secteur de la finance, des assurances et de l'immobilier ainsi que dans les industries de services professionnels et personnels.

### Bénéfices des sociétés (en termes nominaux)

Les bénéfices des sociétés ont augmenté de 0,6 %, ce qui constitue un ralentissement par rapport à la croissance exceptionnelle (+3,0 %) enregistrée au troisième trimestre. L'industrie de la fabrication de véhicules automobiles et de pièces ainsi que celle de la fabrication du papier et de produits en bois ont considérablement contribué à la croissance au quatrième trimestre.

La fermeté des bénéfices dans les industries de la construction, des télécommunications et du transport a aussi contribué à cette hausse. Une amélioration du coefficient d'occupation dans le transport aérien au quatrième trimestre a aidé à la progression des bénéfices dans le secteur du transport. Étant donné que la remise de la somme qui avait préalablement été retenue lors du conflit du bois d'œuvre n'a pas été comptabilisée comme revenu d'exploitation pour l'année, la croissance des bénéfices semble toutefois indiquer une reprise des activités dans cette industrie. Une analyse plus détaillée est présentée à la page 11

Les bénéfices des sociétés ont toutefois été tempérés par les diminutions de la demande et des prix du pétrole et du gaz qui ont affecté les profits réalisés dans le secteur énergétique.

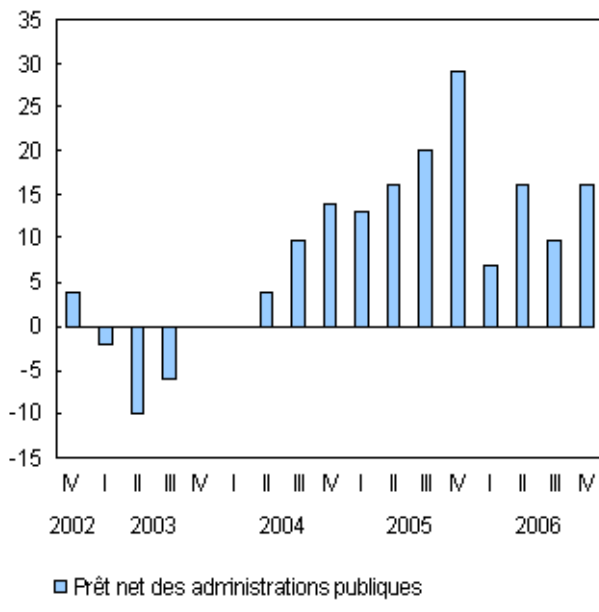
**Administrations (en termes nominaux)**

Les impôts sur les bénéfices des entreprises ont culminé à 57 milliards de dollars durant le trimestre, une augmentation de 4,6 milliards de dollars (+8,8 %) reflétant en partie les taxes dues sur les remboursements des droits sur le bois d'œuvre prélevés par les États-Unis depuis 2002. La reprise de fortes hausses des impôts sur les revenus des particuliers marque la fin des remboursements plus importants d'impôt fédéral découlant de changements fiscaux mis en place à la fin de 2005. La croissance de 11 milliards des dollars (+1,9 %) des revenus totaux des administrations a été quelque peu atténuée par une baisse de ses revenus de placement (-2,9 milliards des dollars) résultant d'une diminution des redevances sur les ressources naturelles versées aux administrations provinciales.

**Graphique B.7**

**L'excédent des administrations s'accroît**

Milliards de dollars, désaisonnalisés au taux annuel



**Comptes sectoriels (en termes nominaux)**

Le revenu personnel disponible s'est accru de 1,1 % et le taux d'épargne a augmenté au quatrième trimestre. Le déficit du secteur personnel (position d'emprunt net) a diminué.

La position du secteur des entreprises en tant que prêteur net au reste de l'économie s'est raffermie au quatrième trimestre. Avec des bénéfices non répartis à la hausse au cours du trimestre, reflétant en partie les remboursements des droits sur le bois d'œuvre aux producteurs canadiens, l'épargne nette des entreprises a augmenté pour un deuxième trimestre consécutif.

Le surplus des administrations (position de prêt net) s'est accru au quatrième trimestre. Ce gain provient essentiellement d'une augmentation des revenus, en particulier les impôts sur les revenus des sociétés et des particuliers.

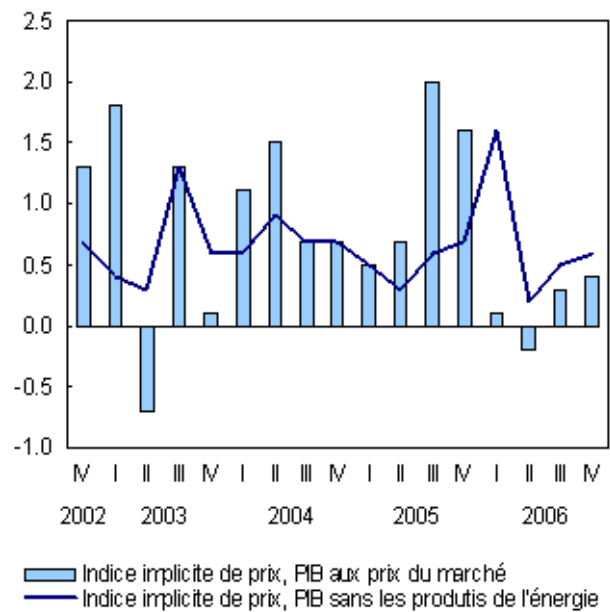
**Prix pour l'ensemble de l'économie**

Les prix pour l'ensemble de l'économie, mesurés par l'indice de prix en chaîne du PIB, ont augmenté de 0,3 % durant le trimestre et de 0,5 % si l'on exclut l'énergie. Il s'agit du quatrième trimestre consécutif où le prix de l'énergie atténue la croissance de l'indice de prix pour l'ensemble de l'économie.

**Graphique B.8**

**L'énergie atténue la hausse des prix pour l'ensemble de l'économie**

Indices, calculés à partir de dollars enchaînés (1997)



Ces augmentations de prix reflètent la hausse soutenue du prix des dépenses personnelles en services de consommation (+0,7 %) et des bâtiments résidentiels (+1,4 %) ainsi qu'une reprise à la hausse des prix des machines et matériel (+1,1 %). La hausse du prix des dépenses courantes des administrations en biens et services a crû de 0,8 %. Cela reflète la forte hausse des traitements et salaires.

#### Revue de fin d'année

Le PIB réel a augmenté de 2,7 % en 2006, ce qui représente un léger ralentissement par rapport à 2005 alors que la demande intérieure finale a progressé de 4,5 %. Les dépenses de consommation et l'investissement en construction non résidentielle étaient à l'origine de la plus grande partie de la croissance en 2006. Les dépenses en biens durables et semi-durables ont contribué à l'accroissement des importations de biens de consommation, tandis que le secteur des particuliers a poursuivi son rôle d'emprunteur net dans l'économie. Dans l'ensemble, l'accumulation des stocks a été plus lente qu'en 2005.

#### Dépenses personnelles

En 2006, les dépenses de consommation ont été le principal déterminant de la croissance du PIB réel, leur progression de 4,1 % étant le meilleur résultat observé depuis 1997. Un premier trimestre vigoureux a contribué à l'établissement d'une forte croissance annuelle des dépenses en biens durables (+6,8 %) et semi-durables (+7,2 %). Les prix en baisse ont favorisé les achats dans chacun de ces groupes. Des augmentations importantes ont aussi été notées pour les achats de services (+4,2 %).

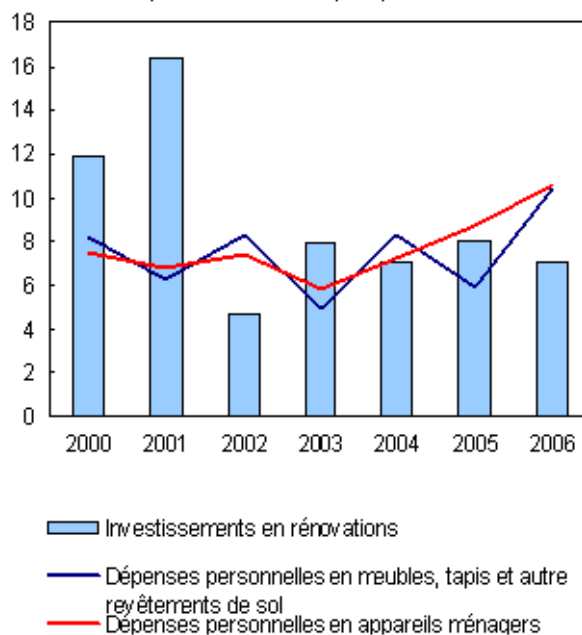
Les dépenses en biens durables ont surpassé le résultat solide de 2005, nombre de consommateurs ayant continué d'être attirés par des articles de prix élevé. Les véhicules automobiles faisaient exception, l'accroissement des dépenses ayant été modéré (+2,1 %).

Les Canadiens se sont affairés à l'amélioration de leur milieu domestique en 2006. Alors que la croissance en construction résidentielle neuve a ralenti en 2005, les dépenses plus élevées en rénovations ont continué d'influencer les habitudes de consommation. Les achats de meubles, tapis et autres revêtements de sol, d'appareils électroménagers et de matériel de loisirs, de sport et de camping (tels que les produits électroniques de grande consommation et les véhicules récréatifs) ont connu une croissance record à deux chiffres par rapport à 2005. Les dépenses en articles d'ameublement semi-durables, tels que les lampes et la verrerie, ont augmenté de 6,7 % au cours de la même période.

#### Graphique B.9

#### Les consommateurs continuent d'investir dans les rénovations

Variation en %, dollars enchaînés (1997)



Les Canadiens ont aussi renouvelé leur garde robe, comme en témoignent les taux records de croissance des ventes de vêtements et chaussures. Les dépenses en vêtements pour hommes et garçons (+7,8 %) et en chaussures (+8,9 %) ont progressé deux fois plus rapidement que l'année précédente. Le taux de croissance des ventes de vêtements pour femmes, filles et enfants a augmenté de façon comparable pour atteindre 8,1 %.

Les dépenses en biens non durables ont diminué considérablement en 2006, le gain n'ayant été que de 1,3 %. La consommation d'électricité, de gaz naturel et d'autres combustibles a baissé, le temps plus clément ayant amorti la demande de combustibles de chauffage et d'électricité.

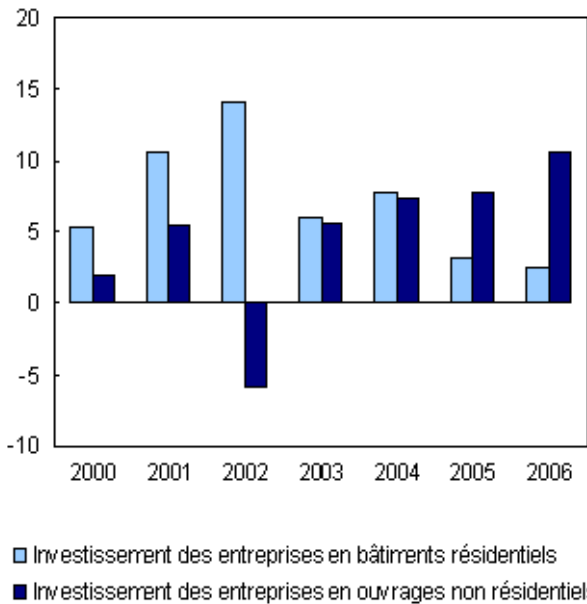
Dans les catégories de services, les frais d'utilisation des services de transport ont progressé de 4,1 % en 2006, les Canadiens s'étant rués sur les compagnies aériennes. La croissance des dépenses en transport aérien (+6,3 %) a été la même qu'en 2005, la reprise de la circulation aérienne s'étant poursuivie après les bons résultats de 2004. Les dépenses de voyage des Canadiens à l'étranger ont augmenté de 10 %, prolongeant une croissance remarquable pour la quatrième année consécutive.

### Investissement des entreprises

L'investissement a continué de contribuer de manière importante à la croissance économique. Des accroissements de l'investissement en construction résidentielle ainsi que non résidentielle sont à l'origine d'une part considérable des augmentations annuelles du PIB depuis 2003.

**Graphique B.10**  
**Changements dans la composition des investissements**

Variation en %, dollars enchaînés (1997)



L'investissement en construction résidentielle connaît depuis 2000 une croissance vigoureuse qui a atteint un sommet de 14 % en 2002, mais le rythme s'est ralenti au cours des deux dernières années. Malgré un premier trimestre vigoureux durant lequel les mises en chantier sont montées en flèche, la croissance de l'investissement en construction résidentielle s'est ralentie en 2006 pour s'établir à 2,3 %. La valeur de la construction résidentielle neuve n'a augmenté que légèrement (+0,5 %), ce qui représente un redressement partiel après un recul de taille comparable l'année précédente.

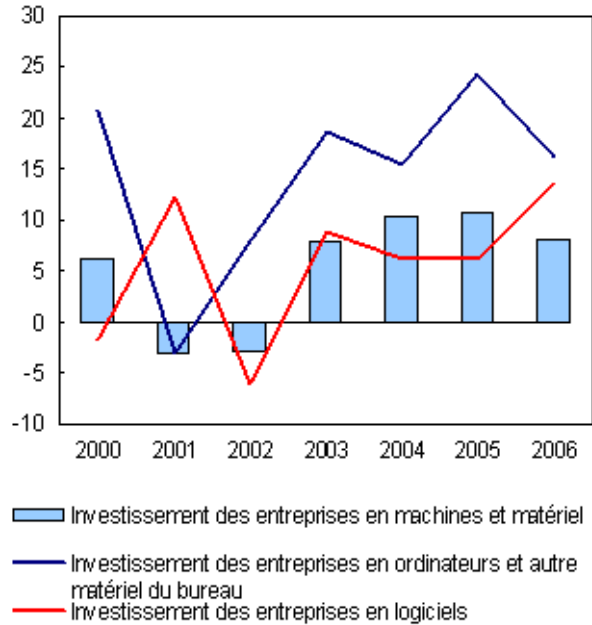
Les Canadiens ont continué d'améliorer leur logement en 2006, ce qui a accru la valeur des rénovations (+7,0 %) des bâtiments existants et propulsé l'investissement total en construction résidentielle. La valeur des rénovations représentait une proportion importante de l'investissement total en bâtiment, les dépenses en rénovations ayant connu une huitième année de vigoureuse croissance.

L'investissement en construction non résidentielle a été le principal facteur de l'incidence fortement positive de l'investissement sur le PIB en 2006. L'investissement des entreprises en bâtiments non résidentiels a été soutenu par un accroissement de 14 % de l'investissement en ouvrages de génie. Selon l'Enquête sur les investissements privés et publics, la croissance de l'investissement (en termes nominaux) a été importante dans le secteur de l'extraction minière, pétrolière et gazière. Cet accroissement était concentré principalement dans le secteur de l'extraction de pétrole et de gaz non conventionnelle où l'investissement a presque doublé en 2006 à la suite d'un important ajout d'infrastructures dans les champs de sables bitumineux de l'Alberta.

L'investissement des entreprises en machines et matériel a augmenté de 8,0 % en 2006, en grande partie grâce à une solide croissance de l'investissement en ordinateurs et autre matériel de bureau, en logiciels, en équipement de télécommunications, en camions et en machinerie industrielle.

**Graphique B.11**  
**Second souffle de l'investissement en technologie**

Variation en %, dollars enchaînés (1997)



### Investissement en stocks

Les stocks des entreprises non agricoles se sont accumulés au cours de l'année, quoique à un rythme égal à environ les trois quarts de celui de 2005, en raison d'une liquidation au dernier trimestre de 2006. Chez les fabricants, la constitution des stocks a été plus lente qu'en 2005, surtout dans le secteur des biens durables. L'accumulation de stocks des grossistes a été plus importante en 2006, sous l'impulsion d'un accroissement des stocks de machines et matériel. Chez les détaillants, la croissance des stocks a également été plus forte, grâce aux biens durables. Les autres stocks non agricoles ont été épuisés en 2006, après une accumulation importante en 2005.

L'investissement des entreprises dans les stocks agricoles a ralenti en 2006. Grâce à la réouverture de la frontière américaine aux bovins sur pied en juillet 2005, les stocks de bovins ont continué de diminuer. Dans le secteur des cultures, les fortes exportations de blé et de canola, conjuguées à une production plus faible de céréales et de graines oléagineuses en 2006, ont contribué au ralentissement de l'accumulation des stocks.

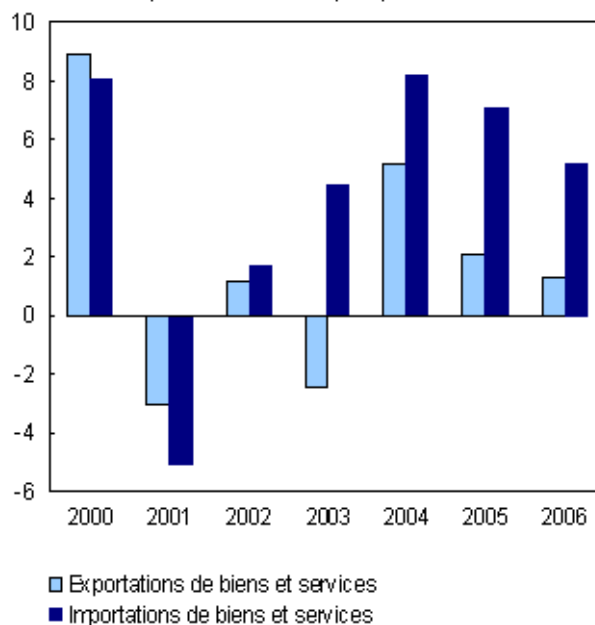
### Commerce international

Les importations ont connu une forte croissance pour la quatrième année consécutive (+5,2 %) en 2006, alors que les exportations n'ont augmenté que de 1,3 %. En termes nominaux, les valeurs des exportations et des importations canadiennes ont atteint un sommet en 2006, la balance commerciale nominale étant tombée à son point le plus bas en sept ans reflétant en partie des prix à l'exportation de l'énergie moins élevés.

### Graphique B.12

#### La croissance des importations continue de surpasser celle des exportations

Variation en %, dollars enchaînés (1997)



En 2006, la croissance des exportations a été entravée par le fléchissement de la demande de produits de la forêt et de produits automobiles aux États-Unis, le partenaire commercial le plus important du Canada. La croissance des exportations la plus importante a été observée pour les produits de l'agriculture et de la pêche (+5,0 %) et l'énergie (+4,5 %), les premiers ayant continué de bénéficier de la reprise récente des exportations de bovins vers les États-Unis et de nouveaux marchés pour le blé et le canola. Les exportations d'énergie, qui représentent la majorité de la croissance des exportations, ont bénéficié des progrès importants des exportateurs de pétrole, mais ont été ralenties par la baisse de la demande de gaz naturel causée par des températures anormales pour la saison en 2006. La composante la plus importante des exportations, c'est-à-dire les machines et matériel, a connu une croissance modérée de 3,0 % en 2006, soutenue par de nouveaux marchés pour les produits aérospatiaux.

Les importations se sont accrues dans tous les secteurs, sauf pour les produits de l'énergie (-8,5 %) et de la forêt (-7,3 %), où elles ont diminué considérablement. La croissance vigoureuse des importations de machines et matériel s'est poursuivie en 2006 (+8,8 %) à la suite d'une forte augmentation moyenne au cours des trois années précédentes (+10 %). De même, les importations de biens de consommation, comme les articles et accessoires d'ameublement, les vêtements, les chaussures et les produits électroniques de grande consommation ont augmenté de 9,1 %, hausse la plus importante en quatre ans, à la suite de la montée en flèche de la demande intérieure de biens durables et semi-durables.

#### **Bénéfices des sociétés (en termes nominaux)**

La croissance des bénéfices des sociétés s'est ralentie en 2006, après des taux à deux chiffres en 2004 et 2005, mais est néanmoins demeurée vigoureuse, à 5,7 %.

Contrairement à la croissance éblouissante observée les trois années précédentes, les bénéfices du secteur de l'extraction pétrolière et gazière et des fabricants des produits dérivés du pétrole et du charbon n'ont augmenté que faiblement en 2006, ce qui a contribué au ralentissement de la croissance des bénéfices avant impôt des sociétés.

En ce qui concerne la hausse des bénéfices des sociétés, les secteurs du commerce de gros et de détail, ainsi que le secteur financier ont pris la tête en 2006. Les grossistes en véhicules automobiles, en matériaux de construction et en machines et matériel ont connu une croissance importante et les détaillants ont bénéficié de la vigueur des dépenses de consommation. Les bénéfices des fabricants de véhicules automobiles et de pièces ont diminué en 2006, les exportations ayant fléchi pendant la plus grande partie de l'année, en manifestant une certaine force au dernier trimestre. Les industries du bois et du papier ont également vu leurs bénéfices diminuer. Malgré ces reculs, les bénéfices des fabricants sont demeurés pratiquement inchangés par rapport à l'année précédente, les fabricants d'ordinateurs et de produits électroniques, de métaux de première transformation et de produits minéraux non métalliques ayant récolté les fruits d'une plus forte demande ou de prix plus élevés des produits de base. Les banques ainsi que les sociétés d'assurance ont contribué à l'accroissement des bénéfices du secteur financier en 2006.

#### **Revenu du travail (en termes nominaux)**

Le revenu du travail a augmenté de 6,1 % en 2006, hausse un peu plus importante que celle de 5,9 % des traitements et salaires. Le revenu supplémentaire du travail a progressé de 7,1 %, propulsé par un paiement spécial important fait en vue de réduire un déficit actuariel d'un régime de retraite d'employeur offert par une administration publique. En 2006, le taux de chômage, dont la tendance est à la baisse, a atteint son point le plus faible en 30 ans, grâce à une importante création d'emplois dans plusieurs industries canadiennes.

L'Alberta affichait la hausse la plus importante des traitements et salaires (+13 %), suivie par la Colombie-Britannique (+8,3 %) et la Saskatchewan (+7,3 %). La croissance des traitements et salaires a surpassé l'augmentation globale de 5,9 % dans les secteurs de l'extraction minière, pétrolière et gazière, de la construction, et de la finance, de l'assurance et de l'immobilier. Le secteur de la fabrication a enregistré l'accroissement le plus faible en 2006, soit 1,3 %.

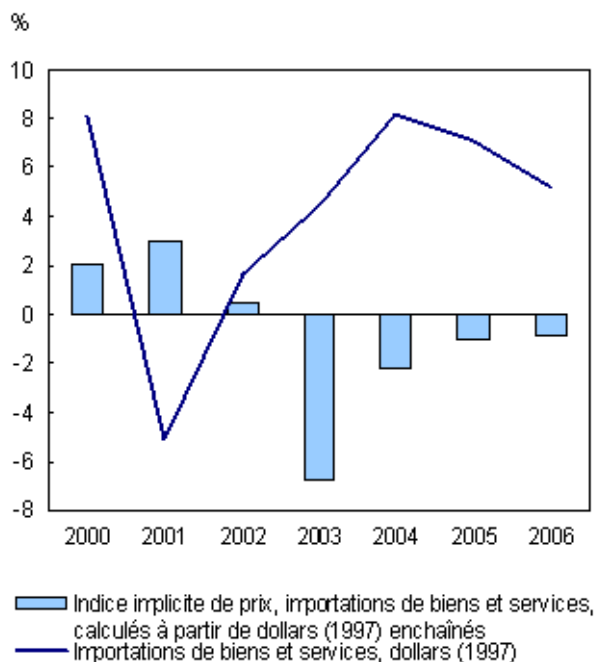
#### **Revenu comptable net des exploitants agricoles (en termes nominaux)**

Le revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole a diminué considérablement par rapport à 2005. Les recettes plus élevées dans le secteur des cultures n'ont pas compensé la baisse des revenus du bétail, la hausse du coût des facteurs et la réduction des paiements de programme. Après une récolte exceptionnelle en 2005, les recettes provenant des cultures ont été soutenues par l'accroissement des livraisons de céréales et de graines oléagineuses (qui ont dégarni les stocks) et par la hausse des prix durant la deuxième moitié de 2006. Les revenus provenant du bétail ont chuté, la diminution des revenus tirés des porcins due à la baisse des prix ayant plus que compensé la hausse des recettes provenant des bovins et des veaux. Les paiements de programme étaient inférieurs à leur niveau record de 2005, à cause de l'élimination progressive de plusieurs programmes spéciaux.



**Graphique B.13**

**Les prix des importations continuent de chuter alors que les importations augmentent**

**Comptes sectoriels (en termes nominaux)**

Bien que le taux d'épargne personnelle ait augmenté légèrement pour atteindre 1,8 % en 2006, les acquisitions de capital non financier des ménages, y compris l'investissement en immeubles résidentiels a surpassé l'épargne personnelle. Le secteur des particuliers a ainsi continué d'être un emprunteur net auprès des autres secteurs de l'économie. Les sociétés, quant à elles, ont continué d'être un prêteur net grâce à leur forte position appuyée par des bénéfices croissants. Le secteur des administrations publiques a également continué de prêter à tous les autres secteurs de l'économie, mais à un degré moindre qu'en 2005. Dans l'ensemble, l'épargne nationale s'est accrue, l'économie canadienne ayant continué d'être un prêteur aux non-résidents.

**Prix pour l'ensemble de l'économie**

La baisse des prix à l'exportation de l'énergie observée en 2006 a contribué au ralentissement de la croissance des prix pour l'ensemble de l'économie, qui est passée de 3,2 % en 2005 à 2,2 % en 2006. À cet égard, il convient de souligner les prix des importations, qui ont baissé pour la quatrième année consécutive, reflétant la vigueur soutenue du dollar canadien. Ces prix sont tombés à 97,8 % de leur valeur de 1997. En excluant l'énergie, les prix pour l'ensemble de l'économie ont augmenté de 2,7 %.

**Tableau B.1 Produit intérieur brut en termes de revenus, prix courants et variation trimestrielle en pourcentage[1]**

	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	2005	2006
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Rémunération des salariés	694 340 1,8	703 668 1,3	721 284 2,5	723 800 0,3	732 000 1,1	743 216 1,5	688 150 5,6	730 075 6,1
Bénéfices des sociétés avant impôts	192 368 4,7	202 812 5,4	196 276 -3,2	197 376 0,6	203 220 3,0	204 480 0,6	189 455 10,6	200 338 5,7
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	14 596 2,6	15 516 6,3	13 852 -10,7	13 792 -0,4	13 688 -0,8	13 600 -0,6	14 481 15,8	13 733 -5,2
Intérêts et revenus divers de placements	60 392 5,9	67 724 12,1	64 712 -4,4	63 488 -1,9	63 616 0,2	61 856 -2,8	60 403 11,7	63 418 5,0
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	1 580 -2,0	1 320 -16,5	420 -68,2	156 -62,9	208 33,3	520 150,0	1 706 -47,6	326 -80,9
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	84 976 1,0	85 668 0,8	86 316 0,8	87 196 1,0	87 772 0,7	88 364 0,7	84 500 4,5	87 412 3,4
Ajustement de la valeur des stocks	2 976 ...	-1 200 ...	1 860 ...	-464 ...	-3 272 ...	-5 360 ...	-326 ...	-1 809 ...
Impôts moins subventions, sur facteurs de production	61 848 0,7	62 376 0,9	62 704 0,5	63 388 1,1	63 456 0,1	63 856 0,6	61 402 3,9	63 351 3,2
<b>Produit intérieur net aux prix de base</b>	<b>1 113 076</b> <b>2,8</b>	<b>1 137 884</b> <b>2,2</b>	<b>1 147 424</b> <b>0,8</b>	<b>1 148 732</b> <b>0,1</b>	<b>1 160 688</b> <b>1,0</b>	<b>1 170 532</b> <b>0,8</b>	<b>1 099 771</b> <b>6,6</b>	<b>1 156 844</b> <b>5,2</b>
Impôts moins subventions, sur produits	94 504 0,2	94 648 0,2	97 856 3,4	99 328 1,5	95 780 -3,6	95 952 0,2	93 895 5,0	97 229 3,6
Provisions pour consommation de capital	178 216 1,2	180 692 1,4	182 564 1,0	184 560 1,1	186 568 1,1	188 328 0,9	177 322 4,4	185 505 4,6
Divergence statistique	512 ...	896 ...	-428 ...	-56 ...	404 ...	-1 068 ...	437 ...	-287 ...
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>1 386 308</b> <b>2,5</b>	<b>1 414 120</b> <b>2,0</b>	<b>1 427 416</b> <b>0,9</b>	<b>1 432 564</b> <b>0,4</b>	<b>1 443 440</b> <b>0,8</b>	<b>1 453 744</b> <b>0,7</b>	<b>1 371 425</b> <b>6,2</b>	<b>1 439 291</b> <b>4,9</b>

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

**Tableau B.2 Produit intérieur brut en termes de dépenses, prix courants et variation trimestrielle en pourcentage[1]**

	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	2005	2006
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	765 928	773 792	786 692	797 632	808 172	814 744	760 380	801 810
	1,3	1,0	1,7	1,4	1,3	0,8	5,6	5,4
Biens durables	100 184	100 048	103 116	103 900	105 804	106 472	99 436	104 823
	1,0	-0,1	3,1	0,8	1,8	0,6	5,2	5,4
Biens semi-durables	63 160	63 732	65 736	66 708	67 480	67 540	63 151	66 866
	-0,0	0,9	3,1	1,5	1,2	0,1	4,2	5,9
Biens non durables	191 444	192 084	193 660	197 300	198 244	195 620	188 870	196 206
	2,2	0,3	0,8	1,9	0,5	-1,3	6,3	3,9
Services	411 140	417 928	424 180	429 724	436 644	445 112	408 923	433 915
	1,2	1,7	1,5	1,3	1,6	1,9	5,6	6,1
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	266 552	269 108	280 672	280 360	283 120	286 516	264 242	282 667
	1,4	1,0	4,3	-0,1	1,0	1,2	5,8	7,0
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	34 572	35 708	36 464	37 156	37 728	38 180	34 237	37 382
	2,5	3,3	2,1	1,9	1,5	1,2	8,5	9,2
Investissement des administrations publiques en stocks	-36	44	128	-100	-124	-68	27	-41
Formation brute de capital fixe des entreprises	252 176	257 756	265 516	268 892	273 332	279 184	249 811	271 731
	2,0	2,2	3,0	1,3	1,7	2,1	8,7	8,8
Bâtiments résidentiels	89 980	91 408	95 756	96 824	96 912	98 272	89 101	96 941
	1,5	1,6	4,8	1,1	0,1	1,4	7,4	8,8
Ouvrages non résidentiels et équipement	162 196	166 348	169 760	172 068	176 420	180 912	160 710	174 790
	2,3	2,6	2,1	1,4	2,5	2,5	9,5	8,8
Ouvrages non résidentiels	70 632	73 320	76 336	79 104	82 148	85 136	69 606	80 681
	3,6	3,8	4,1	3,6	3,8	3,6	13,0	15,9
Machines et matériel	91 564	93 028	93 424	92 964	94 272	95 776	91 104	94 109
	1,3	1,6	0,4	-0,5	1,4	1,6	6,9	3,3
Investissement des entreprises en stocks	9 772	10 652	7 188	13 184	10 628	-2 108	11 158	7 223
	...	...	...	...	...	...	...	...
Non agricoles	9 628	10 328	7 660	14 144	10 996	-1 788	10 566	7 753
	...	...	...	...	...	...	...	...
Agricultures	144	324	-472	-960	-368	-320	592	-530
	...	...	...	...	...	...	...	...
Exportations de biens et services	526 944	547 276	524 108	518 712	526 440	533 184	519 680	525 611
	4,1	3,9	-4,2	-1,0	1,5	1,3	5,1	1,1
Biens	460 384	480 232	457 852	451 288	459 496	465 640	453 062	458 569
	4,7	4,3	-4,7	-1,4	1,8	1,3	5,6	1,2
Services	66 560	67 044	66 256	67 424	66 944	67 544	66 618	67 042
	0,2	0,7	-1,2	1,8	-0,7	0,9	1,8	0,6
Moins : Importations de biens et services	469 084	479 320	473 776	483 328	495 452	496 960	467 673	487 379
	1,0	2,2	-1,2	2,0	2,5	0,3	6,1	4,2
Biens	389 968	398 256	392 224	400 620	412 396	411 880	388 210	404 280
	1,4	2,1	-1,5	2,1	2,9	-0,1	6,8	4,1
Services	79 116	81 064	81 552	82 708	83 056	85 080	79 463	83 099
	-0,7	2,5	0,6	1,4	0,4	2,4	2,8	4,6
Divergence statistique	-516	-896	424	56	-404	1 072	-437	287
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>1 386 308</b>	<b>1 414 120</b>	<b>1 427 416</b>	<b>1 432 564</b>	<b>1 443 440</b>	<b>1 453 744</b>	<b>1 371 425</b>	<b>1 439 291</b>
	<b>2,5</b>	<b>2,0</b>	<b>0,9</b>	<b>0,4</b>	<b>0,8</b>	<b>0,7</b>	<b>6,2</b>	<b>4,9</b>
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>1 319 228</i>	<i>1 336 364</i>	<i>1 369 344</i>	<i>1 384 040</i>	<i>1 402 352</i>	<i>1 418 624</i>	<i>1 308 670</i>	<i>1 393 590</i>
	<i>1,5</i>	<i>1,3</i>	<i>2,5</i>	<i>1,1</i>	<i>1,3</i>	<i>1,2</i>	<i>6,3</i>	<i>6,5</i>

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

**Tableau B.3 Produit intérieur brut réel en termes de dépenses, variation trimestrielle en pourcentage[1]**

	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	2005	2006
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (1997)[2]								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	665 602	671 517	680 330	686 613	695 136	700 517	663 583	690 649
	0,6	0,9	1,3	0,9	1,2	0,8	3,9	4,1
Biens durables	103 969	103 874	107 179	108 907	111 690	112 777	103 130	110 138
	0,8	-0,1	3,2	1,6	2,6	1,0	5,8	6,8
Biens semi-durables	61 141	62 049	64 152	65 383	66 425	66 689	61 239	65 662
	-0,2	1,5	3,4	1,9	1,6	0,4	4,4	7,2
Biens non durables	146 511	146 747	147 018	148 331	149 193	148 843	146 401	148 346
	0,1	0,2	0,2	0,9	0,6	-0,2	2,3	1,3
Services	355 619	360 507	364 362	366 612	370 913	375 507	354 357	369 349
	1,0	1,4	1,1	0,6	1,2	1,2	4,1	4,2
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	218 239	220 622	222 569	224 957	226 059	227 067	217 689	225 163
	0,7	1,1	0,9	1,1	0,5	0,4	2,7	3,4
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	32 469	33 507	34 051	34 410	34 578	34 760	32 320	34 450
	2,0	3,2	1,6	1,1	0,5	0,5	6,8	6,6
Investissement des administrations publiques en stocks	-28	36	108	-80	-100	-52	23	-31
	...	...	...	...	...	...	...	...
Formation brute de capital fixe des entreprises	231 549	235 599	241 924	243 468	245 417	247 805	229 271	244 654
	2,4	1,7	2,7	0,6	0,8	1,0	7,1	6,7
Bâtiments résidentiels	68 846	68 848	71 002	70 160	68 916	68 961	68 127	69 760
	1,4	0,0	3,1	-1,2	-1,8	0,1	3,2	2,4
Ouvrages non résidentiels et équipement	162 813	167 251	171 329	174 208	178 147	180 769	161 270	176 113
	2,9	2,7	2,4	1,7	2,3	1,5	9,4	9,2
Ouvrages non résidentiels	56 292	57 912	59 689	60 881	62 407	63 979	55 777	61 739
	2,6	2,9	3,1	2,0	2,5	2,5	7,9	10,7
Machines et matériel	107 215	110 011	112 141	113 730	116 061	116 710	106 169	114 661
	3,2	2,6	1,9	1,4	2,0	0,6	10,5	8,0
Investissement des entreprises en stocks	15 024	14 892	11 007	18 081	13 938	985	15 485	11 003
	...	...	...	...	...	...	...	...
Non agricoles	12 172	11 809	9 097	16 571	12 021	-748	12 398	9 235
	...	...	...	...	...	...	...	...
Agricultures	2 226	2 473	1 122	438	952	965	2 489	869
	...	...	...	...	...	...	...	...
Exportations de biens et services	474 439	481 889	476 003	474 500	478 583	484 220	472 037	478 327
	2,1	1,6	-1,2	-0,3	0,9	1,2	2,1	1,3
Biens	415 328	422 567	417 319	415 045	419 930	425 158	412 615	419 363
	2,5	1,7	-1,2	-0,5	1,2	1,2	2,5	1,6
Services	59 327	59 542	58 901	59 641	58 890	59 313	59 624	59 186
	-0,7	0,4	-1,1	1,3	-1,3	0,7	-0,1	-0,7
Moins : Importations de biens et services	475 574	490 041	487 694	498 307	504 490	503 735	474 040	498 557
	2,7	3,0	-0,5	2,2	1,2	-0,1	7,1	5,2
Biens	405 171	417 833	414 242	424 217	431 126	429 709	403 554	424 824
	3,1	3,1	-0,9	2,4	1,6	-0,3	7,9	5,3
Services	70 611	72 471	73 480	74 262	73 786	74 327	70 652	73 964
	0,7	2,6	1,4	1,1	-0,6	0,7	3,5	4,7
Divergence statistique	-433	-741	351	46	-334	883	-366	237
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>1 162 822</b>	<b>1 170 239</b>	<b>1 181 076</b>	<b>1 186 983</b>	<b>1 192 904</b>	<b>1 197 176</b>	<b>1 157 705</b>	<b>1 189 535</b>
	0,8	0,6	0,9	0,5	0,5	0,4	2,9	2,7
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>1 146 247</i>	<i>1 159 485</i>	<i>1 176 842</i>	<i>1 187 456</i>	<i>1 199 126</i>	<i>1 208 000</i>	<i>1 141 343</i>	<i>1 192 856</i>
	1,0	1,2	1,5	0,9	1,0	0,7	4,3	4,5

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Les séries en dollars enchaînés sont calculées en multipliant l'indice de quantité de type chaîne par les séries en dollars courants correspondantes, le tout divisé par 100. Étant donné que la formule de calcul des indices de quantité de type chaîne utilise des poids provenant de plus d'une période, les estimés de dollars en chaîne qui en sont dérivés ne sont généralement pas additifs.

**Tableau B.4 Produit intérieur brut réel en termes de dépenses, variation annualisée en pourcentage[1]**

	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	2005	2006
	variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre aux taux annuels, dollars enchaînés (1997)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	2,6	3,6	5,4	3,7	5,1	3,1	3,9	4,1
Biens durables	3,4	-0,4	13,3	6,6	10,6	4,0	5,8	6,8
Biens semi-durables	-0,7	6,1	14,3	7,9	6,5	1,6	4,4	7,2
Biens non durables	0,5	0,6	0,7	3,6	2,3	-0,9	2,3	1,3
Services	3,9	5,6	4,3	2,5	4,8	5,0	4,1	4,2
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	3,0	4,4	3,6	4,4	2,0	1,8	2,7	3,4
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	8,1	13,4	6,7	4,3	2,0	2,1	6,8	6,6
Investissement des administrations publiques en stocks[2]	-88	64	72	-188	-20	48	4	-54
Formation brute de capital fixe des entreprises	9,8	7,2	11,2	2,6	3,2	3,9	7,1	6,7
Bâtiments résidentiels	5,5	0,0	13,1	-4,7	-6,9	0,3	3,2	2,4
Ouvrages non résidentiels et équipement	12,3	11,4	10,1	6,9	9,4	6,0	9,4	9,2
Ouvrages non résidentiels	10,9	12,0	12,9	8,2	10,4	10,5	7,9	10,7
Machines et matériel	13,4	10,8	8,0	5,8	8,5	2,3	10,5	8,0
Investissement des entreprises en stocks[2]	593	-132	-3 885	7 074	-4 143	-12 953	5 739	-4 483
Non agricoles[2]	909	-363	-2 712	7 474	-4 550	-12 769	5 904	-3 163
Agricultures[2]	-390	247	-1 351	-684	514	13	-398	-1 620
Exportations de biens et services	8,5	6,4	-4,8	-1,3	3,5	4,8	2,1	1,3
Biens	10,3	7,2	-4,9	-2,2	4,8	5,1	2,5	1,6
Services	-2,8	1,5	-4,2	5,1	-4,9	2,9	-0,1	-0,7
Moins : Importations de biens et services	11,2	12,7	-1,9	9,0	5,1	-0,6	7,1	5,2
Biens	13,0	13,1	-3,4	10,0	6,7	-1,3	7,9	5,3
Services	2,8	11,0	5,7	4,3	-2,5	3,0	3,5	4,7
Divergence statistique[2]	-832	-308	1 092	-305	-380	1 217	-315	603
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>3,2</b>	<b>2,6</b>	<b>3,8</b>	<b>2,0</b>	<b>2,0</b>	<b>1,4</b>	<b>2,9</b>	<b>2,7</b>
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>4,1</i>	<i>4,7</i>	<i>6,1</i>	<i>3,7</i>	<i>4,0</i>	<i>3,0</i>	<i>4,3</i>	<i>4,5</i>

1. Variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre, annualisée.

2. Variation en millions de dollars, aux taux annuels.

**Tableau B.5 Contribution à la variation en pourcentage du produit intérieur brut réel, en termes de dépenses[1]**

	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	2005	2006
Calculées à partir de données désaisonnalisées, points de pourcentage								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	0,354	0,488	0,720	0,510	0,691	0,433	2,139	2,235
Biens durables	0,060	-0,007	0,225	0,116	0,184	0,071	0,416	0,482
Biens semi-durables	-0,009	0,067	0,153	0,088	0,074	0,018	0,202	0,326
Biens non durables	0,019	0,022	0,025	0,122	0,080	-0,032	0,310	0,179
Services	0,284	0,405	0,317	0,184	0,352	0,375	1,210	1,248
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	0,144	0,208	0,171	0,210	0,096	0,088	0,523	0,659
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	0,049	0,079	0,041	0,027	0,013	0,014	0,164	0,165
Investissement des administrations publiques en stocks	-0,008	0,006	0,006	-0,016	-0,002	0,004	0,000	-0,005
Formation brute de capital fixe des entreprises	0,429	0,317	0,490	0,119	0,151	0,185	1,254	1,217
Bâtiments résidentiels	0,088	0,000	0,204	-0,081	-0,121	0,004	0,205	0,157
Ouvrages non résidentiels et équipement	0,341	0,317	0,286	0,200	0,272	0,181	1,049	1,060
Ouvrages non résidentiels	0,131	0,146	0,160	0,108	0,139	0,144	0,380	0,548
Machines et matériel	0,210	0,170	0,126	0,092	0,132	0,037	0,669	0,512
Investissement des entreprises en stocks	0,040	-0,015	-0,291	0,513	-0,309	-0,947	0,442	-0,365
Non agricoles	0,068	-0,030	-0,206	0,555	-0,342	-0,949	0,470	-0,248
Agricultures	-0,028	0,015	-0,085	-0,041	0,033	0,001	-0,029	-0,117
Exportations de biens et services	0,772	0,600	-0,466	-0,116	0,312	0,429	0,820	0,501
Biens	0,807	0,582	-0,415	-0,174	0,372	0,396	0,827	0,538
Services	-0,035	0,017	-0,051	0,058	-0,059	0,033	-0,006	-0,037
Moins : Importations de biens et services	0,910	1,018	-0,162	0,722	0,421	-0,051	2,378	1,711
Biens	0,870	0,869	-0,241	0,661	0,458	-0,094	2,175	1,445
Services	0,040	0,149	0,080	0,061	-0,037	0,042	0,203	0,266
Divergence statistique	-0,072	-0,027	0,093	-0,026	-0,032	0,102	-0,029	0,052
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>0,797</b>	<b>0,638</b>	<b>0,926</b>	<b>0,500</b>	<b>0,499</b>	<b>0,358</b>	<b>2,936</b>	<b>2,749</b>
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>0,976</i>	<i>1,092</i>	<i>1,422</i>	<i>0,866</i>	<i>0,950</i>	<i>0,719</i>	<i>4,080</i>	<i>4,277</i>

1. Les données en dollars enchaînés (1997) du tableau "Produit intérieur brut réel, en termes de dépenses, variation trimestrielle en pourcentage" ne s'additionnent pas. Les contributions à la variation en pourcentage du tableau ci-dessus peuvent s'additionner et fournissent une mesure de la composition de la croissance du PIB.

**Tableau B.6 Produit intérieur brut, indices implicites de prix en chaîne[1]**

	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	2005	2006
Calculées à partir de données désaisonnalisées, (1997 = 100)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	115,1 0,7	115,2 0,1	115,6 0,3	116,2 0,5	116,3 0,1	116,3 0,0	114,6 1,7	116,1 1,3
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	122,1 0,6	122,0 -0,1	126,1 3,4	124,6 -1,2	125,2 0,5	126,2 0,8	121,4 2,9	125,5 3,4
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	106,5 0,5	106,6 0,1	107,1 0,5	108,0 0,8	109,1 1,0	109,8 0,6	106,0 1,6	108,5 2,4
Formation brute de capital fixe des entreprises	108,9 -0,4	109,4 0,5	109,8 0,4	110,4 0,5	111,4 0,9	112,7 1,2	109,0 1,5	111,1 2,0
Exportations de biens et services	111,1 2,0	113,6 2,3	110,1 -3,1	109,3 -0,7	110,0 0,6	110,1 0,1	110,1 2,9	109,9 -0,2
Importations de biens et services	98,6 -1,7	97,8 -0,8	97,1 -0,7	97,0 -0,1	98,2 1,2	98,7 0,5	98,7 -1,0	97,8 -0,9
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>119,2 1,7</b>	<b>120,8 1,3</b>	<b>120,9 0,1</b>	<b>120,7 -0,2</b>	<b>121,0 0,2</b>	<b>121,4 0,3</b>	<b>118,4 3,2</b>	<b>121,0 2,2</b>
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>115,1 0,4</i>	<i>115,3 0,2</i>	<i>116,4 1,0</i>	<i>116,6 0,2</i>	<i>116,9 0,3</i>	<i>117,4 0,4</i>	<i>114,7 1,9</i>	<i>116,8 1,9</i>

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.

## Section C

### PIB par industrie

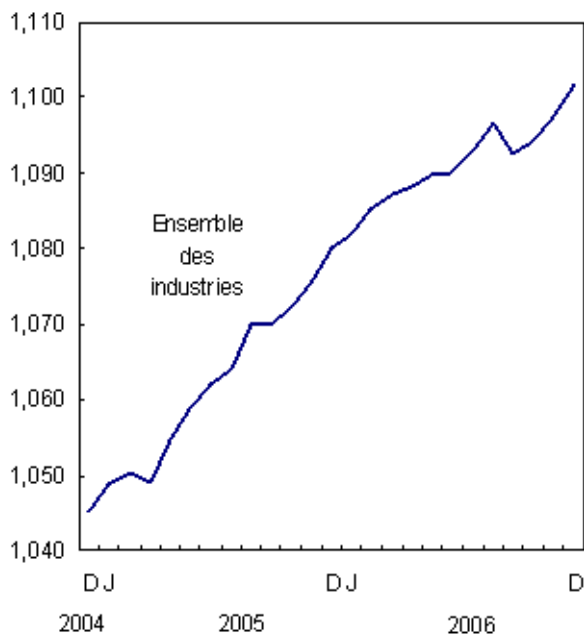
Décembre 2006, quatrième trimestre de 2006 et année 2006

La croissance de l'économie canadienne s'est accélérée au cours du quatrième trimestre, terminant ainsi l'année avec une croissance de 0,4 % en décembre, suite à des gains de 0,3 % en novembre et de 0,1 % en octobre. Le secteur des services (+0,5 %) comme celui de la production de biens (+0,1 %) ont contribué à la croissance en décembre. Les plus fortes augmentations ont été observées dans les secteurs de la fabrication, du commerce de gros et du commerce de détail. La construction, les services financiers et l'extraction minière excluant le pétrole et le gaz naturel ont également progressé. Cependant, ces hausses ont été partiellement contrebalancées par le repli des secteurs de l'énergie, de l'agriculture et de la foresterie.

#### Graphique C.1

##### L'activité économique s'accélère en décembre

PIB en milliards de dollars enchaînés (1997)



#### Les ventes de véhicules automobiles stimulent le commerce de gros et de détail

Le commerce de gros a grimpé de 1,2 %, en raison de la vigueur des ventes de véhicules automobiles, largement attribuable au lancement de nouveaux modèles de voitures. Les ventes de produits pharmaceutiques et de produits métalliques ont également avivé le commerce de gros. En revanche, les ventes de machines et de matériel se sont contractées.

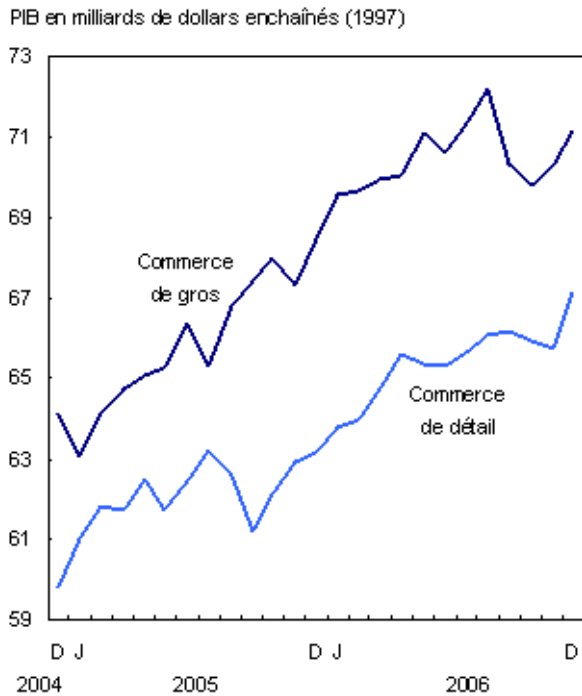
Décembre a été un mois record pour le secteur du commerce de détail qui a fait un bond de 2,1 %, une augmentation mensuelle sans précédent depuis novembre 2001. Les consommateurs ont envahi les magasins en décembre après les avoir peu fréquentés en octobre et novembre. Les concessionnaires de voitures neuves ont connu un mois remarquable grâce à la vigueur des ventes de voitures particulières, de camions et de fourgonnettes. Des hausses appréciables ont aussi été signalées par les détaillants de vêtements et les magasins de marchandises diverses (qui comprennent les grands magasins).

#### Note aux lecteurs

Les données mensuelles sur le produit intérieur brut (PIB) par industrie sont des estimations selon des indices de volume en chaîne dont l'année de référence est 1997. Cela signifie que les estimations pour chaque industrie et agrégat sont obtenues à partir d'un indice enchaîné de volume multiplié par la valeur ajoutée de l'industrie en 1997. Pour la période allant de 1997 à 2003, les estimations mensuelles sont ajustées en fonction des indices de volume Fisher enchaînés annuellement pour le PIB, obtenus à partir des tableaux d'entrées-sorties en prix constants. Pour la période commençant en janvier 2004, on établit les estimations en enchaînant un indice de volume Laspeyres à pondération fixe à la période précédente. La pondération fixe est constituée des prix de la production et des intrants de 2003. Cette opération rend les estimations mensuelles du PIB par industrie plus comparables aux données du PIB en termes de dépenses, enchaînées trimestriellement.

**Graphique C.2**

**Les véhicules automobiles orientent le commerce de gros et de détail**



**Le secteur de l'énergie atteint un nouveau creux**

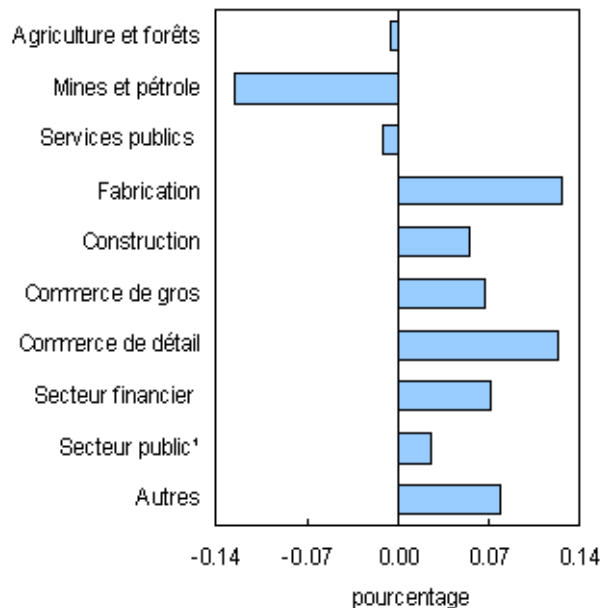
Le secteur de l'énergie a fléchi de 1,8 % en décembre pour atteindre son niveau de production le plus bas en 2006. Ce recul a été causé par un repli de l'extraction de gaz naturel et a été partiellement contrebalancé par une légère progression de l'extraction de pétrole. Les activités d'exploration pétrolière et gazière ont aussi perdu beaucoup de terrain (-4,7 %). Les services publics, quant à eux, n'ont enregistré qu'une faible baisse (-0,4 %) malgré la chute de la demande au Québec et en Ontario causée par le temps doux en décembre.

La production du secteur de l'extraction minière excluant le pétrole et le gaz a augmenté de 0,6 %. Les hausses relevées dans les mines de minerais non métalliques ont été largement neutralisées par les pertes subies dans les mines de métal.

La production industrielle (soit celle des mines, des services publics et des fabricants) est demeurée essentiellement inchangée en décembre. Le recul du secteur minier et des services publics a fait contrepoids à la progression du secteur de la fabrication. En comparaison, la production industrielle aux États-Unis a augmenté de 0,5 % en décembre en raison de la croissance du secteur de la fabrication et de celui de l'extraction minière. Comme au Canada, la production des services publics aux États-Unis s'est repliée.

**Graphique C.3**

**Contribution des principaux secteurs industriels à la croissance totale – décembre 2006**



1. L'éducation, la santé et les administrations publiques.

**Le secteur de la fabrication poursuit sa remontée pour un deuxième mois consécutif**

Pour un deuxième mois d'affilée, le secteur de la fabrication a montré des signes de vigueur, avec une hausse de 0,9 %. Cette croissance s'est manifestée dans la production de biens durables qui a grimpé de 2,0 %. Par contre, la fabrication de biens non durables a chuté de 0,8 %. Parmi les 21 grands groupes, 13 d'entre eux représentant 64 % de la valeur ajoutée manufacturière totale, ont progressé.

La production de véhicules automobiles a fait un bond de 6,7 % en décembre, la fabrication de nouveaux modèles ayant atteint un niveau de production plus normal. Cette hausse a dynamisé des industries connexes, comme celle de la fabrication de pièces automobiles. L'industrie des camions lourds a dégringolé en décembre sous l'effet de la faiblesse de la demande de modèles 2007.



L'industrie des produits pharmaceutiques et des médicaments a accusé une baisse marquée (-10 %), la production de vaccins qui avait animé la progression en novembre s'étant estompée. Par ailleurs, la fabrication de produits du tabac s'est écroulée (-14 %). Cette baisse a fait passer la production de l'industrie à près de la moitié de la moyenne des trois années précédentes (2003 à 2005).

#### **Les secteurs de la construction et de l'immobilier affichent des hausses**

Le secteur de la construction a affiché une croissance de 0,9 % en décembre. Les travaux de génie et de réparation ont fortement augmenté, et le temps exceptionnellement doux en décembre a stimulé les activités de réparation et de rénovation résidentielles. La construction résidentielle a légèrement augmenté (+0,2 %), malgré la diminution du nombre de mises en chantier de maisons unifamiliales et d'appartements. La construction de bâtiments non résidentiels a connu une faible hausse de 0,3 %, sa première en huit mois.

En décembre, les activités sur le marché de la revente de maisons ont augmenté (+3,2 %). Il s'agit là de la plus forte hausse mensuelle enregistrée en 2006. Cette poussée a été alimentée par les marchés de l'Ontario et du Québec.

#### **Autres secteurs**

Après de mauvais résultats en novembre imputables aux intempéries, les services d'hébergement en Colombie-Britannique ont rebondi, ce qui a contribué à la forte croissance de cette industrie (+1,1 %) en décembre. Des hausses du même ordre ont été relevées dans la restauration et le transport aérien.

#### **Quatrième trimestre de 2006**

Au quatrième trimestre, la croissance de l'activité économique s'est modérée. Après avoir reculé le dernier mois du trimestre précédent, l'économie a accéléré pour chaque mois du quatrième trimestre. La montée du secteur des services (+0,7 %) a tranché avec le déclin des industries productrices de biens (-0,4 %). La construction, le secteur financier et les industries liées au tourisme ont été les principales sources de la croissance. La baisse de production dans les secteurs de la fabrication, du commerce de gros et de l'énergie, explique en grande partie le ralentissement économique.

Le repli du secteur de l'énergie (-2,3 %) a été largement imputable à la baisse des activités d'extraction de gaz naturel et d'exploration pétrolière et gazière. Les activités d'exploration avaient atteint un sommet au début du troisième trimestre de 2006 et ont accusé cinq baisses mensuelles consécutives depuis.

Le commerce de gros s'est contracté de 1,2 % au quatrième trimestre, principalement en raison de la diminution des ventes de véhicules et de pièces automobiles. Les ventes de produits alimentaires ainsi que de machines de bureau et d'usage professionnel ont également diminué. En revanche, les ventes en gros d'articles ménagers et personnels de même que de matériaux de construction ont fortement augmenté. Le commerce de détail a progressé légèrement de 0,4 %. Toutefois, cette hausse reste nettement inférieure à celles observées aux trois premiers trimestres de 2006. La croissance de ce secteur s'explique principalement par les ventes de véhicules automobiles neufs.

Le secteur de la fabrication a fléchi (-0,6 %) pour un quatrième trimestre d'affilée. Globalement, ce secteur a néanmoins terminé l'année sur une note positive, grâce aux fortes hausses des deux derniers mois. Parmi les 21 grands groupes, 13 d'entre eux représentant 61 % de la valeur ajoutée manufacturière totale, ont accusé un recul. La production de biens non durables (-0,9 %) et la production de biens durables (-0,5 %) ont diminué toutes les deux.

La production industrielle (soit celle des mines, des services publics et des fabricants) a reculé de 1,0 %, ses trois composantes ayant perdu du terrain. Aux États-Unis, la production industrielle a diminué de 0,2 %. Les pertes subies par les fabricants n'ont été que partiellement contrebalancées par les hausses dans le secteur minier et les services publics.

Du côté des gains, le secteur de la finance, des assurances et de l'immobilier a progressé de 1,1 % au quatrième trimestre grâce au dynamisme des services bancaires, de courtage et d'assurance. Les activités des courtiers en valeurs mobilières ont fortement augmenté (+3,5 %) en raison du niveau élevé des ventes de fonds communs de placement. Pour la première fois en 2006, les agents et courtiers immobiliers ont affiché une hausse trimestrielle (+1,5 %), hausse qui reflète la situation du marché de la revente de maisons au cours de cette période.

Les activités de construction se sont accrues de 1,3 % au quatrième trimestre. Elles ont augmenté chaque trimestre depuis le troisième trimestre de 2000. Encore une fois, la vitalité de ce secteur s'est manifestée dans les travaux de génie et de réparation, tandis que la construction résidentielle et non résidentielle ont toutes deux accusé une troisième baisse trimestrielle d'affilée.

Les industries liées au tourisme, comme celles des arts et des spectacles, de l'hôtellerie, de la restauration et du transport aérien, ont montré des signes de vigueur au quatrième trimestre, stimulées par la croissance des voyages intérieurs.

## Revue de fin d'année

L'activité économique au Canada, telle que mesurée par la valeur ajoutée par industrie, a progressé de 2,7 % en 2006, un rythme légèrement inférieur à celui de 2005 (+2,8 %). Toutefois, l'année s'est conclue sur une note positive, les plus fortes hausses mensuelles consécutives ayant été observées en novembre et en décembre. Le ralentissement annuel s'est surtout fait sentir dans les industries productrices de biens (+0,8 %), alors que la croissance s'est accélérée dans le secteur des services (+3,6 %) par rapport à 2005. L'appréciation de 6,9 % du dollar canadien face à la devise américaine a entravé l'expansion des industries axées sur les exportations, comme celles de la fabrication de biens non durables. Parallèlement, l'augmentation du prix du pétrole brut, qui a atteint un sommet inégalé depuis les années 1970, a forcé les consommateurs, tant au Canada qu'aux États-Unis, à revoir leurs préférences au chapitre des achats de véhicules automobiles.

En 2006, la croissance a été principalement attribuable à la construction, au commerce de gros et de détail, ainsi qu'au secteur de la finance et des assurances. Le secteur de la fabrication et celui de la foresterie et de l'exploitation forestière ont été durement touchés. Le secteur de l'énergie s'est accru mais bien plus lentement qu'au cours des quatre dernières années.

La production du secteur de la fabrication a diminué de 1,2 % en 2006, entraînée à la baisse essentiellement par une réduction de 3,0 % de la production de biens non durables. Parmi les 21 grands groupes, 13 d'entre eux représentant 54 % de la valeur ajoutée manufacturière totale, ont reculé. Après dix mois de repli ou de croissance négligeable, le secteur de la fabrication a globalement fini l'année en beauté, grâce aux fortes augmentations relevées en novembre et en décembre. La vigueur persistante du dollar canadien combinée à des coûts de main-d'œuvre plus élevés a surtout nui aux industries axées sur les exportations, comme celles des textiles et des vêtements (-8,8 %) et a poussé certains fabricants, notamment dans l'industrie du tabac (-33 %) et dans celle du papier (-6,6 %), à déménager leurs opérations.

L'augmentation du prix du pétrole brut sur les marchés internationaux a porté ombrage aux fabricants de produits en plastique (-6,0 %) de même qu'à ceux de véhicules et de pièces automobiles (-7,4 %) qui ont dû s'ajuster aux nouvelles préférences des consommateurs en quête de voitures moins énergivores.

En revanche, les fabricants de produits destinés à la construction ainsi que de machines et de matériel ont tiré parti de l'augmentation des investissements dans les usines et l'équipement. La fabrication de produits d'architecture et d'éléments de charpentes a grimpé de 4,4 %, la production de machines a crû de 3,8 %, et les fabricants de produits aérospatiaux et d'autres types de matériel de transport ont tous deux enregistré une très forte croissance.

Le secteur de l'énergie a progressé de 0,7 %, grâce au dynamisme de l'extraction pétrolière et gazière (+2,9 %). La majeure partie de cette croissance, toutefois, a été attribuable à l'expansion des méthodes non classiques d'extraction pétrolière, les stocks de gaz naturel étant restés à des niveaux exceptionnellement élevés tout au long de l'année au Canada comme aux États-Unis. Le temps plus doux qu'à la normale a restreint la demande de gaz naturel, de sorte que les prix et les activités d'extraction ont fléchi. Les conditions météorologiques ont également contribué à faire baisser la production d'électricité (-1,8 %). Le secteur minier, excluant le pétrole et le gaz, s'est replié de 1,1 %. Certaines des principales industries minières ont éprouvé des difficultés au chapitre de la production (grèves ou accidents) au cours de l'année, et la production de potasse a diminué pendant la négociation des contrats avec des acheteurs en Chine.

En 2006, la production industrielle a enregistré une baisse de 0,5 %, la première depuis 2001, la progression du secteur des mines, du pétrole et du gaz n'ayant pas réussi à neutraliser le recul des secteurs de la fabrication et des services publics. Aux États-Unis, la production industrielle a augmenté de 4,1 %, la production manufacturière ayant grimpé de 5,0 %, celle des mines, de 2,6 % et celle des services publics, de 0,7 %.

Le secteur de la construction a enregistré une croissance de 7,3 %, entraîné à la hausse par l'intensification des travaux de réparation et de génie (+11 %), attribuables principalement aux investissements dans des projets d'exploitation des sables bitumineux. La construction résidentielle de même que la construction non résidentielle ont progressé et ont atteint un sommet au début de 2006. Les activités de construction résidentielle ont crû de 3,3 % en raison des travaux de rénovation et d'amélioration et de la construction d'appartements, tandis que la construction d'autres types de logements a fléchi. La construction non résidentielle a progressé de 4,7 %. Cette hausse s'explique par l'intensification des travaux de construction de bâtiments commerciaux et publics, la construction de bâtiments industriels s'étant repliée. Le marché de la vente de maisons s'est contracté en 2006, faisant baisser de 1,6 % les activités des agents et des courtiers immobiliers.

Pour une deuxième année consécutive, les grossistes se sont imposés comme des acteurs de premier plan dans la croissance économique. Le commerce de gros a crû de 6,8 %, sous la poussée des ventes de véhicules automobiles, de matériel électronique, de machines et d'articles ménagers et personnels. Le commerce de détail a, lui aussi, connu une hausse appréciable (+5,2 %) en 2006. Les consommateurs ont jeté leur dévolu surtout sur les voitures d'occasion, les meubles de maison et les produits électroniques, de même que sur les articles des magasins de marchandises diverses (qui comprennent les grands magasins) et, dans une moindre mesure, sur les voitures neuves.

Les industries liées au tourisme ont également obtenu de très bons résultats. Le transport aérien a grimpé de 9,2 %; il s'agit d'une troisième hausse annuelle consécutive de près de 10 %. Les arts d'interprétation et les sports-spectacles ont progressé de 5,4 %, les services d'hébergement, de 5,8 %, et les services de restauration, de 2,6 %. La hausse de la demande de ces services est d'origine domestique, le nombre de visites de voyageurs étrangers au Canada ayant diminué.

Le secteur de la finance et des assurances a enregistré une croissance de 5,1 % en 2006. Les activités bancaires ont augmenté de 5,8 %, et le commerce de valeurs mobilières s'est accru de 8,9 %, en raison de la hausse du volume des transactions sur les marchés boursiers canadiens. Le secteur des assurances a progressé de 1,8 %.

Le secteur public, qui couvre les services d'enseignement, les services de santé et les administrations publiques, a connu une hausse de 2,1 %. La tenue du Recensement de 2006 a contribué à l'augmentation du niveau d'activité dans les administrations publiques.

**Tableau C.1 Produit intérieur brut réel par industrie, aux prix de base, mensuel[1]**

	Mai 2006	Juin 2006	Juillet 2006	Août 2006	Septembre 2006	Octobre 2006	Novembre 2006	Décembre 2006
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (1997)								
<b>Ensemble des industries</b>	<b>1 089 615</b> <i>0,1</i>	<b>1 089 835</b> <i>0,0</i>	<b>1 092 894</b> <i>0,3</i>	<b>1 096 564</b> <i>0,3</i>	<b>1 092 583</b> <i>-0,4</i>	<b>1 093 952</b> <i>0,1</i>	<b>1 097 401</b> <i>0,3</i>	<b>1 101 854</b> <i>0,4</i>
<b>Industries productrices de biens</b>	<b>333 947</b> <i>-0,3</i>	<b>333 813</b> <i>-0,0</i>	<b>334 800</b> <i>0,3</i>	<b>335 351</b> <i>0,2</i>	<b>331 446</b> <i>-1,2</i>	<b>332 135</b> <i>0,2</i>	<b>332 622</b> <i>0,1</i>	<b>333 049</b> <i>0,1</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	25 301 <i>-0,8</i>	24 926 <i>-1,5</i>	24 414 <i>-2,1</i>	24 552 <i>0,6</i>	24 758 <i>0,8</i>	24 728 <i>-0,1</i>	25 038 <i>1,3</i>	24 969 <i>-0,3</i>
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	39 204 <i>-1,5</i>	39 113 <i>-0,2</i>	39 857 <i>1,9</i>	40 383 <i>1,3</i>	39 759 <i>-1,5</i>	40 223 <i>1,2</i>	39 337 <i>-2,2</i>	38 520 <i>-2,1</i>
Services publics	27 646 <i>0,3</i>	27 820 <i>0,6</i>	27 966 <i>0,5</i>	27 655 <i>-1,1</i>	27 148 <i>-1,8</i>	27 657 <i>1,9</i>	27 086 <i>-2,1</i>	26 966 <i>-0,4</i>
Construction	67 902 <i>-0,0</i>	68 109 <i>0,3</i>	68 160 <i>0,1</i>	68 640 <i>0,7</i>	68 845 <i>0,3</i>	69 044 <i>0,3</i>	69 297 <i>0,4</i>	69 925 <i>0,9</i>
Fabrication	173 180 <i>-0,0</i>	173 158 <i>-0,0</i>	173 214 <i>0,0</i>	172 600 <i>-0,4</i>	169 562 <i>-1,8</i>	168 768 <i>-0,5</i>	170 934 <i>1,3</i>	172 409 <i>0,9</i>
<b>Industries productrices de services</b>	<b>757 164</b> <i>0,3</i>	<b>757 530</b> <i>0,0</i>	<b>759 603</b> <i>0,3</i>	<b>762 758</b> <i>0,4</i>	<b>762 820</b> <i>0,0</i>	<b>763 488</b> <i>0,1</i>	<b>766 486</b> <i>0,4</i>	<b>770 569</b> <i>0,5</i>
Commerce de gros	71 085 <i>1,5</i>	70 627 <i>-0,6</i>	71 311 <i>1,0</i>	72 206 <i>1,3</i>	70 330 <i>-2,6</i>	69 789 <i>-0,8</i>	70 296 <i>0,7</i>	71 126 <i>1,2</i>
Commerce de détail	65 342 <i>-0,4</i>	65 327 <i>-0,0</i>	65 669 <i>0,5</i>	66 120 <i>0,7</i>	66 200 <i>0,1</i>	65 929 <i>-0,4</i>	65 743 <i>-0,3</i>	67 132 <i>2,1</i>
Transport et entreposage	52 832 <i>0,1</i>	52 783 <i>-0,1</i>	52 802 <i>0,0</i>	53 056 <i>0,5</i>	52 890 <i>-0,3</i>	52 531 <i>-0,7</i>	53 103 <i>1,1</i>	53 329 <i>0,4</i>
Industrie de l'information et industrie culturelle	44 082 <i>0,3</i>	44 335 <i>0,6</i>	44 471 <i>0,3</i>	44 652 <i>0,4</i>	44 626 <i>-0,1</i>	44 908 <i>0,6</i>	44 978 <i>0,2</i>	44 951 <i>-0,1</i>
Intermédiaires financiers, assurances et services immobiliers	220 785 <i>0,2</i>	221 401 <i>0,3</i>	222 438 <i>0,5</i>	223 238 <i>0,4</i>	224 332 <i>0,5</i>	225 067 <i>0,3</i>	225 797 <i>0,3</i>	226 615 <i>0,4</i>
Services professionnels, scientifiques et techniques	48 697 <i>0,2</i>	48 779 <i>0,2</i>	48 877 <i>0,2</i>	49 072 <i>0,4</i>	49 226 <i>0,3</i>	49 410 <i>0,4</i>	49 616 <i>0,4</i>	49 754 <i>0,3</i>
Services administratifs et gestion des déchets	25 589 <i>0,7</i>	25 704 <i>0,4</i>	25 754 <i>0,2</i>	25 841 <i>0,3</i>	25 943 <i>0,4</i>	26 022 <i>0,3</i>	26 072 <i>0,2</i>	26 179 <i>0,4</i>
Services d'enseignement	47 673 <i>-0,0</i>	47 682 <i>0,0</i>	47 790 <i>0,2</i>	47 739 <i>-0,1</i>	47 905 <i>0,3</i>	48 001 <i>0,2</i>	48 056 <i>0,1</i>	48 045 <i>-0,0</i>
Soins de santé et assistance sociale	61 834 <i>0,1</i>	61 876 <i>0,1</i>	61 918 <i>0,1</i>	61 965 <i>0,1</i>	62 053 <i>0,1</i>	62 153 <i>0,2</i>	62 483 <i>0,5</i>	62 638 <i>0,2</i>
Arts, spectacles et loisirs	9 278 <i>-1,3</i>	9 225 <i>-0,6</i>	8 991 <i>-2,5</i>	9 202 <i>2,3</i>	9 320 <i>1,3</i>	9 350 <i>0,3</i>	9 506 <i>1,7</i>	9 625 <i>1,3</i>
Hébergement et services de restauration	24 026 <i>1,8</i>	23 764 <i>-1,1</i>	23 728 <i>-0,2</i>	24 027 <i>1,3</i>	24 224 <i>0,8</i>	24 347 <i>0,5</i>	24 738 <i>1,6</i>	25 054 <i>1,3</i>
Autres services, sauf les administrations publiques	26 777 <i>0,3</i>	26 844 <i>0,3</i>	26 881 <i>0,1</i>	26 949 <i>0,3</i>	27 031 <i>0,3</i>	27 063 <i>0,1</i>	27 124 <i>0,2</i>	27 102 <i>-0,1</i>
Administrations publiques	61 291 <i>0,5</i>	61 306 <i>0,0</i>	61 223 <i>-0,1</i>	61 041 <i>-0,3</i>	60 892 <i>-0,2</i>	61 027 <i>0,2</i>	61 090 <i>0,1</i>	61 202 <i>0,2</i>
<b>Autres agrégations</b>								
Production industrielle	242 123 <i>-0,4</i>	242 128 <i>0,0</i>	243 488 <i>0,6</i>	243 469 <i>-0,0</i>	239 299 <i>-1,7</i>	239 817 <i>0,2</i>	239 793 <i>-0,0</i>	239 701 <i>-0,0</i>
Fabrication de biens non durables	69 663 <i>0,2</i>	69 094 <i>-0,8</i>	68 820 <i>-0,4</i>	69 460 <i>0,9</i>	68 186 <i>-1,8</i>	68 349 <i>0,2</i>	68 457 <i>0,2</i>	67 900 <i>-0,8</i>
Fabrication de biens durables	103 387 <i>-0,2</i>	103 949 <i>0,5</i>	104 285 <i>0,3</i>	103 010 <i>-1,2</i>	101 248 <i>-1,7</i>	100 280 <i>-1,0</i>	102 355 <i>2,1</i>	104 416 <i>2,0</i>
Secteur des entreprises	925 734 <i>0,1</i>	925 934 <i>0,0</i>	928 992 <i>0,3</i>	932 890 <i>0,4</i>	928 723 <i>-0,4</i>	929 815 <i>0,1</i>	932 841 <i>0,3</i>	937 160 <i>0,5</i>
Secteur non commercial	164 282 <i>0,2</i>	164 303 <i>0,0</i>	164 329 <i>0,0</i>	164 144 <i>-0,1</i>	164 286 <i>0,1</i>	164 558 <i>0,2</i>	164 989 <i>0,3</i>	165 154 <i>0,1</i>
Secteur des TIC, total	64 637 <i>0,3</i>	65 111 <i>0,7</i>	65 306 <i>0,3</i>	65 459 <i>0,2</i>	65 460 <i>0,0</i>	65 959 <i>0,8</i>	65 897 <i>-0,1</i>	66 465 <i>0,9</i>
Secteur de l'énergie	64 068 <i>-0,9</i>	64 033 <i>-0,1</i>	64 897 <i>1,3</i>	65 199 <i>0,5</i>	64 170 <i>-1,6</i>	64 715 <i>0,8</i>	63 128 <i>-2,5</i>	61 988 <i>-1,8</i>

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux mensuel.

Tableau C.2 Produit intérieur brut réel par industrie, aux prix de base, trimestriel et annuel[1]

	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	2005	2006
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (1997)								
<b>Industries productrices de biens</b>	<b>333 441</b>	<b>336 007</b>	<b>336 629</b>	<b>334 262</b>	<b>333 866</b>	<b>332 602</b>	<b>331 595</b>	<b>334 340</b>
	1,1	0,8	0,2	-0,7	-0,1	-0,4	2,0	0,8
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	25 987	25 273	25 458	25 242	24 575	24 912	25 488	25 046
	1,6	-2,7	0,7	-0,8	-2,6	1,4	3,5	-1,7
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	39 359	39 973	39 605	39 369	40 000	39 360	38 865	39 583
	2,5	1,6	-0,9	-0,6	1,6	-1,6	0,2	1,8
Services publics	28 068	27 814	27 519	27 673	27 590	27 236	27 948	27 505
	0,0	-0,9	-1,1	0,6	-0,3	-1,3	4,3	-1,6
Construction	64 014	65 518	67 493	67 978	68 548	69 422	63 689	68 360
	1,6	2,4	3,0	0,7	0,8	1,3	5,7	7,3
Fabrication	175 190	176 357	175 817	173 185	171 792	170 704	174 987	172 875
	0,4	0,7	-0,3	-1,5	-0,8	-0,6	0,7	-1,2
<b>Industries productrices de services</b>	<b>735 726</b>	<b>741 062</b>	<b>749 519</b>	<b>756 511</b>	<b>761 727</b>	<b>766 848</b>	<b>732 506</b>	<b>758 651</b>
	0,8	0,7	1,1	0,9	0,7	0,7	3,2	3,6
Commerce de gros	66 506	67 920	69 713	70 585	71 282	70 404	65 997	70 496
	1,4	2,1	2,6	1,3	1,0	-1,2	6,9	6,8
Commerce de détail	62 355	62 752	64 164	65 427	65 996	66 268	62 219	65 464
	0,2	0,6	2,3	2,0	0,9	0,4	4,7	5,2
Transport et entreposage	51 671	52 073	52 469	52 806	52 916	52 988	51 241	52 795
	1,8	0,8	0,8	0,6	0,2	0,1	3,5	3,0
Industrie de l'information et industrie culturelle	43 696	43 636	43 838	44 128	44 583	44 946	43 383	44 374
	0,9	-0,1	0,5	0,7	1,0	0,8	3,8	2,3
Intermédiaires financiers, assurances et services immobiliers	214 923	216 331	218 619	220 821	223 336	225 826	213 985	222 151
	0,8	0,7	1,1	1,0	1,1	1,1	3,7	3,8
Services professionnels, scientifiques et techniques	47 800	47 972	48 374	48 696	49 058	49 593	47 535	48 931
	0,8	0,4	0,8	0,7	0,7	1,1	2,8	2,9
Services administratifs et gestion des déchets	24 380	24 694	25 110	25 565	25 846	26 091	24 183	25 653
	1,7	1,3	1,7	1,8	1,1	0,9	3,9	6,1
Services d'enseignement	47 329	47 329	47 633	47 681	47 811	48 034	47 073	47 790
	0,9	-0,0	0,6	0,1	0,3	0,5	1,6	1,5
Soins de santé et assistance sociale	60 807	61 227	61 540	61 828	61 979	62 425	60 704	61 943
	0,5	0,7	0,5	0,5	0,2	0,7	1,4	2,0
Arts, spectacles et loisirs	9 060	9 223	9 132	9 302	9 171	9 494	8 996	9 275
	2,1	1,8	-1,0	1,9	-1,4	3,5	0,4	3,1
Hébergement et services de restauration	23 183	23 309	23 771	23 801	23 993	24 713	23 221	24 070
	0,0	0,5	2,0	0,1	0,8	3,0	1,0	3,7
Autres services, sauf les administrations publiques	26 277	26 366	26 594	26 775	26 954	27 096	26 225	26 855
	0,3	0,3	0,9	0,7	0,7	0,5	2,0	2,4
Administrations publiques	59 517	60 073	60 570	61 188	61 052	61 106	59 462	60 979
	0,5	0,9	0,8	1,0	-0,2	0,1	1,3	2,6
<b>Autres agrégations</b>								
Production industrielle	244 563	246 320	244 974	242 413	242 085	239 770	243 485	242 311
	0,9	0,7	-0,5	-1,0	-0,1	-1,0	1,0	-0,5
Fabrication de biens non durables	71 455	71 169	70 307	69 422	68 822	68 235	71 317	69 196
	0,2	-0,4	-1,2	-1,3	-0,9	-0,9	-1,2	-3,0
Fabrication de biens durables	103 581	105 050	105 389	103 640	102 848	102 350	103 516	103 557
	0,6	1,4	0,3	-1,7	-0,8	-0,5	2,1	0,0
Secteur des entreprises	907 116	914 107	921 940	925 510	930 202	933 272	902 519	927 731
	0,9	0,8	0,9	0,4	0,5	0,3	3,1	2,8
Secteur non commercial	161 291	162 217	163 349	164 191	164 253	164 900	160 794	164 173
	0,8	0,6	0,7	0,5	0,0	0,4	1,5	2,1
Secteur des TIC, total	62 834	63 271	64 054	64 730	65 408	66 107	62 359	65 075
	1,0	0,7	1,2	1,1	1,0	1,1	5,2	4,4
Secteur de l'énergie	64 427	65 102	64 479	64 260	64 755	63 277	63 767	64 193
	2,0	1,0	-1,0	-0,3	0,8	-2,3	1,5	0,7

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

## Section D

# Balance des paiements internationaux

Quatrième trimestre de 2006

L'excédent du compte courant du Canada avec le reste du monde, après désaisonnalisation, a diminué de 2,8 milliards de dollars pour s'établir à 3,0 milliards de dollars au quatrième trimestre. Il s'agit de l'excédent le plus bas en plus de trois ans, alors qu'une augmentation considérable du déficit au chapitre du revenu de placements a plus que réduit à néant l'amélioration de la performance relative aux biens. Pour l'année 2006, l'excédent du compte courant a diminué en raison de la baisse de l'excédent au chapitre des biens pour s'établir à 24,3 milliards de dollars, en baisse de 7,5 milliards de dollars par rapport au record établi en 2005.

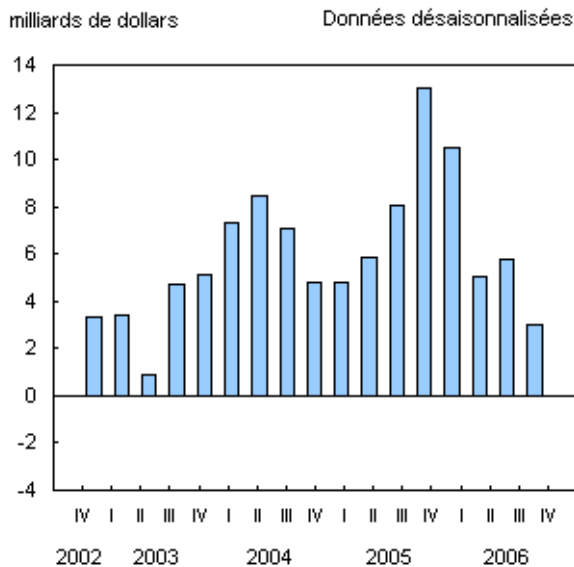
Dans le compte capital et financier (non désaisonnalisé), les investisseurs directs étrangers ont réalisé d'importants investissements sous forme d'acquisitions pour un deuxième trimestre consécutif. Du côté de l'actif du bilan international du Canada, les investissements canadiens de portefeuille à l'étranger ont encore une fois été soutenus, poursuivant ainsi leur poussé observée lors des quatre trimestres de l'année et menant les achats de titres étrangers à un sommet en 2006.

### Compte courant

#### Augmentation du déficit des revenus en investissements directs

Au quatrième trimestre, le déficit au chapitre des revenus de placements a augmenté de 3,8 milliards de dollars pour atteindre 5,7 milliards de dollars. Cela faisait suite à l'un des plus faibles déficits en 30 ans survenu au cours du troisième trimestre.

**Graphique D.1**  
**Plus faible surplus du compte courant en plus de trois ans**



#### Note aux lecteurs

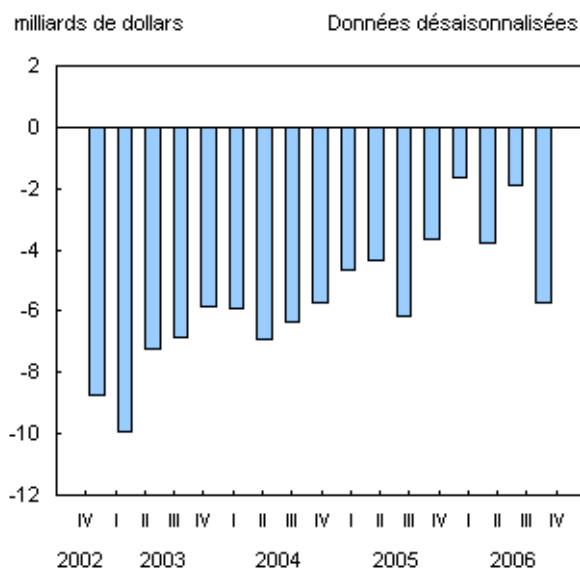
La **balance des paiements** retrace l'ensemble des transactions économiques entre les résidents du Canada et les non-résidents. Elle comprend le compte courant et le compte capital et financier.

Le **compte courant** porte sur les transactions sur les biens, les services, les revenus découlant des placements et les transferts courants. Les transactions, telles que les exportations et les revenus d'intérêt, correspondent à des recettes, alors que les importations et les versements d'intérêt correspondent à des paiements. Le solde de ces transactions détermine si le Canada enregistre un **surplus** ou un **déficit** au compte courant.

Le **compte capital et financier** porte principalement sur les transactions liées à des instruments financiers. L'actif et le passif financiers découlant des transactions avec les non-résidents sont présentés selon trois catégories fonctionnelles : les investissements directs, les investissements de portefeuille et tous les autres types d'investissement. Ces investissements appartiennent soit à des résidents canadiens (l'actif du Canada), soit à des étrangers (le passif du Canada). Les transactions sont dites positives si elles représentent une entrée de capital et négatives si elles représentent une sortie de capital du Canada.

Un solde du compte courant en surplus ou en déficit doit correspondre à une sortie ou à une entrée de fonds équivalente au compte capital et financier. Autrement dit, l'addition des deux comptes doit donner zéro. En fait, les données étant compilées à partir d'une multitude de sources, les deux comptes de la balance des paiements s'égalisent rarement. Par conséquent, la **divergence statistique** est l'entrée ou la sortie nette non observée qui vient combler cet écart.

**Graphique D.2**  
**Les profits supérieurs gagnés par les investisseurs directs étrangers accroissent le déficit**

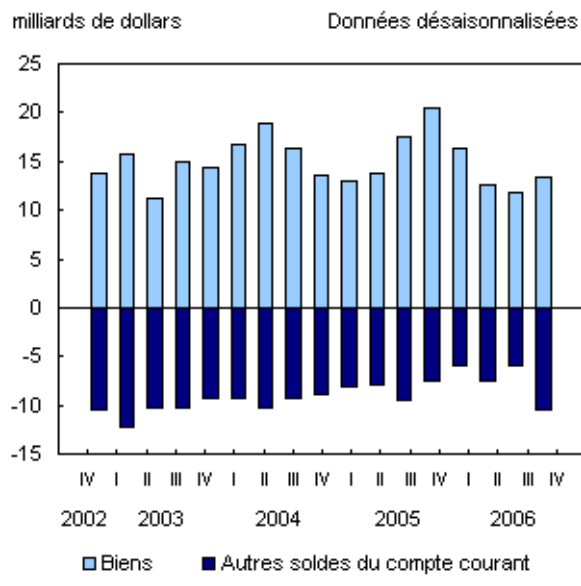


Les profits sur les investissements directs étrangers au Canada ont atteint un niveau record de 8,6 milliards de dollars. Entre-temps, les investisseurs canadiens ont gagné 6,3 milliards de dollars sur leurs investissements directs à l'étranger, soit une chute de 1,9 milliard de dollars comparativement au sommet historique enregistré au cours du trimestre précédent.

Pour 2006, le déficit de 13,0 milliards de dollars au chapitre du revenu de placements était le plus bas en presque 25 ans. Les profits sur les investissements directs canadiens à l'étranger ont atteint 29,1 milliards de dollars, soit plus du double des valeurs enregistrées en 2003. Sur cette période de trois ans, les profits tirés des investissements dans le secteur de la finance et de l'assurance à l'étranger ont augmenté de 9,1 milliards de dollars. En 2006, les bénéfices réalisés sur les investissements directs étrangers au Canada sont demeurés stables même si les dividendes distribués se sont élevés à un niveau record.

Les paiements d'intérêt sur les obligations canadiennes ont poursuivi leur chute, qui avait commencé à la fin de 2002, tandis que les intérêts reçus sur les obligations étrangères ont augmenté de plus de 1 milliard de dollars pour la deuxième année consécutive.

**Graphique D.3**  
**Rebondissement du surplus des biens**



**L'excédent au chapitre des biens est en hausse pour la première fois en 2006**

À la suite de diminutions pendant trois trimestres consécutifs totalisant 8,7 milliards de dollars, l'excédent au chapitre des biens a augmenté de 1,7 milliard de dollars au quatrième trimestre. Bien que les importations soient demeurées stables, les exportations ont augmenté malgré une baisse des produits énergétiques.

Les exportations de biens ont augmenté de 1,5 milliard de dollars au quatrième trimestre. Les produits automobiles ont augmenté de 1,8 milliard de dollars après avoir diminué pendant trois trimestres d'affilée. La valeur des exportations de ces produits est généralement à la baisse depuis son sommet du début de l'an 2000.

Les exportations de biens industriels ont augmenté de 1,0 milliard de dollars principalement en raison des prix plus élevés, à l'exception de l'augmentation de 0,4 milliard de dollars pour les minerais métalliques qui provenait d'une combinaison de volumes et de prix plus élevés.

Les exportations de produits énergétiques ont enregistré une baisse de 2,0 milliards de dollars en valeur après trois trimestres relativement stables. Les baisses considérables pour le gaz naturel et les produits du pétrole et du charbon ont été causées par la diminution des volumes et des prix tandis que l'ensemble de la réduction pour le pétrole brut provient de prix moins élevés. Pour ces trois groupes de produits, les valeurs des exportations d'un mois à l'autre ont enregistré leur niveau le plus bas en octobre et ont augmenté lors de chacun des deux mois suivants.

Quant aux importations, les importations plus élevées de produits de machines et équipement et, dans une moindre mesure, des biens de consommation et des biens industriels ont compensé la diminution importante du pétrole brut. Une grande partie de la réduction dans les valeurs des importations de pétrole brut a été causée par la diminution des prix.

Pour l'année, l'excédent au chapitre des biens a chuté de 10,6 milliards de dollars pour s'établir à 54,3 milliards de dollars. Les importations ont augmenté de 16,1 milliards de dollars, réparties parmi la plupart des grands groupes de produits. Les biens industriels, avec en tête les métaux et les minerais ainsi que les machines et le matériel, malgré des prix moins élevés, ont été les principaux facteurs d'augmentation.

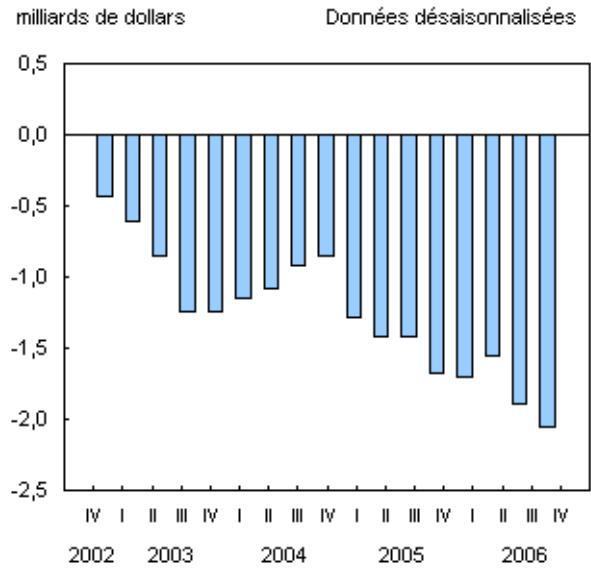
Les valeurs des biens exportés ont augmenté de 5,5 milliards de dollars en 2006. Les biens industriels étaient en hausse de 10,1 milliards de dollars, principalement en raison de prix plus élevés. Les métaux et les alliages ont compté pour les deux tiers de l'augmentation. Les produits automobiles ont perdu 5,3 milliards de dollars, répartis entre les automobiles, les camions et les pièces. Les produits énergétiques sont demeurés inchangés, alors que l'augmentation importante du pétrole brut a été compensée par une baisse équivalente du gaz naturel. Alors que les prix moyens du pétrole brut ont augmenté d'environ 10 % en 2006, les prix du gaz naturel ont chuté de 20 %.

**Les services demeurent stables**

Au quatrième trimestre, le déficit des services a augmenté de 0,4 milliard de dollars pour s'établir au niveau record de 4,7 milliards de dollars.

Le déficit au chapitre des voyages a établi un autre record à 2,1 milliards de dollars. Les Canadiens ont continué d'augmenter leurs dépenses de voyage dans les pays étrangers. Un nombre record de Canadiens ont voyagé dans des pays étrangers autres que les États-Unis au cours du quatrième trimestre, et leurs dépenses ont atteint 2,8 milliards de dollars, pour établir le troisième record trimestriel consécutif.

**Graphique D.4**  
**Un autre déficit record pour les voyages**



Les dépenses par les visiteurs étrangers au Canada ont augmenté légèrement malgré une autre chute du nombre de voyageurs américains d'un jour.

Pour l'année, le déficit de 17,1 milliards de dollars des services était le déficit le plus élevé jamais enregistré. L'augmentation de 3,4 milliards de dollars du déficit était due principalement aux frais de transport et autres dépenses plus élevés assumés par les Canadiens qui ont voyagé à l'étranger. Les déficits relatifs aux voyages et aux transports pour l'année étaient les déficits les plus élevés jamais enregistrés.

**Compte financier**

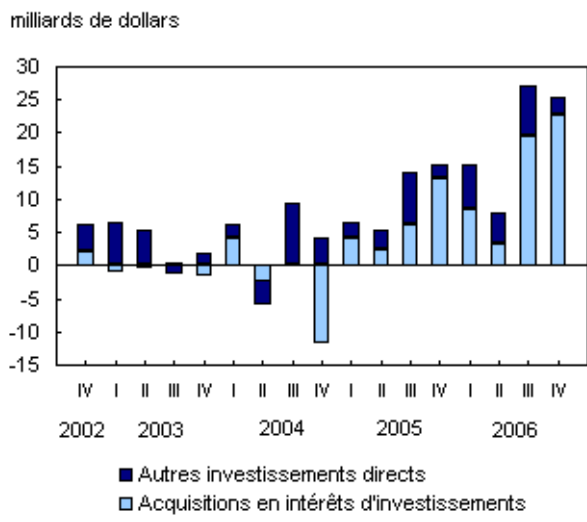
**Les prises de contrôle maintiennent les investissements directs étrangers au Canada à un niveau élevé**

Les investisseurs étrangers directs ont injecté 25,4 milliards de dollars dans l'économie canadienne au cours du quatrième trimestre après avoir effectué des investissements totalisant 27,0 milliards de dollars lors du trimestre précédent. Comme c'était le cas au troisième trimestre, la plupart des investissements du quatrième trimestre résultaient d'acquisitions de sociétés canadiennes par des étrangers. Les investissements directs étrangers au Canada se sont élevés à 75,6 milliards de dollars en 2006, soit le deuxième niveau le plus élevé, et ont été largement dominés par les acquisitions.



**Graphique D.5**

**Les investisseurs directs étrangers réalisent d'importantes acquisitions pour un deuxième trimestre consécutif**



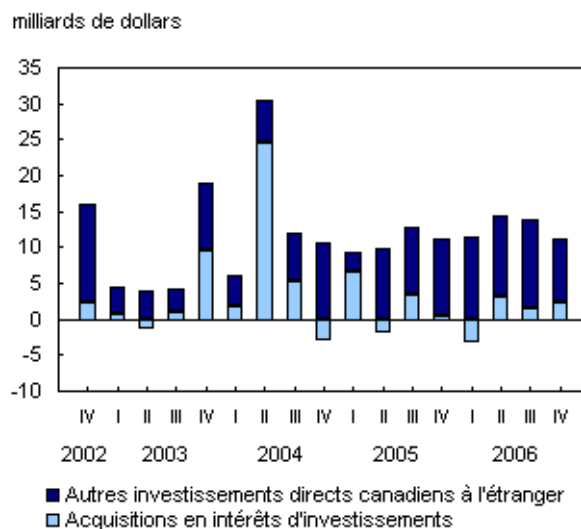
Les secteurs de l'énergie et des minerais métalliques ont bénéficié de la majeure partie des investissements directs provenant de l'étranger avec 13,0 milliards de dollars, suivant un investissement de 21,5 milliards de dollars au troisième trimestre. Un montant record de 44,3 milliards de dollars a été investi dans ce secteur de l'économie canadienne en 2006. Le Royaume-Uni et les États-Unis ont été les principaux investisseurs directs au Canada en 2006, ayant respectivement investi 22,2 milliards de dollars et 20,9 milliards de dollars.

#### Les investissements directs à l'étranger demeurent soutenus

Les investisseurs directs canadiens ont continué d'investir dans les économies étrangères au quatrième trimestre. Ils ont investi 11,2 milliards de dollars, ce qui correspond à la moyenne trimestrielle des investissements observée depuis 2005. Les investissements au quatrième trimestre ont été principalement le fruit d'injections de fonds de roulement dans les sociétés affiliées existantes et de bénéfices réinvestis.

**Graphique D.6**

**Les investisseurs directs canadiens continuent d'investir dans les économies étrangères<sup>1</sup>**



1. Signes renversés de la balance des paiements.

À l'échelle industrielle, le secteur de la finance et de l'assurance a dominé toutes les industries, ayant enregistré des investissements totalisant 8,4 milliards de dollars au quatrième trimestre. Un léger désinvestissement a été observé dans les secteurs de l'énergie et des minerais métalliques. Les investissements directs canadiens à l'étranger étaient principalement destinés aux États-Unis.

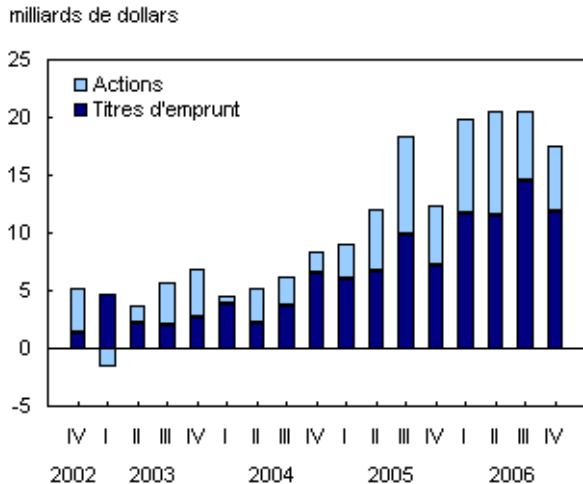
Au cours de l'année, 47,8 milliards de dollars ont été investis à l'étranger, une partie mineure de ces investissements, soit 3,8 milliards de dollars, ayant été faits au moyen d'acquisitions. Une grande proportion des investissements directs dans les économies étrangères en 2006 étaient destinés au secteur de la finance et de l'assurance (37,6 milliards de dollars).

#### Les acquisitions d'obligations feuille d'érable propulsent la croissance des titres étrangers

Les Canadiens ont acheté pour 17,6 milliards de dollars de titres étrangers au cours du quatrième trimestre, dont les deux tiers en instruments d'emprunt étrangers. Les achats de titres étrangers ont surpassé la marque des 10 milliards de dollars pendant sept trimestres d'affilée. Une fois de plus, les acquisitions d'obligations étrangères ont surpassé les acquisitions d'actions étrangères, tendance qui a débuté en 2004. Les Canadiens ont ajouté à leurs portefeuilles en 2006 une valeur sans précédent de 78,3 milliards de dollars de titres étrangers en 2006, dont une valeur record de 43,0 milliards de dollars d'obligations étrangères.

**Graphique D.7**

**Les investissements canadiens de portefeuille à l'étranger surpassent la marque des 10 milliards de dollars pour un septième trimestre d'affilée<sup>1</sup>**



1. Signes renversés de la balance des paiements.

Les acquisitions d'obligations feuille d'érable ont dominé les investissements d'obligations étrangères, ayant constitué les quatre cinquièmes du total de 10,3 milliards de dollars. Au cours de l'année, les Canadiens ont acquis pour 43,0 milliards de dollars d'obligations étrangères, dont un peu plus de 60 % étant composés d'obligations feuille d'érable.

Les investissements au chapitre des instruments du marché monétaire étranger ont contribué à la croissance au cours du quatrième trimestre. Les Canadiens ont investi 1,5 milliard de dollars, presque exclusivement en effets d'outre-mer libellés en dollars canadiens. Les acquisitions d'effets de sociétés américaines ont été compensées par les ventes d'effets du gouvernement américain.

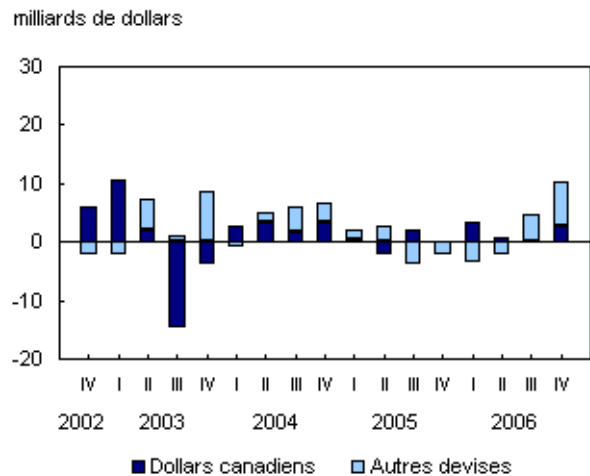
Les Canadiens ont encore été actifs en ce qui a trait aux achats d'actions étrangères au quatrième trimestre. Sur les 5,8 milliards de dollars d'actions acquises, 3,3 milliards de dollars visaient des actions américaines tandis que la tranche restante a été investie dans des actions d'outre-mer. Pour l'ensemble de l'année, les investisseurs canadiens ont acheté pour 28,9 milliards de dollars d'actions étrangères, les deux tiers étant des actions américaines. Il s'agissait de l'investissement annuel le plus important au cours des cinq dernières années.

**Les nouvelles émissions d'obligations canadiennes rebondissent**

Les non-résidents ont investi 3,8 milliards de dollars en titres canadiens au cours du quatrième trimestre, entièrement en obligations canadiennes, alors qu'ils ont vendu des actions canadiennes et des instruments du marché monétaire canadien. Les investisseurs étrangers ont acquis pour 10,2 milliards de dollars d'obligations canadiennes au quatrième trimestre, l'acquisition trimestrielle la plus élevée en cinq ans. Pour l'année, les non-résidents ont investi 28,2 milliards de dollars dans des titres canadiens. Au cours des deux premiers trimestres, l'investissement était axé sur les actions canadiennes et les instruments du marché monétaire, tandis que les investissements lors des deux derniers trimestres visaient en grande partie des obligations canadiennes.

**Graphique D.8**

**Les investissements étrangers de portefeuille en hausse en raison d'acquisitions d'obligations canadiennes**



Les nouvelles émissions d'obligations canadiennes placées sur les marchés étrangers au quatrième trimestre ont été soutenues pour atteindre 17,6 milliards de dollars. La plupart des nouvelles émissions du quatrième trimestre ont été faites par les sociétés et les administrations publiques provinciales. Les remboursements étaient également plus élevés, ce qui a porté la valeur des nouvelles émissions nettes pour le trimestre à 4,5 milliards de dollars. Les transactions sur les obligations en circulation avec les non-résidents étaient en hausse, ceux-ci en ayant acheté pour 6,1 milliards de dollars.

Après avoir acquis pour 17,1 milliards de dollars d'actions canadiennes de janvier à juin 2006, les non-résidents en ont vendu pour 5,7 milliards de dollars au deuxième semestre, dont 4,7 milliards de dollars au quatrième trimestre. Le désinvestissement du quatrième trimestre s'explique principalement par l'importante acquisition étrangère d'une société canadienne qui a donné lieu au retrait, sur le marché, des actions de portefeuille détenues par les étrangers.

### **Opérations liées au compte des autres investissements**

Le compte des autres investissements a enregistré une rentrée nette de 3,2 milliards de dollars. D'importants mouvements de capitaux ont été enregistrés dans les dépôts du Canada à l'étranger et les dépôts des non-résidents au Canada. Les passif-dépôts ont diminué de 18,0 milliards de dollars au quatrième trimestre tandis que sur le plan de l'actif, le désinvestissement en dépôts étrangers a atteint 27,6 milliards de dollars. Les réserves internationales officielles du Canada ont diminué légèrement tandis que le dollar canadien a perdu de la valeur par rapport aux autres monnaies importantes. Le dollar canadien a clôturé à 85,8 cents américaines, en baisse de 3,7 cents américaines par rapport au troisième trimestre.

Tableau D.1 Balance des paiements

	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	2005	2006
Non désaisonnalisées, millions de dollars								
<b>Compte courant</b>								
<b>Recettes</b>								
Biens et services	131 581	135 153	128 370	132 412	131 432	131 496	518 028	523 709
Biens	112 599	120 045	113 575	116 097	112 583	116 316	453 060	458 570
Services	18 982	15 108	14 795	16 315	18 849	15 180	64 968	65 139
Revenus de placements	11 307	13 559	14 733	13 792	15 842	13 632	48 199	57 999
Investissements directs	5 467	7 686	8 501	7 229	8 415	6 418	25 994	30 564
Investissements de portefeuille	3 208	3 455	3 505	3 700	3 903	4 121	12 644	15 230
Autres investissements	2 631	2 418	2 727	2 863	3 524	3 092	9 561	12 206
Transferts courants	1 816	2 128	3 039	2 024	1 954	2 752	8 066	9 769
Recettes du compte courant	144 704	150 839	146 142	148 228	149 228	147 879	574 293	591 477
<b>Paiements</b>								
Biens et services	115 462	117 945	117 672	125 251	121 252	122 324	466 896	486 498
Biens	95 584	98 649	96 983	104 851	100 296	102 149	388 210	404 279
Services	19 878	19 296	20 689	20 400	20 957	20 174	78 686	82 219
Revenus de placements	17 027	17 082	16 800	17 834	17 051	19 336	67 010	71 021
Investissements directs	8 338	8 082	6 605	8 399	7 086	8 784	30 953	30 873
Investissements de portefeuille	6 848	6 765	6 142	6 178	6 348	6 458	27 192	25 125
Autres investissements	1 842	2 234	4 054	3 258	3 617	4 094	8 865	15 023
Transferts courants	1 817	1 985	3 470	1 653	1 926	2 567	8 585	9 616
Paiements du compte courant	134 306	137 011	137 943	144 738	140 229	144 226	542 491	567 135
<b>Soldes</b>								
Biens et services	16 119	17 208	10 698	7 161	10 179	9 172	51 132	37 211
Biens	17 015	21 396	16 592	11 246	12 287	14 166	64 850	54 291
Services	-896	-4 188	-5 894	-4 085	-2 108	-4 994	-13 718	-17 080
Revenus de placements	-5 720	-3 523	-2 068	-4 042	-1 208	-5 704	-18 811	-13 022
Investissements directs	-2 870	-397	1 896	-1 169	1 329	-2 365	-4 960	-310
Investissements de portefeuille	-3 640	-3 310	-2 636	-2 478	-2 444	-2 336	-14 548	-9 895
Autres investissements	790	184	-1 328	-394	-93	-1 002	696	-2 817
Transferts courants	-1	143	-431	371	28	185	-519	154
<b>Solde du compte courant</b>	<b>10 398</b>	<b>13 828</b>	<b>8 200</b>	<b>3 490</b>	<b>9 000</b>	<b>3 653</b>	<b>31 802</b>	<b>24 342</b>
<b>Compte capital et financier<sup>[1]</sup></b>								
<b>Compte capital</b>	<b>1 769</b>	<b>979</b>	<b>1 003</b>	<b>995</b>	<b>922</b>	<b>1 037</b>	<b>5 932</b>	<b>3 957</b>
<b>Compte financier</b>	<b>-7 236</b>	<b>-5 857</b>	<b>-9 587</b>	<b>-3 528</b>	<b>-10 215</b>	<b>3 726</b>	<b>-35 109</b>	<b>-19 603</b>
<b>Actif du Canada, flux nets</b>								
Investissements directs canadiens à l'étranger	-12 786	-11 105	-8 302	-14 491	-13 824	-11 176	-41 300	-47 793
Investissements de portefeuille	-18 291	-12 297	-19 820	-20 519	-20 427	-17 569	-51 652	-78 335
Obligations étrangères	-9 234	-6 496	-10 613	-12 593	-9 533	-10 298	-27 615	-43 038
Actions étrangères	-8 407	-5 187	-8 202	-9 055	-5 892	-5 779	-21 947	-28 928
Effets du marché monétaire étranger	-651	-614	-1 005	1 129	-5 002	-1 491	-2 089	-6 370
Autres investissements	-13 277	9 238	-20 167	-20 213	-12 987	21 327	-22 164	-32 039
Prêts	-251	5 229	-1 936	-4 317	-6 401	441	8 529	-12 213
Dépôts	-12 911	11 043	-12 034	-16 190	-4 066	27 563	-15 688	-4 727
Réserves internationales	1 092	108	-3 637	909	52	1 662	-1 653	-1 014
Autres actifs	-1 207	-7 141	-2 560	-615	-2 572	-8 339	-13 352	-14 086
Total de l'actif du Canada, flux nets	-44 355	-14 164	-48 290	-55 223	-47 238	-7 418	-115 116	-158 168
<b>Passif du Canada, flux nets</b>								
Investissements directs étrangers au Canada	14 109	15 135	15 207	7 960	26 953	25 430	40 984	75 550
Investissements de portefeuille	3 836	81	9 815	12 085	2 514	3 824	8 472	28 238
Obligations canadiennes	-1 934	-2 212	-220	-1 604	4 686	10 223	-1 183	13 084
Actions canadiennes	7 389	-812	8 022	9 091	-1 034	-4 671	9 133	11 408
Effets du marché monétaire canadien	-1 619	3 105	2 013	4 599	-1 138	-1 728	522	3 746
Autres investissements	19 174	-6 910	13 681	31 649	7 556	-18 110	30 551	34 777
Emprunts	-5 423	-3 528	1 882	4 727	7 027	1 231	2 007	14 867
Dépôts	24 654	336	11 052	27 060	657	-17 986	28 942	20 783
Autres passifs	-58	-3 717	747	-138	-128	-1 355	-398	-874
Total du passif du Canada, flux nets	37 118	8 307	38 703	51 695	37 023	11 144	80 008	138 565
<b>Total du compte capital et financier, flux nets</b>	<b>-5 467</b>	<b>-4 878</b>	<b>-8 583</b>	<b>-2 533</b>	<b>-9 293</b>	<b>4 763</b>	<b>-29 177</b>	<b>-15 646</b>
Divergence statistique	-4 931	-8 951	384	-957	294	-8 416	-2 625	-8 696

1. Un signe négatif (-) indique une sortie de capital provenant d'un accroissement de créances envers les non-résidents ou d'une diminution des engagements envers les non-résidents. Les transactions sont enregistrées sur une base nette.

Tableau D.2 Compte courant

	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	2005	2006
données désaisonnalisées au taux trimestriel, millions de dollars								
<b>Recettes</b>								
Biens et services	131 319	136 386	130 575	129 210	131 132	132 792	518 028	523 709
Biens	115 095	120 060	114 461	112 825	114 872	116 411	453 060	458 570
Services	16 225	16 327	16 113	16 385	16 260	16 380	64 968	65 139
Voyages	4 100	4 035	4 017	4 170	4 095	4 152	16 460	16 434
Transports	2 919	2 989	3 033	2 955	3 033	3 157	11 632	12 179
Services commerciaux	8 742	8 865	8 617	8 861	8 714	8 634	35 115	34 826
Services gouvernementaux	463	438	447	398	418	437	1 761	1 700
Revenus de placements	11 433	13 541	14 733	13 404	15 924	13 938	48 199	57 999
Investissements directs	5 613	7 629	8 427	6 930	8 626	6 581	25 994	30 564
Intérêts	340	391	276	398	457	288	1 275	1 419
Bénéfices	5 273	7 239	8 151	6 532	8 169	6 292	24 718	29 144
Investissements de portefeuille	3 217	3 438	3 533	3 699	3 923	4 076	12 644	15 230
Intérêts	1 042	1 190	1 194	1 356	1 536	1 568	4 006	5 654
Dividendes	2 175	2 248	2 339	2 343	2 387	2 507	8 638	9 575
Autres investissements	2 603	2 474	2 773	2 776	3 375	3 282	9 561	12 206
Transferts courants	2 060	2 056	2 604	2 228	2 320	2 617	8 066	9 769
Privé	661	614	743	647	708	671	2 587	2 768
Officiel	1 400	1 442	1 862	1 581	1 613	1 946	5 479	7 002
<b>Total des recettes</b>	<b>144 812</b>	<b>151 983</b>	<b>147 912</b>	<b>144 843</b>	<b>149 376</b>	<b>149 347</b>	<b>574 293</b>	<b>591 477</b>
<b>Paiements</b>								
Biens et services	117 075	119 637	118 234	120 615	123 639	124 010	466 896	486 498
Biens	97 493	99 565	98 052	100 155	103 099	102 973	388 210	404 279
Services	19 582	20 072	20 182	20 461	20 540	21 037	78 686	82 219
Voyages	5 520	5 717	5 724	5 723	5 988	6 211	22 260	23 646
Transports	4 413	4 503	4 626	4 753	4 785	5 025	17 528	19 189
Services commerciaux	9 413	9 615	9 595	9 721	9 518	9 552	37 946	38 385
Services gouvernementaux	237	237	237	264	249	249	952	999
Revenus de placements	17 604	17 177	16 353	17 172	17 823	19 672	67 010	71 021
Investissements directs	8 726	8 134	6 646	7 494	7 558	9 175	30 953	30 873
Intérêts	579	574	566	566	566	571	2 313	2 269
Bénéfices	8 147	7 559	6 080	6 928	6 992	8 604	28 640	28 604
Investissements de portefeuille	6 823	6 758	6 191	6 200	6 313	6 421	27 192	25 125
Intérêts	5 799	5 649	5 413	5 422	5 587	5 755	23 239	22 178
Dividendes	1 024	1 109	778	777	725	666	3 953	2 947
Autres investissements	2 056	2 286	3 516	3 479	3 953	4 076	8 865	15 023
Transferts courants	2 037	2 143	2 797	1 994	2 149	2 676	8 585	9 616
Privé	1 202	1 228	1 899	1 233	1 299	1 877	4 812	6 308
Officiel	835	915	898	760	851	799	3 773	3 308
<b>Total des paiements</b>	<b>136 717</b>	<b>138 957</b>	<b>137 384</b>	<b>139 781</b>	<b>143 612</b>	<b>146 358</b>	<b>542 491</b>	<b>567 135</b>
<b>Soldes</b>								
Biens et services	14 244	16 749	12 340	8 595	7 493	8 782	51 132	37 211
Biens	17 602	20 494	16 409	12 671	11 772	13 438	64 850	54 291
Services	-3 358	-3 745	-4 069	-4 075	-4 279	-4 657	-13 718	-17 080
Voyages	-1 419	-1 682	-1 707	-1 553	-1 893	-2 058	-5 800	-7 211
Transports	-1 494	-1 515	-1 593	-1 798	-1 752	-1 868	-5 897	-7 011
Services commerciaux	-671	-750	-978	-860	-804	-919	-2 831	-3 560
Services gouvernementaux	226	201	210	135	169	188	810	701
Revenus de placements	-6 172	-3 636	-1 620	-3 768	-1 900	-5 734	-18 811	-13 022
Investissements directs	-3 113	-505	1 780	-564	1 068	-2 594	-4 960	-310
Intérêts	-239	-184	-290	-168	-109	-283	-1 038	-850
Bénéfices	-2 874	-321	2 071	-395	1 177	-2 312	-3 922	540
Investissements de portefeuille	-3 606	-3 320	-2 658	-2 501	-2 390	-2 346	-14 548	-9 895
Intérêts	-4 757	-4 459	-4 219	-4 067	-4 051	-4 187	-19 234	-16 523
Dividendes	1 151	1 139	1 561	1 565	1 661	1 841	4 686	6 628
Autres investissements	547	188	-742	-703	-578	-794	696	-2 817
Transferts courants	23	-87	-193	234	171	-59	-519	154
Privé	-542	-614	-1 156	-586	-591	-1 206	-2 225	-3 541
Officiel	564	528	964	820	762	1 148	1 706	3 694
<b>Compte courant</b>	<b>8 095</b>	<b>13 026</b>	<b>10 528</b>	<b>5 061</b>	<b>5 764</b>	<b>2 989</b>	<b>31 802</b>	<b>24 342</b>

## Section E

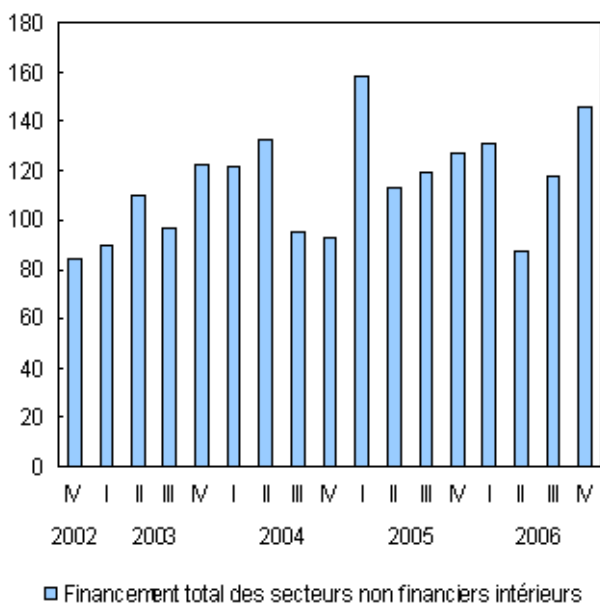
# Comptes des flux financiers

Quatrième trimestre de 2006 et année 2006

Au quatrième trimestre de 2006, le financement total des secteurs non financiers intérieurs sur les marchés financiers s'établissait à 145,9 milliards de dollars (données désaisonnalisées au taux annuel), ce qui représente une hausse par rapport au troisième trimestre. La part la plus importante de la demande de fonds était imputable aux emprunteurs du secteur privé, en particulier les sociétés non financières, tandis que l'emprunt du secteur public était négligeable.

**Graphique E.1**  
**La demande de financement total s'accroît**

Milliards de dollars, désaisonnalisés au taux annuel



Au quatrième trimestre de 2006, les marchés financiers ont été ponctués par la croissance continue du prix des actions. À la clôture de décembre, l'indice composite S&P/Bourse de Toronto était juste sous la marque des 13 000, un sommet historique. Le taux d'escompte n'ayant pas varié depuis mai 2006, les taux hypothécaires ont continué de dégringoler, tandis que le rendement des obligations a fluctué autour des niveaux de septembre après le recul qui a suivi le sommet de juin 2006. Bien que le dollar canadien ait continué de s'affermir au cours de l'année, son cours a baissé par rapport au dollar américain pour s'établir à 88 cents au quatrième trimestre.

### Secteur des ménages

L'emprunt global des ménages est demeuré stable au quatrième trimestre. La demande de prêts hypothécaires a augmenté légèrement, l'activité de vente sur le marché immobilier ayant repris et les dépenses en rénovation ayant continué de s'affermir. Le recours accru au crédit à la consommation reflétait les dépenses en biens de consommation durables, en particulier les véhicules automobiles, ainsi qu'en services.

La dette des ménages sous forme de prêts hypothécaires et de crédit à la consommation s'est accrue légèrement, pour atteindre un ratio de 110,5 par rapport au revenu personnel disponible. Toutefois, les frais de service de la dette n'ont pas varié, se maintenant à environ 8 % du revenu personnel disponible.

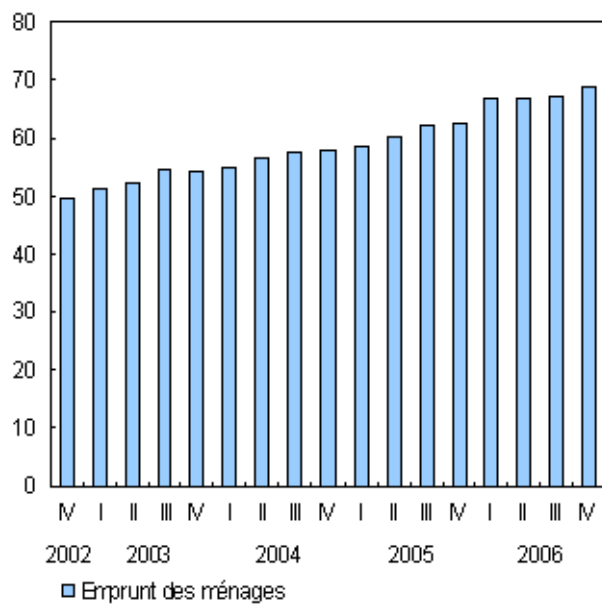
#### Note aux lecteurs

Les *Comptes des flux financiers* (CFF) mesurent les prêts et les emprunts nets en examinant les opérations financières par secteur de l'économie. Les CFF mesurent l'investissement financier net qui correspond à la différence entre les actifs financiers et les passifs financiers (p. ex. les achats nets moins les émissions nettes de titres).

Les *Comptes des flux financiers* montrent également le lien entre les activités financières et non financières de l'économie qui associent les estimations d'épargne et de formation d'actifs non financiers (p. ex. l'investissement en construction résidentielle neuve) aux opérations financières sous-jacentes.

**Graphique E.2****Les emprunts des ménages demeurent stables**

Milliards de dollars, désaisonnalisés aux taux annuels

**Secteur des sociétés**

La situation du secteur des sociétés en tant que prêteur net au reste de l'économie s'est renforcée au quatrième trimestre. Leurs gains ayant augmenté, les sociétés ont vu progresser leur épargne nette pour le troisième trimestre d'affilée, après un recul transitoire au premier trimestre. Ce progrès a été soutenu en partie par le remboursement aux fabricants canadiens de produits forestiers des droits prélevés par la douane américaine sur le bois d'œuvre résineux. Une analyse plus détaillée est présentée au page 11.

Les sociétés non financières du secteur privé ont été à l'origine de la plus grande part de la demande d'emprunt au quatrième trimestre, ce qui s'est traduit par de nouvelles émissions de titres et le recours renouvelé au financement par emprunt. Cette demande plus ferme correspond à un investissement robuste en capital fixe, surtout en bâtiments non résidentiels. En outre, les fonds obtenus ont été utilisés pour rapatrier les intérêts canadiens détenus par des non-résidents, les entreprises canadiennes ayant fait certaines acquisitions importantes dans le secteur de l'énergie au quatrième trimestre.

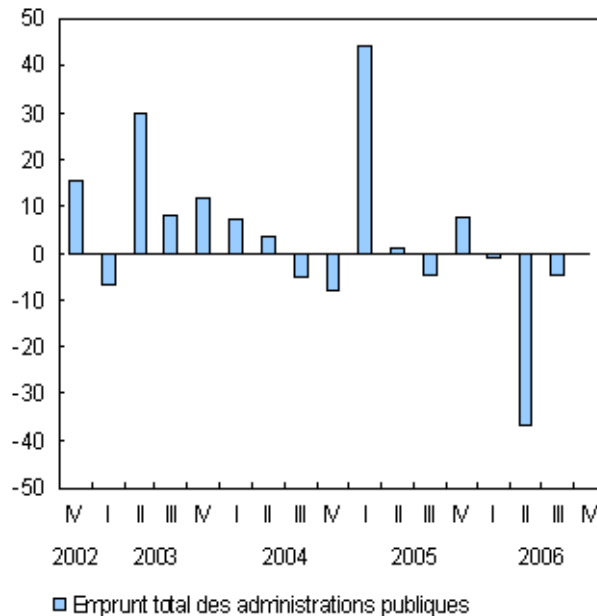
**Secteur public**

Une importante réduction nette de la dette à long terme de l'administration fédérale a contrebalancé les nouvelles émissions d'obligations par les administrations provinciales, ce qui a rendu négligeable la demande de

fonds du secteur public dans son ensemble. L'excédent global des administrations publiques s'est accru au quatrième trimestre.

**Graphique E.3****Les emprunts des administrations publiques négligeables**

Milliards de dollars, désaisonnalisés aux taux annuels

**Revue de fin d'année**

Dans l'ensemble, la valeur totale du financement obtenu en 2006 a baissé de 6,7 % comparativement à 2005.

Malgré l'accroissement de l'épargne, le déficit du secteur des particuliers (emprunt net) s'est creusé davantage. La demande de prêts hypothécaires et de crédit à la consommation des ménages a continué de croître, l'emprunt augmentant de 10,9 %. L'emprunt des ménages a été favorisé en partie par la persistance des faibles taux d'intérêt.

La valeur des nouvelles émissions d'actions et d'obligations des sociétés non financières du secteur privé a été plus faible qu'au cours des cinq années précédentes. Cette situation reflète la poursuite de la restructuration du bilan des entreprises durant une période prolongée d'excédents des sociétés, malgré les nouvelles dépenses en immobilisations en 2006.

Le secteur public dans son ensemble affiche une réduction nette de ses emprunts sur les marchés financiers. La diminution de la dette à long terme des administrations publiques fédérale et provinciales a contribué à ce recul, le secteur public dans son ensemble ayant enregistré un excédent pour la troisième année d'affilée.

Tableau E.1 Tableau sommaire du marché financier

	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	2005	2006
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
<b>Financement</b>								
<b>Particuliers et entreprises individuelles</b>	<b>64 476</b>	<b>64 564</b>	<b>70 452</b>	<b>67 868</b>	<b>70 312</b>	<b>70 064</b>	<b>63 397</b>	<b>69 674</b>
Crédit à la consommation	21 864	21 404	23 412	23 696	24 580	25 320	21 667	24 252
Emprunts bancaires	1 276	1 148	2 756	2 224	1 932	308	1 610	1 805
Autres emprunts	1 308	1 212	828	-1 068	1 128	1 308	1 061	549
Hypothèques	40 028	40 800	43 456	43 016	42 672	43 128	39 059	43 068
<b>Sociétés privées non financières</b>	<b>59 976</b>	<b>54 748</b>	<b>61 388</b>	<b>53 392</b>	<b>44 588</b>	<b>70 848</b>	<b>53 904</b>	<b>57 554</b>
Emprunts bancaires	-1 188	9 736	4 456	11 960	-4 196	5 216	4 619	4 359
Autres emprunts	1 380	-336	5 424	7 580	4 500	-652	2 537	4 213
Autres effets à court terme	9 548	1 236	19 608	16 236	8 632	16 740	3 925	15 304
Hypothèques	11 068	12 228	12 760	13 708	14 116	18 240	9 571	14 706
Obligations	20 392	12 624	-4 380	-8 792	12 948	13 380	14 545	3 289
Actions	18 776	19 260	23 520	12 700	8 588	17 924	18 707	15 683
<b>Entreprises publiques non financières</b>	<b>-1 308</b>	<b>232</b>	<b>324</b>	<b>2 240</b>	<b>7 512</b>	<b>4 984</b>	<b>-207</b>	<b>3 765</b>
Emprunts bancaires	580	56	-328	792	424	-60	5	207
Autres emprunts	-1 136	-928	788	-476	-424	1 532	241	355
Autres effets à court terme	1 612	1 424	776	-1 964	6 028	-944	-156	974
Hypothèques	0	0	0	-4	-4	-4	2	-3
Obligations	-2 364	-320	-912	3 892	1 488	4 460	-299	2 232
Actions	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Administration fédérale</b>	<b>440</b>	<b>-720</b>	<b>-2 604</b>	<b>-32 780</b>	<b>-4 240</b>	<b>-1 440</b>	<b>2 309</b>	<b>-10 266</b>
Emprunts bancaires	132	136	-36	-60	-36	-12	141	-36
Autres emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0
Effets à court terme, Canada	11 108	8 172	7 536	-24 172	-1 680	3 572	11 036	-3 686
Obligations d'épargne du Canada	-1 572	-1 132	-2 888	-1 680	-1 916	-2 504	-1 751	-2 247
Autres obligations	-9 228	-7 896	-7 216	-6 868	-608	-2 496	-7 117	-4 297
<b>Autres paliers d'administration publique</b>	<b>-4 820</b>	<b>8 164</b>	<b>1 604</b>	<b>-3 824</b>	<b>-192</b>	<b>1 416</b>	<b>9 734</b>	<b>-249</b>
Emprunts bancaires	248	492	944	-196	24	292	209	266
Autres emprunts	732	768	-160	128	4	536	732	127
Autres effets à court terme	-5 036	8 840	4 252	3 764	-6 836	-5 012	-4 440	-958
Hypothèques	-12	-12	20	-16	-4	0	-13	0
Obligations provinciales	-3 684	-2 832	-6 432	-8 288	4 776	5 140	11 648	-1 201
Obligations municipales	2 368	628	2 844	420	1 672	488	1 290	1 356
Autres obligations	564	280	136	364	172	-28	308	161
<b>Financement total des secteurs non financiers intérieurs</b>	<b>118 764</b>	<b>126 988</b>	<b>131 164</b>	<b>86 896</b>	<b>117 980</b>	<b>145 872</b>	<b>129 137</b>	<b>120 478</b>
<b>Crédit à la consommation</b>	<b>21 864</b>	<b>21 404</b>	<b>23 412</b>	<b>23 696</b>	<b>24 580</b>	<b>25 320</b>	<b>21 667</b>	<b>24 252</b>
<b>Emprunts bancaires</b>	<b>1 048</b>	<b>11 568</b>	<b>7 792</b>	<b>14 720</b>	<b>-1 852</b>	<b>5 744</b>	<b>6 584</b>	<b>6 601</b>
<b>Autres emprunts</b>	<b>2 284</b>	<b>716</b>	<b>6 880</b>	<b>6 164</b>	<b>5 208</b>	<b>2 724</b>	<b>4 571</b>	<b>5 244</b>
<b>Effets à court terme, Canada</b>	<b>11 108</b>	<b>8 172</b>	<b>7 536</b>	<b>-24 172</b>	<b>-1 680</b>	<b>3 572</b>	<b>11 036</b>	<b>-3 686</b>
<b>Autres effets à court terme</b>	<b>6 124</b>	<b>11 500</b>	<b>24 636</b>	<b>18 036</b>	<b>7 824</b>	<b>10 784</b>	<b>-671</b>	<b>15 320</b>
<b>Hypothèques</b>	<b>51 084</b>	<b>53 016</b>	<b>56 236</b>	<b>56 704</b>	<b>56 780</b>	<b>61 364</b>	<b>48 619</b>	<b>57 771</b>
<b>Obligations</b>	<b>6 476</b>	<b>1 352</b>	<b>-18 848</b>	<b>-20 952</b>	<b>18 532</b>	<b>18 440</b>	<b>18 624</b>	<b>-707</b>
<b>Actions</b>	<b>18 776</b>	<b>19 260</b>	<b>23 520</b>	<b>12 700</b>	<b>8 588</b>	<b>17 924</b>	<b>18 707</b>	<b>15 683</b>



Tableau E.2 Comptes sectoriels - particuliers et entreprises individuelles[1]

	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	2005	2006
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
<b>Revenus</b>	<b>1 036 668</b>	<b>1 048 900</b>	<b>1 078 328</b>	<b>1 075 580</b>	<b>1 090 712</b>	<b>1 106 672</b>	<b>1 027 733</b>	<b>1 087 823</b>
	1,6	1,2	2,8	-0,3	1,4	1,5	5,0	5,8
Rémunération des salariés	694 340	703 668	721 284	723 800	732 000	743 216	688 150	730 075
	1,8	1,3	2,5	0,3	1,1	1,5	5,6	6,1
Revenu net des entreprises individuelles[2]	86 556	86 988	86 736	87 352	87 980	88 884	86 206	87 738
	0,9	0,5	-0,3	0,7	0,7	1,0	2,5	1,8
Intérêts, dividendes et revenus divers de placements	115 184	117 416	119 064	121 364	123 272	125 460	114 527	122 290
	1,7	1,9	1,4	1,9	1,6	1,8	5,1	6,8
Transferts courants en provenance des administrations publiques	136 436	136 792	146 676	138 868	143 008	144 784	134 768	143 334
	1,1	0,3	7,2	-5,3	3,0	1,2	3,7	6,4
Transferts courants en provenance des sociétés	1 512	1 580	1 600	1 612	1 624	1 640	1 496	1 619
	3,3	4,5	1,3	0,8	0,7	1,0	11,6	8,2
Transferts courants en provenance des non-résidents	2 640	2 456	2 968	2 584	2 828	2 688	2 586	2 767
	6,1	-7,0	20,8	-12,9	9,4	-5,0	-7,1	7,0
<b>Dépenses</b>	<b>1 026 644</b>	<b>1 038 660</b>	<b>1 053 120</b>	<b>1 065 720</b>	<b>1 080 096</b>	<b>1 093 820</b>	<b>1 018 274</b>	<b>1 073 189</b>
	1,4	1,2	1,4	1,2	1,3	1,3	6,1	5,4
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	765 928	773 792	786 692	797 632	808 172	814 744	760 380	801 810
	1,3	1,0	1,7	1,4	1,3	0,8	5,6	5,4
Transferts courants aux administrations publiques	242 832	246 736	247 808	248 756	252 064	258 952	240 209	251 895
	1,7	1,6	0,4	0,4	1,3	2,7	7,7	4,9
Transferts courants aux sociétés	14 168	14 484	14 960	15 644	16 128	16 348	14 010	15 770
	2,4	2,2	3,3	4,6	3,1	1,4	10,0	12,6
Transferts courants aux non-résidents	3 716	3 648	3 660	3 688	3 732	3 776	3 675	3 714
	1,2	-1,8	0,3	0,8	1,2	1,2	1,9	1,1
<b>Épargne</b>	<b>10 024</b>	<b>10 240</b>	<b>25 208</b>	<b>9 860</b>	<b>10 616</b>	<b>12 852</b>	<b>9 459</b>	<b>14 634</b>
	26,0	2,2	146,2	-60,9	7,7	21,1	-52,0	54,7
Revenu disponible[3]	793 836	802 164	830 520	826 824	838 648	847 720	787 524	835 928
	1,6	1,0	3,5	-0,4	1,4	1,1	4,2	6,1
Taux d'épargne	1,3	1,3	3,0	1,2	1,3	1,5	1,2	1,8
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Épargne brute et transferts de capitaux</b>	<b>56 184</b>	<b>53 572</b>	<b>69 096</b>	<b>54 468</b>	<b>55 492</b>	<b>58 288</b>	<b>54 194</b>	<b>59 336</b>
	4,8	-4,6	29,0	-21,2	1,9	5,0	-10,5	9,5
Épargne	10 024	10 240	25 208	9 860	10 616	12 852	9 459	14 634
	26,0	2,2	146,2	-60,9	7,7	21,1	-52,0	54,7
Provisions pour consommation de capital	40 184	40 648	41 132	41 704	42 204	42 704	39 957	41 936
	0,9	1,2	1,2	1,4	1,2	1,2	5,7	5,0
Transferts nets de capitaux	5 976	2 684	2 756	2 904	2 672	2 732	4 778	2 766
	2,0	-55,1	2,7	5,4	-8,0	2,2	59,0	-42,1
Moins: Acquisition de capital non financier	106 488	109 392	115 832	116 900	117 580	118 736	107 572	117 262
	-2,4	2,7	5,9	0,9	0,6	1,0	7,4	9,0
<b>Prêt net</b>	<b>-50 304</b>	<b>-55 820</b>	<b>-46 736</b>	<b>-62 432</b>	<b>-62 088</b>	<b>-60 448</b>	<b>-53 378</b>	<b>-57 926</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Transactions: actifs financiers</b>	<b>24 796</b>	<b>8 860</b>	<b>28 352</b>	<b>8 864</b>	<b>15 972</b>	<b>5 752</b>	<b>13 434</b>	<b>14 735</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Argent et dépôts	7 176	4 480	31 452	33 744	30 992	4 600	4 189	25 197
	...	...	...	...	...	...	...	...
Titres de dette canadiens	-8 984	-21 348	-26 352	-17 252	-16 440	-26 416	-10 954	-21 615
	...	...	...	...	...	...	...	...
Actions de sociétés et fonds mutuels	10 364	9 840	14 704	-10 828	-8 448	12 284	11 872	1 928
	...	...	...	...	...	...	...	...
Assurance-vie et rentes	39 892	39 732	47 036	49 428	46 320	41 200	38 021	45 996
	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres actifs financiers	-23 652	-23 844	-38 488	-46 228	-36 452	-25 916	-29 694	-36 771
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Transactions: passif</b>	<b>72 672</b>	<b>63 672</b>	<b>74 396</b>	<b>69 440</b>	<b>76 428</b>	<b>67 552</b>	<b>65 575</b>	<b>71 954</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Crédit à la consommation	21 864	21 404	23 412	23 696	24 580	25 320	21 667	24 252
	...	...	...	...	...	...	...	...
Emprunts bancaires et autres emprunts	2 584	2 360	3 584	1 156	3 060	1 616	2 671	2 354
	...	...	...	...	...	...	...	...
Hypothèques	40 028	40 800	43 456	43 016	42 672	43 128	39 059	43 068
	...	...	...	...	...	...	...	...
Comptes à payer	8 196	-892	3 944	1 572	6 116	-2 512	2 178	2 280
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Investissement financier net</b>	<b>-47 876</b>	<b>-54 812</b>	<b>-46 044</b>	<b>-60 576</b>	<b>-60 456</b>	<b>-61 800</b>	<b>-52 141</b>	<b>-57 219</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Divergence du secteur	-2 428	-1 008	-692	-1 856	-1 632	1 352	-1 237	-707
	...	...	...	...	...	...	...	...

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Somme du revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole et du revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris.

3. Revenu total moins transferts courants aux administrations publiques.

Tableau E.3 Comptes sectoriels - sociétés et entreprises publiques: total[1]

	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	2005	2006
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
<b>Revenus</b>	<b>355 936</b>	<b>374 748</b>	<b>366 640</b>	<b>365 772</b>	<b>375 348</b>	<b>389 516</b>	<b>349 829</b>	<b>374 319</b>
	4,7	5,3	-2,2	-0,2	2,6	3,8	10,8	7,0
Bénéfices des sociétés avant impôts	192 368	202 812	196 276	197 376	203 220	204 480	189 455	200 338
	4,7	5,4	-3,2	0,6	3,0	0,6	10,6	5,7
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	14 596	15 516	13 852	13 792	13 688	13 600	14 481	13 733
	2,6	6,3	-10,7	-0,4	-0,8	-0,6	15,8	-5,2
Ajustement de la valeur des stocks	2 976	-1 200	1 860	-464	-3 272	-5 360	-326	-1 809
Intérêts, dividendes et recettes diverses[2]	77 148	88 452	84 560	83 252	89 740	104 736	77 692	90 572
	1,9	14,7	-4,4	-1,5	7,8	16,7	18,0	16,6
Intérêts sur la dette de consommation	14 168	14 484	14 960	15 644	16 128	16 348	14 010	15 770
	2,4	2,2	3,3	4,6	3,1	1,4	10,0	12,6
Intérêts sur la dette publique[3]	54 680	54 684	55 132	56 172	55 844	55 712	54 517	55 715
	0,4	0,0	0,8	1,9	-0,6	-0,2	-0,8	2,2
<b>Dépenses</b>	<b>244 236</b>	<b>263 196</b>	<b>261 736</b>	<b>255 620</b>	<b>259 656</b>	<b>271 608</b>	<b>243 805</b>	<b>262 155</b>
	2,9	7,8	-0,6	-2,3	1,6	4,6	7,4	7,5
Intérêts, dividendes et paiements divers	193 156	210 344	206 964	203 168	204 832	209 876	193 489	206 210
	2,8	8,9	-1,6	-1,8	0,8	2,5	6,7	6,6
Impôts directs	49 308	50 852	50 108	50 424	52 612	57 248	48 514	52 598
	3,5	3,1	-1,5	0,6	4,3	8,8	9,9	8,4
Autres transferts courants	1 772	2 000	4 664	2 028	2 212	4 484	1 802	3 347
	0,0	12,9	133,2	-56,5	9,1	102,7	12,5	85,7
<b>Épargne</b>	<b>111 700</b>	<b>111 552</b>	<b>104 904</b>	<b>110 152</b>	<b>115 692</b>	<b>117 908</b>	<b>106 024</b>	<b>112 164</b>
	8,8	-0,1	-6,0	5,0	5,0	1,9	19,4	5,8
<b>Épargne brute et transferts de capitaux</b>	<b>227 704</b>	<b>229 524</b>	<b>224 120</b>	<b>230 300</b>	<b>237 112</b>	<b>240 588</b>	<b>221 401</b>	<b>233 030</b>
	4,8	0,8	-2,4	2,8	3,0	1,5	10,8	5,3
Épargne	111 700	111 552	104 904	110 152	115 692	117 908	106 024	112 164
	8,8	-0,1	-6,0	5,0	5,0	1,9	19,4	5,8
Provisions pour consommation de capital	113 604	115 460	116 536	117 728	118 980	119 928	112 957	118 293
	1,4	1,6	0,9	1,0	1,1	0,8	4,1	4,7
Transferts nets de capitaux	2 400	2 512	2 680	2 420	2 440	2 752	2 420	2 573
	-5,1	4,7	6,7	-9,7	0,8	12,8	-4,3	6,3
Moins : Acquisition de capital non financier	155 460	159 016	156 872	165 176	166 380	158 340	153 397	161 692
	4,9	2,3	-1,3	5,3	0,7	-4,8	12,9	5,4
<b>Prêt net</b>	<b>72 244</b>	<b>70 508</b>	<b>67 248</b>	<b>65 124</b>	<b>70 732</b>	<b>82 248</b>	<b>68 004</b>	<b>71 338</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Transactions : actifs financiers</b>	<b>459 244</b>	<b>455 728</b>	<b>593 176</b>	<b>448 968</b>	<b>557 028</b>	<b>500 100</b>	<b>453 315</b>	<b>524 818</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
<i>Dont:</i>								
Crédit à la consommation	21 864	21 404	23 412	23 696	24 580	25 320	21 667	24 252
	...	...	...	...	...	...	...	...
Prêts bancaires et autres prêts	14 500	28 856	33 536	17 792	34 504	18 088	15 427	25 980
	...	...	...	...	...	...	...	...
Hypothèques	60 548	63 736	65 124	66 128	65 184	67 308	56 540	65 936
	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets à court terme	51 292	27 520	90 584	-19 308	11 712	44 160	26 009	31 787
	...	...	...	...	...	...	...	...
Obligations	68 128	82 356	63 292	41 672	58 944	82 772	75 310	61 670
	...	...	...	...	...	...	...	...
Actions	5 868	960	5 616	-12 044	-112	2 420	16 742	-1 030
	...	...	...	...	...	...	...	...
Investissements étrangers	60 528	57 816	73 320	70 952	72 724	90 704	51 578	76 925
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Transactions: passif</b>	<b>403 948</b>	<b>389 920</b>	<b>535 592</b>	<b>399 168</b>	<b>486 596</b>	<b>429 964</b>	<b>389 311</b>	<b>462 830</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
<i>Dont :</i>								
Argent et dépôts	96 180	79 988	102 148	76 604	96 284	91 956	93 012	91 748
	...	...	...	...	...	...	...	...
Emprunts bancaires et autres emprunts	8 748	12 192	12 944	17 504	7 012	10 608	13 490	12 017
	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets à court terme	39 184	12 744	56 376	18 128	38 456	33 136	22 498	36 524
	...	...	...	...	...	...	...	...
Obligations	81 496	80 400	71 648	43 884	73 228	99 716	71 453	72 119
	...	...	...	...	...	...	...	...
Actions	46 224	83 872	110 084	46 640	65 892	104 888	58 812	81 876
	...	...	...	...	...	...	...	...
Assurance-vie et rentes	38 228	36 168	41 808	45 108	41 144	36 256	35 398	41 079
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Investissement financier net</b>	<b>55 296</b>	<b>65 808</b>	<b>57 584</b>	<b>49 800</b>	<b>70 432</b>	<b>70 136</b>	<b>64 004</b>	<b>61 988</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Divergence du secteur	16 948	4 700	9 664	15 324	300	12 112	4 000	9 350
	...	...	...	...	...	...	...	...

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Comprend les intérêts et les dividendes reçus des non-résidents.

3. L'intérêt sur la dette publique passe par le secteur des sociétés aux autres secteurs de l'économie en raison d'un manque d'information sur l'offre et l'emploi des titres de dette des administrations.

Tableau E.4 Comptes sectoriels - administrations publiques[1]

	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	2005	2006
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
<b>Revenus</b>	<b>561 268</b>	<b>575 036</b>	<b>575 000</b>	<b>575 716</b>	<b>577 520</b>	<b>588 592</b>	<b>556 342</b>	<b>579 207</b>
	2,0	2,5	-0,0	0,1	0,3	1,9	6,8	4,1
Impôts sur revenus	223 148	228 556	230 756	229 476	234 724	247 528	219 977	235 621
	2,5	2,4	1,0	-0,6	2,3	5,5	10,2	7,1
Cotisations aux régimes d'assurance sociale	64 516	64 872	64 604	65 988	66 312	66 288	64 271	65 798
	0,3	0,6	-0,4	2,1	0,5	-0,0	2,9	2,4
Impôts sur production et importations	173 324	174 612	176 560	178 196	174 576	175 132	172 299	176 116
	0,9	0,7	1,1	0,9	-2,0	0,3	4,4	2,2
Autres transferts courants en provenance des particuliers	10 076	9 928	10 004	10 044	10 092	10 164	9 955	10 076
	1,3	-1,5	0,8	0,4	0,5	0,7	1,3	1,2
Revenus de placements	47 080	53 752	49 368	48 284	47 896	45 000	47 420	47 637
	5,3	14,2	-8,2	-2,2	-0,8	-6,0	9,2	0,5
Ventes de biens et services[2]	43 124	43 316	43 708	43 728	43 920	44 480	42 420	43 959
	3,2	0,4	0,9	0,0	0,4	1,3	4,9	3,6
<b>Dépenses</b>	<b>530 244</b>	<b>534 076</b>	<b>554 552</b>	<b>546 360</b>	<b>553 488</b>	<b>559 016</b>	<b>525 959</b>	<b>553 354</b>
	1,4	0,7	3,8	-1,5	1,3	1,0	4,2	5,2
Dépenses courantes brutes en biens et services[2]	309 676	312 424	324 380	324 088	327 040	330 996	306 662	326 626
	1,6	0,9	3,8	-0,1	0,9	1,2	5,7	6,5
Transferts courants	157 576	158 884	167 140	158 220	162 624	164 192	156 375	163 044
	1,6	0,8	5,2	-5,3	2,8	1,0	4,0	4,3
Intérêts sur la dette publique	62 992	62 768	63 032	64 052	63 824	63 828	62 922	63 684
	-0,1	-0,4	0,4	1,6	-0,4	0,0	-1,9	1,2
<b>Épargne</b>	<b>31 024</b>	<b>40 960</b>	<b>20 448</b>	<b>29 356</b>	<b>24 032</b>	<b>29 576</b>	<b>30 383</b>	<b>25 853</b>
	13,7	32,0	-50,1	43,6	-18,1	23,1	89,1	-14,9
<b>Épargne brute et transferts de capitaux</b>	<b>54 152</b>	<b>64 264</b>	<b>43 920</b>	<b>53 140</b>	<b>47 992</b>	<b>53 936</b>	<b>53 524</b>	<b>49 747</b>
	8,1	18,7	-31,7	21,0	-9,7	12,4	38,8	-7,1
Épargne	31 024	40 960	20 448	29 356	24 032	29 576	30 383	25 853
	13,7	32,0	-50,1	43,6	-18,1	23,1	89,1	-14,9
Provisions pour consommation de capital	24 428	24 584	24 896	25 128	25 384	25 696	24 408	25 276
	0,5	0,6	1,3	0,9	1,0	1,2	3,5	3,6
Transferts nets de capitaux	-1 300	-1 280	-1 424	-1 344	-1 424	-1 336	-1 267	-1 382
	...	...	...	...	...	...	...	...
Moins : Acquisition de capital non financier	34 536	35 752	36 592	37 056	37 604	38 112	34 264	37 341
	2,1	3,5	2,3	1,3	1,5	1,4	8,5	9,0
<b>Prêt net</b>	<b>19 616</b>	<b>28 512</b>	<b>7 328</b>	<b>16 084</b>	<b>10 388</b>	<b>15 824</b>	<b>19 260</b>	<b>12 406</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Transactions : actifs financiers</b>	<b>47 188</b>	<b>55 244</b>	<b>72</b>	<b>10 796</b>	<b>16 028</b>	<b>54 612</b>	<b>54 823</b>	<b>20 377</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Argent et dépôts	2 140	1 532	-3 228	6 052	1 816	508	2 951	1 287
	...	...	...	...	...	...	...	...
Prêts	3 176	4 884	5 636	-1 516	-580	1 180	4 053	1 180
	...	...	...	...	...	...	...	...
Titres canadiens	8 780	22 900	-7 392	7 016	16 872	7 972	17 325	6 117
	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres actifs financiers	33 092	25 928	5 056	-756	-2 080	44 952	30 494	11 793
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Transactions: passif</b>	<b>27 064</b>	<b>20 560</b>	<b>-4 024</b>	<b>-8 940</b>	<b>9 484</b>	<b>37 868</b>	<b>34 552</b>	<b>8 597</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Emprunts bancaires et autres emprunts	1 112	1 396	748	-128	-8	816	1 082	357
	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets à court terme	6 072	17 012	11 788	-20 408	-8 516	-1 440	6 596	-4 644
	...	...	...	...	...	...	...	...
Obligations	-11 852	-11 344	-14 296	-18 168	2 348	0	3 850	-7 529
	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres passifs	31 732	13 496	-2 264	29 764	15 660	38 492	23 024	20 413
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Investissement financier net</b>	<b>20 124</b>	<b>34 684</b>	<b>4 096</b>	<b>19 736</b>	<b>6 544</b>	<b>16 744</b>	<b>20 271</b>	<b>11 780</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Divergence du secteur	-508	-6 172	3 232	-3 652	3 844	-920	-1 011	626
	...	...	...	...	...	...	...	...

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Dans le PIB, les dépenses courantes des administrations sont enregistrées sur une base nette, c'est-à-dire après déduction des ventes de biens et services. Dans les comptes sectoriels des administrations, les ventes de biens et services aux autres secteurs sont montrées séparément sous les revenus, les dépenses courantes sont donc enregistrées sur une base brute, ce qui laisse l'épargne inchangée.

Tableau E.5 Comptes sectoriels - non-résidents[1]

	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	2005	2006
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
<b>Revenus</b>	<b>531 384</b>	<b>551 136</b>	<b>547 888</b>	<b>549 620</b>	<b>563 624</b>	<b>574 024</b>	<b>531 103</b>	<b>558 789</b>
	1,1	3,7	-0,6	0,3	2,5	1,8	6,5	5,2
Ventes de biens (importations)	389 968	398 256	392 224	400 620	412 396	411 880	388 210	404 280
	1,4	2,1	-1,5	2,1	2,9	-0,1	6,8	4,1
Ventes de services (importations)	79 116	81 064	81 552	82 708	83 056	85 080	79 463	83 099
	-0,7	2,5	0,6	1,4	0,4	2,4	2,8	4,6
Intérêts, dividendes et recettes diverses	54 156	63 244	62 924	58 316	59 576	66 360	54 844	61 794
	1,5	16,8	-0,5	-7,3	2,2	11,4	9,2	12,7
Transferts courants	8 144	8 572	11 188	7 976	8 596	10 704	8 586	9 616
	1,1	5,3	30,5	-28,7	7,8	24,5	10,9	12,0
<b>Dépenses</b>	<b>566 892</b>	<b>592 212</b>	<b>570 864</b>	<b>564 304</b>	<b>579 776</b>	<b>605 360</b>	<b>559 932</b>	<b>580 076</b>
	3,5	4,5	-3,6	-1,1	2,7	4,4	6,5	3,6
Achats de biens (exportations)	460 384	480 232	457 852	451 288	459 496	465 640	453 062	458 569
	4,7	4,3	-4,7	-1,4	1,8	1,3	5,6	1,2
Achats de services (exportations)	66 560	67 044	66 256	67 424	66 944	67 544	66 618	67 042
	0,2	0,7	-1,2	1,8	-0,7	0,9	1,8	0,6
Intérêts, dividendes et paiements divers	31 708	36 712	36 340	36 680	44 056	61 708	32 186	44 696
	-5,3	15,8	-1,0	0,9	20,1	40,1	35,0	38,9
Transferts courants	8 240	8 224	10 416	8 912	9 280	10 468	8 066	9 769
	2,5	-0,2	26,7	-14,4	4,1	12,8	8,6	21,1
<b>Épargne</b>	<b>-35 508</b>	<b>-41 076</b>	<b>-22 976</b>	<b>-14 684</b>	<b>-16 152</b>	<b>-31 336</b>	<b>-28 829</b>	<b>-21 287</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Épargne brute et transferts de capitaux</b>	<b>-42 584</b>	<b>-44 992</b>	<b>-26 988</b>	<b>-18 664</b>	<b>-19 840</b>	<b>-35 484</b>	<b>-34 760</b>	<b>-25 244</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Épargne	-35 508	-41 076	-22 976	-14 684	-16 152	-31 336	-28 829	-21 287
	...	...	...	...	...	...	...	...
Transferts nets de capitaux	-7 076	-3 916	-4 012	-3 980	-3 688	-4 148	-5 931	-3 957
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Prêt net[2]</b>	<b>-42 584</b>	<b>-44 992</b>	<b>-26 988</b>	<b>-18 664</b>	<b>-19 840</b>	<b>-35 484</b>	<b>-34 760</b>	<b>-25 244</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Transactions : actifs financiers</b>	<b>107 632</b>	<b>53 236</b>	<b>145 312</b>	<b>175 352</b>	<b>133 664</b>	<b>74 284</b>	<b>63 906</b>	<b>132 153</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Argent et dépôts	5 728	8 600	-2 208	37 276	-24 120	4 688	4 200	3 909
	...	...	...	...	...	...	...	...
Prêts	-1 564	-16 644	-8 664	328	-2 120	2 608	-3 382	-1 962
	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets à court terme	1 860	3 384	10 504	10 048	2 632	-13 556	520	2 407
	...	...	...	...	...	...	...	...
Obligations	-508	-11 064	212	-3 420	26 828	27 440	-1 523	12 765
	...	...	...	...	...	...	...	...
Actions	32 412	5 124	28 116	18 624	4 148	-5 256	9 134	11 408
	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres actifs financiers	69 704	63 836	117 352	112 496	126 296	58 360	54 957	103 626
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Transactions : passif</b>	<b>135 176</b>	<b>98 916</b>	<b>160 948</b>	<b>184 312</b>	<b>150 184</b>	<b>99 364</b>	<b>96 040</b>	<b>148 702</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Réserves officielles	-2 636	2 820	5 708	-1 564	1 276	-1 360	1 655	1 015
	...	...	...	...	...	...	...	...
Argent et dépôts	7 464	8 292	10 148	17 932	18 644	-644	6 267	11 520
	...	...	...	...	...	...	...	...
Emprunts bancaires et autres emprunts	3 668	1 148	13 232	-1 928	21 740	8 836	-1 145	10 470
	...	...	...	...	...	...	...	...
Investissements étrangers	68 216	65 464	87 576	87 404	84 744	104 748	59 607	91 118
	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres passifs	58 464	21 192	44 284	82 468	23 780	-12 216	29 656	34 579
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Investissement financier net</b>	<b>-27 544</b>	<b>-45 680</b>	<b>-15 636</b>	<b>-8 960</b>	<b>-16 520</b>	<b>-25 080</b>	<b>-32 134</b>	<b>-16 549</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Divergence du secteur	-15 040	688	-11 352	-9 704	-3 320	-10 404	-2 626	-8 695
	...	...	...	...	...	...	...	...

- La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.
- Ce compte présente la position des non-résidents en regard de leurs transactions avec les résidents canadiens et ce, pour l'épargne ainsi que le prêt ou l'emprunt net. Conséquemment, le signe de ces agrégats est inversé par rapport à ce qui figure dans la balance des paiements internationaux du Canada.

## Section F

# Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre

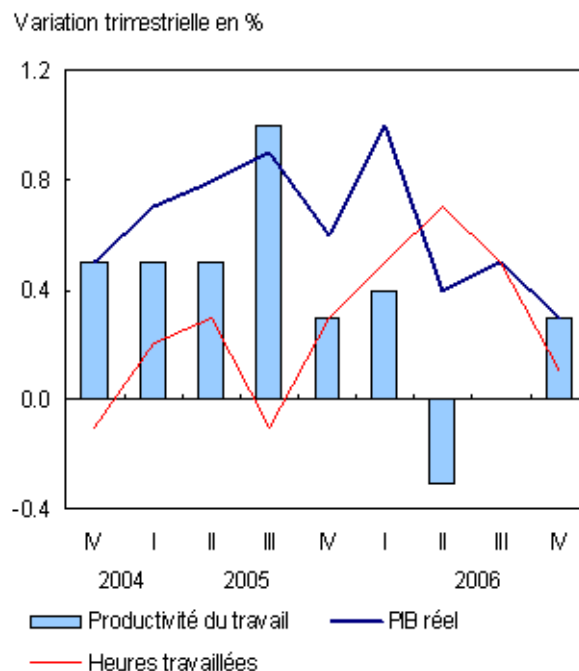
Quatrième trimestre de 2006 et année 2006

La productivité dans le secteur des entreprises canadiennes s'est redressée de 0,3 % entre octobre et décembre, après une performance anémique au cours des deux trimestres précédents. Ceci s'est produit dans un contexte marqué par un léger ralentissement de la production et une décélération relativement plus grande des heures travaillées. La productivité s'améliore lorsque le produit intérieur brut (PIB) s'accroît davantage que les heures travaillées.

En raison de la baisse du dollar canadien, les coûts unitaires de main-d'oeuvre exprimés en dollars américains, ont reculé au quatrième trimestre pour la première fois en six trimestres, ce qui a permis aux entreprises canadiennes de récupérer une partie de leur compétitivité perdue vis-à-vis de leurs homologues américains depuis le troisième trimestre de 2005.

**Graphique F.1**

**La croissance de la productivité dans les entreprises canadiennes rebondit légèrement**



### Note aux lecteurs

Ce chapitre offre une analyse de la productivité pour l'ensemble du secteur des entreprises, ses 15 principales industries de la classification à deux chiffres du SCIAN ainsi que le secteur des biens et celui des services. Les mesures trimestrielles de la productivité de l'ensemble de l'économie, du secteur des entreprises et du secteur non commercial sont disponibles à partir du premier trimestre de 1981, tandis que celles au niveau industriel commencent seulement à partir du premier trimestre de 1997.

L'utilisation du terme «productivité» fait référence à la productivité du travail. Les calculs des taux de croissance sur la productivité et ses variables connexes sont fondés sur des indices arrondis à la décimale.

Pour plus de renseignements au sujet du programme de productivité, consultez le nouveau module du Système des comptes économiques nationaux ([www.statcan.ca/cen](http://www.statcan.ca/cen)). Vous pouvez aussi obtenir une copie d'une note technique au sujet des estimations trimestrielles de la productivité en envoyant un message à [productivite.mesures@statcan.ca](mailto:productivite.mesures@statcan.ca).

### Révisions

Pour cette diffusion, les estimations canadiennes ont été révisées rétrospectivement jusqu'au premier trimestre de 2006. Aux États-Unis, le Bureau of Labor Statistics a révisé ses données trimestrielles jusqu'en 2002 et ces révisions sont reflétées dans ce chapitre.

La **productivité du travail** est évaluée comme le rapport de la production au facteur main-d'oeuvre (heures travaillées). Les estimations trimestrielles de la productivité sont construites à partir des indices en chaîne de type Fisher du PIB, ou de la valeur ajoutée, du secteur des entreprises. La performance de l'économie mesurée par la productivité du travail doit être interprétée avec prudence, puisque ces estimations reflètent les variations d'autres facteurs de production en plus de la croissance de l'efficacité des processus de production.

La **rémunération pour tous les emplois** incorpore tous les paiements en espèces ou en nature versés par les producteurs canadiens aux travailleurs en compensation de leurs services rendus. Cela inclut les salaires et les traitements, le revenu supplémentaire des travailleurs rémunérés ainsi qu'un revenu implicite du travail dans le cas des travailleurs autonomes.

Le **coût unitaire de main-d'oeuvre** représente le coût du travail par unité de production. Il est calculé comme étant le rapport de la rémunération du travail à la valeur ajoutée réelle. Il correspond également au ratio de la rémunération par heure travaillée et de la productivité du travail. Le coût unitaire de main-d'oeuvre augmentera lorsque la rémunération horaire s'accroîtra plus rapidement que la productivité du travail.

Le **coût unitaire de main d'oeuvre en dollars américains** : Il est égal au ratio du coût unitaire de main d'oeuvre canadien par le taux de change. Ce dernier correspond à la valeur du dollar américain exprimée en dollars canadiens.

La croissance annuelle de la productivité a atteint 1,2 % sur l'ensemble de 2006, soit un ralentissement par rapport au taux de 2,1 % enregistré en 2005. Cette performance modérée de la productivité était principalement imputable au ralentissement de la productivité dans les industries produisant des biens, alors que les industries produisant des services (surtout le commerce de gros et de détail) y ont davantage contribué positivement.

En particulier, la rareté d'une main-d'œuvre qualifiée dans l'ouest du pays jumelée avec l'exploitation des sables bitumineux de l'Alberta, qui a entraîné une forte croissance du volume d'heures travaillées sans pour autant générer actuellement une production accrue équivalente, ont contribué au ralentissement de la productivité (Voir *Le Quotidien* du 23 février, 2007).

**Quatrième trimestre de 2006**

**Légère reprise de la productivité grâce au secteur des biens**

Après une absence de croissance pendant deux trimestres consécutifs, la productivité dans l'ensemble des entreprises s'est accrue légèrement au quatrième trimestre. Cette reprise est principalement attribuable à la productivité dans les industries produisant des biens qui a augmenté de 0,2 % au quatrième trimestre, après avoir reculé au cours des trois premiers trimestres de 2006.

La fabrication, qui représente environ 50 % de la valeur ajoutée du secteur des biens, explique une partie de cette hausse au quatrième trimestre. La productivité dans la fabrication a progressé au quatrième trimestre, après avoir connu des baisses durant les trois premiers trimestres de l'année.

Par ailleurs, la productivité dans l'extraction minière et l'extraction de pétrole et de gaz a reculé au quatrième trimestre. Cette industrie, qui est en train de subir des changements dans la composition de sa production, a enregistré des baisses de productivité au cours de huit des dix derniers trimestres.

Du côté du secteur des services, les principales hausses de productivité ont été enregistrées dans l'hébergement et les services de restauration, dans le transport et l'entreposage ainsi que dans la finance et les assurances. En revanche, deux des principaux moteurs de la croissance de la productivité en 2006, soit le commerce de gros et le commerce de détail, ont enregistré des reculs au quatrième trimestre.

**Ralentissement du coût unitaire de main-d'œuvre dans le secteur des biens**

Le coût unitaire de main-d'œuvre pour l'ensemble des entreprises canadiennes a augmenté de 1,1 % quatrième trimestre, en dépit d'une amélioration à cet égard dans le secteur des biens.

Après avoir augmenté de 1,4 % au troisième trimestre, le coût de main-d'œuvre par unité du PIB dans les industries produisant des biens a ralenti au quatrième trimestre, affichant un taux de croissance de 1,0 %. Cette amélioration est attribuable à l'industrie de l'agriculture, de foresterie et de pêche ainsi qu'à la construction.

En revanche, le secteur de l'extraction minière et de l'extraction de pétrole et de gaz a contrebalancé en partie cette performance en enregistrant une forte hausse de son coût unitaire de main-d'œuvre au quatrième trimestre.

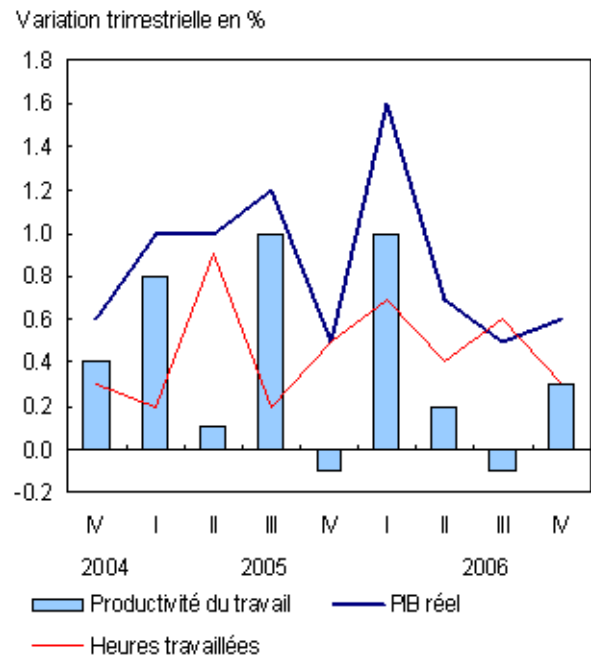
Cependant, l'augmentation du coût de main-d'œuvre par unité du PIB a accéléré dans les industries des services commerciaux, passant de 0,3 % au troisième trimestre à 1,1 % au quatrième. Cette détérioration au chapitre des coûts de main-d'œuvre est principalement attribuable au commerce de gros et au transport et à l'entreposage. Par contre, le coût unitaire de main-d'œuvre a reculé dans les services d'hébergement et de restauration ainsi que dans le commerce de détail.

**La productivité croît au même rythme dans les deux pays**

Les gains de productivité ont légèrement rebondi de 0,3 % au Canada et aux États-Unis au cours du dernier trimestre de 2006.

**Graphique F.2**

**La croissance de la productivité américaine demeure faible**



Le PIB réel du secteur canadien des entreprises a affiché une hausse de 0,3 % au quatrième trimestre. Il s'agit d'un rythme plus lent de croissance qu'aux deux trimestres précédents. Le PIB canadien avait affiché une forte hausse de 1,0 % au premier trimestre et a ralenti pour se chiffrer à 0,4 % au deuxième trimestre et 0,5 % au troisième trimestre de 2006.

Sur le front du marché de l'emploi, le volume d'heures travaillées dans les entreprises canadiennes a légèrement augmenté soit de 0,1 % au quatrième trimestre, et ce en dépit d'une augmentation de 0,8 % de l'emploi. Le volume d'heures travaillées a augmenté moins rapidement que l'emploi à cause de la diminution des heures travaillées par emploi. La majeure partie de ce recul au quatrième trimestre provenait d'un accroissement relativement plus grand des emplois à temps partiel, d'une diminution du temps supplémentaire et des tempêtes inhabituelles en Colombie-Britannique.

La croissance du PIB réel des entreprises américaines s'est légèrement accélérée pour s'établir à 0,6 % au quatrième trimestre en raison d'une forte croissance des dépenses de consommation et du repli des importations. L'accélération des exportations a également contribué à la croissance du PIB américain au dernier trimestre. Cette hausse faisait suite à un gain de 0,5 % au troisième trimestre et de 0,7 % au deuxième trimestre.

Du côté des entreprises américaines, le volume d'heures travaillées consacrées à la production a augmenté de 0,3 % au quatrième trimestre, soit un ralentissement par rapport au rythme de 0,6 % observé au trimestre précédent.

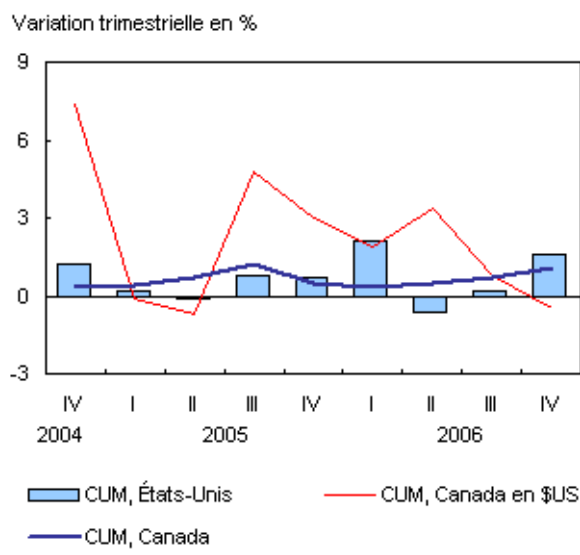
#### La croissance du coût unitaire de main-d'œuvre est plus prononcée aux États-Unis qu'au Canada au quatrième trimestre

Le coût unitaire de main-d'œuvre, qui mesure le coût salarial et les avantages sociaux des travailleurs par unité de production économique, a grimpé à un rythme plus rapide aux États-Unis qu'au Canada au quatrième trimestre, lorsqu'il est mesuré selon leurs monnaies nationales respectives.

Sans tenir compte du taux de change, le coût unitaire de main-d'œuvre dans les entreprises canadiennes a accéléré dans la deuxième moitié de 2006, affichant une croissance de 0,7 % au troisième trimestre et de 1,1 % au quatrième trimestre. Pour leur part, les entreprises américaines ont vu leurs coûts unitaires de main-d'œuvre grimper à 1,6 % au quatrième trimestre, soit une forte accélération par rapport aux deux trimestres précédents.

### Graphique F.3

#### Les coûts unitaires de main-d'œuvre canadiens en \$US reculent



La position concurrentielle devient encore plus avantageuse pour les entreprises canadiennes au quatrième trimestre lorsqu'on tient compte de l'ajustement du coût unitaire de main-d'œuvre en fonction du taux de change. Au quatrième trimestre, le dollar canadien s'est déprécié de 1,6 % par rapport à la devise américaine, ce qui s'est traduit par un recul de 0,5 % du coût unitaire de main-d'œuvre canadien exprimé en dollars américains.

#### Revue de fin d'année

#### En 2006, la croissance de la productivité est principalement attribuable au secteur des services

La hausse de 1,2 % de la productivité du secteur des entreprises en 2006 est en grande partie attribuable aux entreprises produisant des services. La productivité dans les services commerciaux s'est accrue de 2,1 % en 2006, soit une hausse légèrement inférieure à celle de 2005 (+2,6 %).

Le commerce de gros et le commerce de détail ont été les principaux moteurs de la croissance de la productivité dans les services. La productivité a progressé de 7,2 % dans le commerce de gros et de 4,2 % dans le commerce de détail. Avec une hausse de 3,6 % de sa productivité en 2006, l'industrie de l'information et de l'industrie culturelle a également contribué à la croissance de la productivité dans les services.

En affichant une croissance de 6,8 % en 2006, la production dans le commerce de gros a augmenté sensiblement au même rythme qu'en 2005. La majeure partie de cette croissance est attribuable aux ventes de véhicules automobiles, de machines électroniques, et d'articles ménagers et personnels. La vigueur des importations de biens étrangers a également contribué au dynamisme de ce secteur. Par ailleurs, les heures travaillées dans ce secteur ont reculé pour une deuxième année consécutive, soit de -0,4 %, le même taux que celui observé en 2005.

Contrairement aux services commerciaux, la productivité du secteur des biens a considérablement ralenti, n'affichant qu'une croissance de 0,1 % en 2006 comparativement à 1,3 % en 2005. À l'exception de la construction, toutes les industries produisant des biens ont vu leur productivité ralentir.

La croissance de la productivité dans la construction a rebondi en 2006, affichant une progression de 3,4 %, après avoir reculé au cours des deux années précédentes. En 2006, l'activité de la construction s'est déplacée vers la construction non résidentielle, dont l'ajout important d'infrastructures pour la mise en valeur des sables bitumineux de l'Alberta. Les activités de construction non résidentielle sont généralement beaucoup plus intensives en capital que la construction résidentielle et, par conséquent, sont habituellement associées avec une productivité plus élevée. La construction résidentielle avait constitué la principale source de croissance dans cette industrie depuis 2002.

Un déclin de la productivité dans le secteur de l'extraction minière, de l'extraction du pétrole et du gaz est associé avec la faiblesse de la productivité du secteur des biens en 2006. Cela reflète la faible progression de l'activité économique de ce secteur en dépit d'une forte augmentation de 10 % des heures travaillées, propulsée principalement par le développement des sources non conventionnelles d'extraction pétrolière et gazière en Alberta.

Par ailleurs, la croissance de la productivité dans la fabrication a nettement ralenti: passant de 3,6 % en 2005 à 0,1 % en 2006. Ce ralentissement s'est produit dans un contexte d'une baisse de 1,4 % des heures travaillées et d'un déclin de 1,2 % du PIB réel qui ont particulièrement touché la fabrication de biens non durables.

### **Des coûts unitaires de main-d'œuvre à la hausse en 2006 dans presque toutes les industries**

La rareté d'une main-d'oeuvre qualifiée particulièrement dans l'ouest du pays a entraîné pour une deuxième année consécutive une accélération de la croissance de la rémunération horaire en 2006. Celle-ci s'est accrue de 3,8 % en 2006 par rapport à 4,4 % en 2005, soit un rythme plus élevé que la moyenne de 2,2 % observée entre 2001 et 2004.

Cette forte croissance de la rémunération horaire combinée aux gains de 1,2 % de la productivité, a entraîné une hausse de 2,6 % des coûts unitaires de main-d'oeuvre des entreprises canadiennes en 2006. Il s'agit de la plus forte hausse du coût unitaire de main-d'oeuvre depuis 2001, année où cet indicateur avait affiché une augmentation de 3,0 %. Les coûts unitaires de la main-d'oeuvre permettent de mesurer les pressions inflationnistes dans les salaires, en comparant les différences relatives entre l'évolution de la rémunération horaire et celle de la productivité.

La hausse du coût unitaire de main-d'oeuvre dans l'ensemble des entreprises en 2006 est principalement attribuable aux entreprises produisant des biens qui ont vu leurs coûts unitaires accélérer de 1,5 % en 2005 à 2,6 % en 2006. De leur côté, le coût unitaire de main-d'oeuvre dans les entreprises produisant des services a légèrement ralenti par rapport à 2005, son rythme s'étant accru de 2,2 % en 2006 par rapport à 2,6 % en 2005.

La hausse du coût unitaire de main-d'oeuvre dans les industries produisant des biens, une fois de plus en 2006, provient principalement de l'industrie de l'extraction minière, de l'extraction du pétrole et du gaz. Le coût unitaire de main-d'oeuvre dans cette industrie a augmenté de 12,5 % en 2006 par rapport à 12,4 % en 2005 et 9,4 % en 2004.

Les industries qui ont enregistré de meilleures performances au chapitre de coûts unitaires de la main-d'oeuvre en 2006 ont été, en général, celles qui ont connu la croissance de productivité la plus élevée. Le commerce de gros, avec un recul de 1,8 % de leurs coûts unitaires de main-d'oeuvre, affiche ainsi la meilleure performance à ce chapitre, suivi du commerce de détail (-1,4 %).

Les coûts unitaires de main-d'oeuvre dans le commerce de gros reculaient pour une cinquième année consécutive.



### Ralentissement de la productivité des deux côtés de la frontière

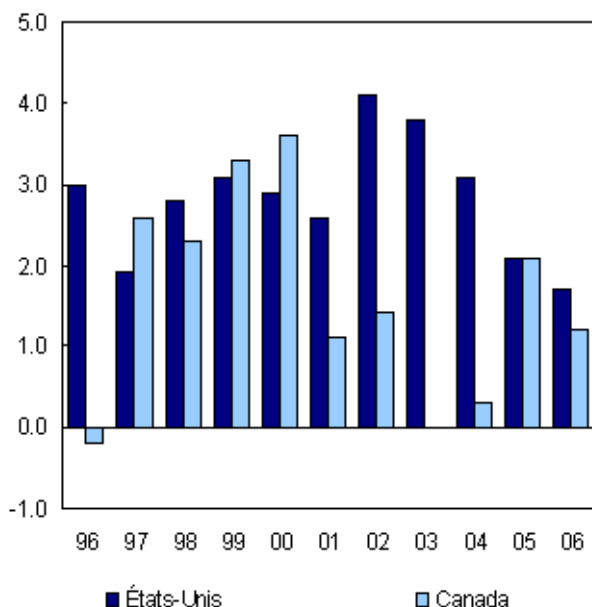
La productivité au Canada a augmenté de 1,2 % en 2006. Cette croissance a été considérablement plus élevée que celle en 2003 (0,0 %) et en 2004 (+0,3 %), mais plus faible que celle de 2005 (+2,1 %). Les taux de croissance de la productivité canadienne au cours des quatre dernières années ont eu tendance à fluctuer considérablement.

En comparaison, la croissance annuelle de la productivité aux États-Unis ressort à 1,7 % en 2006 poursuivant ainsi la tendance à la baisse amorcée depuis le sommet de 4,1 % mesuré en 2002.

#### Graphique F.4

#### La croissance de la productivité ralentit dans les deux pays en 2006

Variation en % d'une année à l'autre

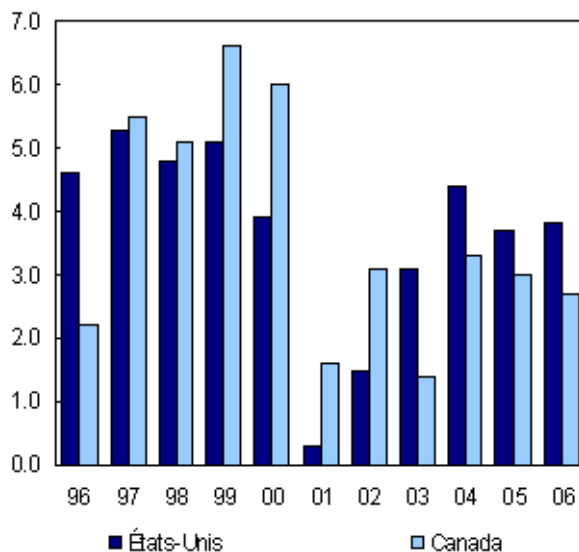


En 2005, le Canada avait comblé l'écart de croissance de productivité avec les États-Unis en portant sa croissance annuelle à 2,1 %. L'écart réapparaît en 2006 en raison de la croissance différente de la production. La croissance du PIB réel dans les entreprises canadiennes a atteint 2,7 % en 2006, après avoir progressé de 3,0 % en 2005. Au sud de la frontière, le PIB réel dans les entreprises américaines s'est accru de 3,8 % en 2006, contre 3,7 % en 2005.

#### Graphique F.5

#### La croissance du PIB américain continue de surpasser celle du Canada

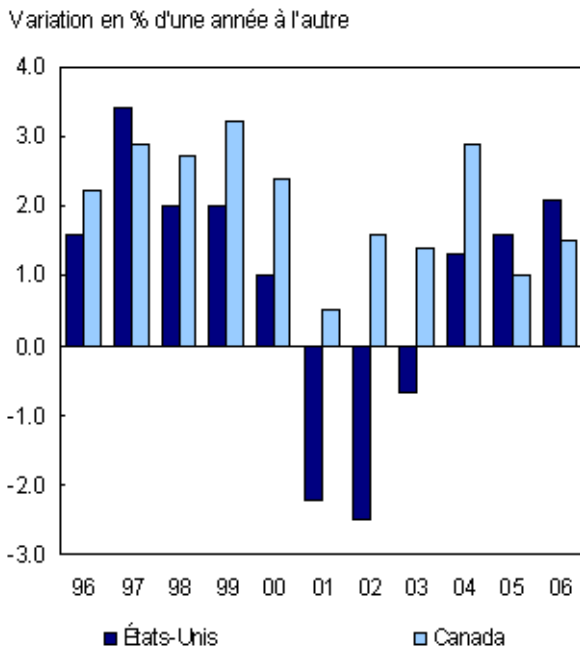
Variation en % d'une année à l'autre



En revanche, l'accélération de la croissance des heures travaillées a été similaire dans les deux pays. Au Canada, les heures travaillées ont augmenté de 1,5 % par rapport à 1,0 % en 2005, alors qu'aux États-Unis elles ont atteint 2,1 % en 2006 par rapport à 1,6 % l'année précédente.

Sur le front du marché de l'emploi, la croissance de l'emploi au Canada en 2006 provenait principalement du travail à temps plein. Le volume d'heures travaillées et le nombre d'emplois ont augmenté au même rythme dans les entreprises canadiennes, soit 1,5 %. Par contre en 2005, le volume d'heures travaillées s'était accru de 1,0 %, soit beaucoup moins que la croissance de 1,8 % du nombre d'emplois.

**Graphique F.6**  
**La croissance des heures travaillées accélère dans les deux pays**



En 2006, le volume d'heures travaillées dans les entreprises américaines a augmenté de 2,1 % par rapport à 1,6 % en 2005. C'est la deuxième année consécutive que les heures travaillées augmentent plus rapidement aux États-Unis qu'au Canada. Avant 2005, la croissance dans les heures travaillées canadiennes avait été plus importante à chaque année depuis 1997.

En 2006, le resserrement du marché du travail au Canada, particulièrement dans l'ouest du pays, a entraîné pour une deuxième année consécutive une accélération de la croissance de la rémunération horaire. Celle-ci s'est accrue de 3,8 % en 2006 par rapport à 4,4 % en 2005, soit un rythme plus élevé que la moyenne de 2,6 % observée entre 2001 et 2004.

Cette forte croissance de la rémunération horaire combinée aux gains de 1,2 % de la productivité, a entraîné une hausse de 2,6 % des coûts unitaires de main-d'oeuvre des entreprises canadiennes en 2006. L'augmentation de 2006 est la plus forte depuis 2001, soit l'année où cet indicateur avait affiché une croissance de 3,0 %. Le coût unitaire de main-d'oeuvre est à la hausse depuis 2004.

Pour leur part, les entreprises américaines ont aussi vu leurs coûts unitaires de main-d'oeuvre grimper constamment depuis 2004. Avant 2006, les augmentations dans les coûts unitaires de main-d'oeuvre aux États-Unis étaient plus faibles qu'au Canada. À partir de 2006, ils sont devenus plus élevés que ceux du Canada, lorsque ces coûts sont mesurés selon les monnaies nationales respectives. Par contre depuis 2004, lorsqu'exprimé en dollars américains, la croissance annuelle du coût unitaire de main-d'oeuvre canadien se situe autour de 10 %, ce qui est nettement supérieur à la situation au sud de la frontière.

**Tableau F.1 Secteur des entreprises - productivité du travail et variables connexes pour le Canada et les États-Unis[1]**

	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006
Désaisonnalisées						
Variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre						
<b>Canada</b>						
Productivité du travail	1,0	0,3	0,4	-0,3	0,0	0,3
PIB réel	0,9	0,6	1,0	0,4	0,5	0,3
Heures travaillées	-0,1	0,3	0,5	0,7	0,5	0,1
Rémunération horaire	2,2	0,9	0,8	0,2	0,7	1,4
Coût unitaire de main-d'oeuvre	1,2	0,5	0,3	0,5	0,7	1,1
Taux de change[2]	-3,3	-2,4	-1,5	-2,8	-0,1	1,6
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	4,8	3,0	1,9	3,4	0,8	-0,5
<b>États-Unis</b>						
Productivité du travail	1,0	-0,1	1,0	0,2	-0,1	0,3
PIB réel	1,2	0,5	1,6	0,7	0,5	0,6
Heures travaillées	0,2	0,5	0,7	0,4	0,6	0,3
Rémunération horaire	1,8	0,6	3,1	-0,4	0,2	1,9
Coût unitaire de main-d'oeuvre	0,8	0,7	2,1	-0,6	0,2	1,6
Variation en pourcentage par rapport au même trimestre de l'année précédente						
<b>Canada</b>						
Productivité du travail	2,6	2,4	2,3	1,5	0,5	0,4
PIB réel	2,8	3,0	3,2	2,9	2,5	2,2
Heures travaillées	0,3	0,6	0,9	1,4	2,0	1,8
Rémunération horaire	5,3	5,4	5,2	4,2	2,6	3,2
Coût unitaire de main-d'oeuvre	2,7	3,0	2,9	2,7	2,1	2,7
Taux de change[2]	-8,1	-4,0	-5,9	-9,7	-6,7	-2,8
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	11,6	7,1	9,2	13,8	9,5	5,8
<b>États-Unis</b>						
Productivité du travail	2,4	2,0	2,1	2,2	1,1	1,4
PIB réel	3,9	3,7	4,4	4,0	3,3	3,4
Heures travaillées	1,5	1,7	2,3	1,8	2,2	2,1
Rémunération horaire	4,5	3,6	5,7	5,2	3,6	4,8
Coût unitaire de main-d'oeuvre	2,1	1,6	3,5	2,9	2,5	3,4
Variation en pourcentage par rapport au trimestre précédent au taux annualisé[3]						
<b>Canada</b>						
Productivité du travail	3,9	1,4	1,7	-1,0	0,0	1,0
PIB réel	3,6	2,4	3,9	1,8	2,1	1,2
Heures travaillées	-0,3	1,0	2,1	2,8	2,0	0,3
Rémunération horaire	9,3	3,7	3,0	0,9	3,0	5,7
Coût unitaire de main-d'oeuvre	5,1	2,1	1,4	2,1	2,8	4,5
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	20,5	12,7	7,9	14,3	3,4	-1,9
<b>États-Unis</b>						
Productivité du travail	4,3	-0,2	3,8	1,0	-0,3	1,0
PIB réel	4,9	1,8	6,7	2,7	1,9	2,5
Heures travaillées	0,6	2,1	2,8	1,7	2,2	1,5
Rémunération horaire	7,3	2,7	12,9	-1,6	0,9	7,5
Coût unitaire de main-d'oeuvre	2,9	2,9	8,8	-2,6	1,2	6,5

1. Source: Les données américaines proviennent du "Bureau of Labor Statistics" dans "NEWS", "Productivity and costs".

2. Le taux de change correspond à la valeur du dollar des États-Unis exprimée en dollars canadiens.

3. La variation au taux annualisé correspond au taux de croissance annuel qui aurait été observé si la croissance du trimestre avait été la même sur l'ensemble de l'année.

**Tableau F.2 Secteur des entreprises - quelques variables associées au marché du travail[1]**

	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006
Désaisonnalisées						
Variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre						
<b>Canada</b>						
Tous les emplois	0,2	-0,1	0,3	1,0	0,2	0,8
Heures travaillées	-0,1	0,3	0,5	0,7	0,5	0,1
Heures moyennes	-0,2	0,3	0,2	-0,3	0,3	-0,7
Part du travail[2]	-0,8	-1,2	1,2	0,4	0,5	0,8
<b>États-Unis</b>						
Tous les emplois	0,2	0,4	0,7	0,4	0,2	0,4
Heures travaillées	0,2	0,5	0,7	0,4	0,6	0,3
Heures moyennes	0,0	0,1	-0,1	0,0	0,3	0,0
Part du travail[2]	-0,1	0,0	1,4	-1,4	0,0	1,3
Variation en pourcentage par rapport au même trimestre de l'année précédente						
<b>Canada</b>						
Tous les emplois	1,5	1,3	0,9	1,4	1,4	2,4
Heures travaillées	0,3	0,6	0,9	1,4	2,0	1,8
Heures moyennes	-1,2	-0,7	0,0	0,0	0,5	-0,5
Part du travail[2]	-0,9	-1,8	-0,7	-0,4	0,9	3,0
<b>États-Unis</b>						
Tous les emplois	1,7	1,7	2,0	1,8	1,8	1,8
Heures travaillées	1,5	1,7	2,3	1,8	2,2	2,1
Heures moyennes	-0,1	0,1	0,3	0,0	0,3	0,2
Part du travail[2]	-0,9	-1,3	0,6	-0,1	0,0	1,3
Variation en pourcentage par rapport au trimestre précédent au taux annualisé[3]						
<b>Canada</b>						
Tous les emplois	0,7	-0,3	1,4	4,1	0,7	3,4
Heures travaillées	-0,3	1,0	2,1	2,8	2,0	0,3
Heures moyennes	-0,8	1,2	0,8	-1,2	1,2	-2,8
Part du travail[2]	-3,3	-4,5	4,7	1,7	2,1	3,4
<b>États-Unis</b>						
Tous les emplois	0,7	1,7	3,0	1,7	1,0	1,6
Heures travaillées	0,6	2,1	2,8	1,7	2,2	1,5
Heures moyennes	0,0	0,4	-0,4	0,0	1,2	0,0
Part du travail[2]	-0,4	0,0	5,9	-5,6	0,0	5,5

1. Source: Les données américaines proviennent du "Bureau of Labor Statistics" dans "NEWS", "Productivity and costs".

2. Il s'agit du rapport de la rémunération totale des travailleurs au PIB aux prix du marché en dollars courants.

3. La variation au taux annualisé correspond au taux de croissance annuel qui aurait été observé si la croissance du trimestre avait été la même sur l'ensemble de l'année.

Tableau F.3 Indices de productivité du travail par industrie[1]

	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	2005	2006
Calculés à partir de données désaisonnalisées (1997 = 100)								
<b>Secteur des entreprises - biens</b>	<b>116,6</b>	<b>117,3</b>	<b>117,2</b>	<b>116,0</b>	<b>115,5</b>	<b>115,7</b>	<b>116,0</b>	<b>116,1</b>
	<b>1,4</b>	<b>0,6</b>	<b>-0,1</b>	<b>-1,0</b>	<b>-0,4</b>	<b>0,2</b>	<b>1,3</b>	<b>0,1</b>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	159,8	157,0	159,4	157,0	153,4	159,2	156,9	157,3
	2,9	-1,8	1,5	-1,5	-2,3	3,8	3,8	0,2
Construction	111,9	113,0	115,4	116,5	116,3	116,8	112,4	116,3
	0,6	1,0	2,1	1,0	-0,2	0,4	-0,7	3,4
Fabrication	119,5	121,0	120,8	118,6	117,7	118,5	118,7	118,9
	1,4	1,3	-0,2	-1,8	-0,8	0,7	3,6	0,1
<b>Secteur des entreprises - services</b>	<b>116,4</b>	<b>116,9</b>	<b>117,6</b>	<b>118,0</b>	<b>118,4</b>	<b>118,4</b>	<b>115,7</b>	<b>118,1</b>
	<b>1,0</b>	<b>0,4</b>	<b>0,6</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,0</b>	<b>2,6</b>	<b>2,1</b>
Commerce de gros	133,4	136,6	139,5	141,8	143,3	142,1	132,1	141,7
	1,5	2,4	2,1	1,6	1,1	-0,8	7,4	7,2
Commerce de détail	125,3	126,7	129,6	130,8	131,5	130,7	125,4	130,7
	0,6	1,1	2,3	0,9	0,5	-0,6	2,3	4,2
Transport et entreposage	113,0	114,2	113,2	112,9	112,2	113,0	112,0	112,8
	2,0	1,1	-0,9	-0,3	-0,6	0,7	4,0	0,7
Industrie de l'information et industrie culturelle	123,4	123,0	123,8	123,8	123,9	123,9	119,6	123,9
	5,7	-0,3	0,7	0,0	0,1	0,0	4,5	3,6
Finance, services immobiliers et gestion d'entreprises	107,8	106,2	106,8	108,3	109,9	110,7	108,1	108,9
	-1,2	-1,5	0,6	1,4	1,5	0,7	-1,9	0,8
Services professionnels, scientifiques et techniques	118,1	118,1	118,0	118,1	117,5	117,6	117,8	117,8
	0,4	0,0	-0,1	0,1	-0,5	0,1	1,6	0,0
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	96,5	96,7	97,2	98,4	98,4	98,3	96,2	98,1
	0,6	0,2	0,5	1,2	0,0	-0,1	0,9	2,0
Hébergement et services de restauration	114,2	114,3	115,1	113,3	114,1	116,5	112,9	114,8
	1,2	0,1	0,7	-1,6	0,7	2,1	2,2	1,6
Autres services commerciaux	110,3	110,6	109,7	108,6	108,1	107,8	109,7	108,6
	0,9	0,3	-0,8	-1,0	-0,5	-0,3	2,4	-1,0

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.

Tableau F.4 Indices de coût unitaire de main d'oeuvre par industrie[1]

	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	2005	2006
Calculés à partir de données désaisonnalisées, (1997 = 100)								
<b>Secteur des entreprises - biens</b>	<b>113,1</b>	<b>112,8</b>	<b>113,3</b>	<b>114,9</b>	<b>116,5</b>	<b>117,7</b>	<b>112,7</b>	<b>115,6</b>
	<i>0,9</i>	<i>-0,3</i>	<i>0,4</i>	<i>1,4</i>	<i>1,4</i>	<i>1,0</i>	<i>1,5</i>	<i>2,6</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	97,6	100,4	101,5	97,9	97,7	95,1	100,3	98,1
	<i>-1,4</i>	<i>2,9</i>	<i>1,1</i>	<i>-3,5</i>	<i>-0,2</i>	<i>-2,7</i>	<i>-7,6</i>	<i>-2,3</i>
Construction	107,6	106,5	102,9	104,2	105,8	105,5	105,9	104,6
	<i>2,0</i>	<i>-1,0</i>	<i>-3,4</i>	<i>1,3</i>	<i>1,5</i>	<i>-0,3</i>	<i>2,5</i>	<i>-1,3</i>
Fabrication	107,9	107,0	107,9	109,4	111,0	111,9	107,5	110,1
	<i>0,7</i>	<i>-0,8</i>	<i>0,8</i>	<i>1,4</i>	<i>1,5</i>	<i>0,8</i>	<i>0,2</i>	<i>2,4</i>
<b>Secteur des entreprises - services</b>	<b>114,6</b>	<b>115,4</b>	<b>115,7</b>	<b>115,8</b>	<b>116,2</b>	<b>117,5</b>	<b>113,8</b>	<b>116,3</b>
	<i>1,2</i>	<i>0,7</i>	<i>0,3</i>	<i>0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>1,1</i>	<i>2,6</i>	<i>2,2</i>
Commerce de gros	95,2	95,7	93,8	92,2	92,7	95,6	95,3	93,6
	<i>1,2</i>	<i>0,5</i>	<i>-2,0</i>	<i>-1,7</i>	<i>0,5</i>	<i>3,1</i>	<i>-1,6</i>	<i>-1,8</i>
Commerce de détail	104,7	105,8	102,9	103,5	101,8	101,5	103,9	102,4
	<i>1,1</i>	<i>1,1</i>	<i>-2,7</i>	<i>0,6</i>	<i>-1,6</i>	<i>-0,3</i>	<i>1,5</i>	<i>-1,4</i>
Transport et entreposage	112,0	112,2	111,9	111,2	111,2	113,0	112,0	111,8
	<i>-0,4</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,3</i>	<i>-0,6</i>	<i>0,0</i>	<i>1,6</i>	<i>0,9</i>	<i>-0,1</i>
Industrie de l'information et industrie culturelle	108,5	111,9	112,8	114,0	114,3	116,0	109,2	114,3
	<i>-0,4</i>	<i>3,1</i>	<i>0,8</i>	<i>1,1</i>	<i>0,3</i>	<i>1,5</i>	<i>2,3</i>	<i>4,6</i>
Finance, services immobiliers et gestion d'entreprises	119,0	120,3	121,2	123,1	122,7	124,3	117,8	122,8
	<i>1,8</i>	<i>1,1</i>	<i>0,7</i>	<i>1,6</i>	<i>-0,3</i>	<i>1,3</i>	<i>4,6</i>	<i>4,2</i>
Services professionnels, scientifiques et techniques	121,2	121,7	123,7	123,1	127,4	128,7	120,6	125,7
	<i>1,3</i>	<i>0,4</i>	<i>1,6</i>	<i>-0,5</i>	<i>3,5</i>	<i>1,0</i>	<i>2,4</i>	<i>4,3</i>
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	130,3	130,8	131,4	131,1	134,1	136,5	129,8	133,3
	<i>0,2</i>	<i>0,4</i>	<i>0,5</i>	<i>-0,2</i>	<i>2,3</i>	<i>1,8</i>	<i>3,4</i>	<i>2,7</i>
Hébergement et services de restauration	129,3	126,8	128,3	128,3	126,6	125,2	122,7	127,1
	<i>7,2</i>	<i>-1,9</i>	<i>1,2</i>	<i>0,0</i>	<i>-1,3</i>	<i>-1,1</i>	<i>6,9</i>	<i>3,6</i>
Autres services commerciaux	123,7	124,8	129,5	130,6	131,5	133,0	123,4	131,2
	<i>0,4</i>	<i>0,9</i>	<i>3,8</i>	<i>0,8</i>	<i>0,7</i>	<i>1,1</i>	<i>4,4</i>	<i>6,3</i>

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.

**Tableau F.5 Secteur des entreprises - productivité du travail et variables connexes pour le Canada et les États-Unis[1]**

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
	Variation en pourcentage d'une année à l'autre					
<b>Canada</b>						
Productivité du travail	1,1	1,4	0,0	0,3	2,1	1,2
PIB réel	1,6	3,1	1,4	3,3	3,0	2,7
Heures travaillées	0,5	1,6	1,4	2,9	1,0	1,5
Rémunération horaire	4,3	1,5	2,5	2,2	4,4	3,8
Coût unitaire de main-d'oeuvre	3,0	0,1	2,4	1,9	2,3	2,6
Taux de change[2]	4,3	1,3	-10,8	-7,1	-6,9	-6,4
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	-1,0	-1,4	15,1	9,6	9,6	9,6
<b>États-Unis</b>						
Productivité du travail	2,6	4,1	3,8	3,1	2,1	1,7
PIB réel	0,3	1,5	3,1	4,4	3,7	3,8
Heures travaillées	-2,2	-2,5	-0,7	1,3	1,6	2,1
Rémunération horaire	4,2	3,5	4,1	3,8	4,2	4,8
Coût unitaire de main-d'oeuvre	1,6	-0,5	0,2	0,7	2,0	3,1

1. Source: Les données américaines proviennent du "Bureau of Labor Statistics" dans "NEWS", "Productivity and costs".

2. Le taux de change correspond à la valeur du dollar des États-Unis exprimée en dollars canadiens.

## Section G

# Bilan des investissements internationaux du Canada

Quatrième trimestre de 2006

Le passif net du Canada envers les résidents étrangers est tombé à son plus bas niveau en un peu plus d'un quart de siècle au cours des trois derniers mois de 2006, résultat attribuable surtout à la faiblesse du dollar canadien.

Le passif net du pays s'est établi à 106,8 milliards de dollars, en baisse de 17,4 % par rapport au troisième trimestre, soit la plus forte chute de tous les temps.

Le niveau observé à la fin de 2006 était inférieur à celui enregistré à la fin de 1980. À cette époque, pour chaque dollar d'actif international, le Canada avait 2 \$ de passif avec les non-résidents. À la fin de 2006, le Canada devait seulement 1,09 \$ aux non-résidents pour chaque dollar d'actif international.

Le passif net ne représentait que 7,3 % du produit intérieur brut (PIB) à la fin du quatrième trimestre, en baisse par rapport aux 9,0 % observés à la fin du troisième trimestre et très loin du sommet de 44,3 % atteint en 1994. Il s'agit de la plus faible proportion jamais enregistrée.

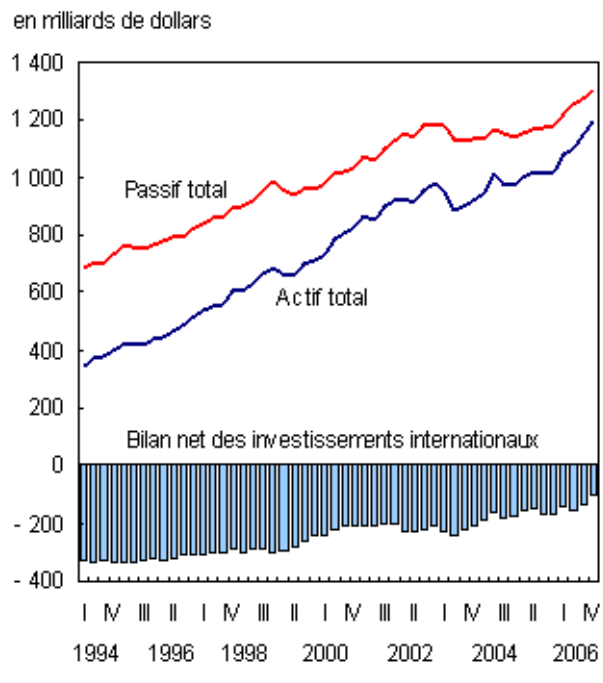
La faiblesse du dollar canadien a exercé une incidence positive beaucoup plus forte sur l'actif international du Canada que sur son passif, accélérant la tendance à la baisse du passif net du Canada envers les résidents étrangers.

La valeur de l'actif international du Canada s'est élevée à 1 192,8 milliards de dollars à la fin de 2006, en hausse de 49,5 milliards de dollars ou 4,3 % par rapport au troisième trimestre. À lui seul, le dollar affaibli a ajouté 54,5 milliards de dollars à la valeur de l'actif canadien détenu à l'étranger.

Par ailleurs, le passif international a augmenté de 2,1 % pour s'établir à 1 299,6 milliards de dollars. Là aussi, une bonne partie de la hausse était attribuable aux variations de la valeur résultant du taux de change. Les autres facteurs explicatifs ont été les importantes prises de contrôle et les fortes acquisitions d'obligations canadiennes, qui ont été toutefois partiellement compensées par un important recul des dépôts.

Le dollar canadien a perdu du terrain par rapport aux principales devises. Il s'est déprécié de 8,2 % par rapport à la livre sterling, de 7,8 % par rapport à l'euro, de 6,4 % par rapport au franc suisse, de 3,3 % par rapport au yen japonais et de 4,1 % par rapport au dollar américain.

**Graphique G.1**  
**Bilan des investissements internationaux du Canada**



### Hausse marquée des avoirs canadiens en obligations étrangères

Les avoirs canadiens en obligations étrangères ont fait un bond de 14,1 % pour atteindre 128,5 milliards de dollars à la fin de 2006. Ces avoirs ont augmenté régulièrement au cours des deux dernières années, ce qui a doublé la position depuis la fin de 2004.

La majorité de ces obligations, soit environ 75,5 milliards de dollars, étaient émises par les États-Unis, mais les émissions des résidents d'outremer ont toutefois augmenté de plus de 25 % pour se situer à 53,1 milliards de dollars.

Stimulés par ces hausses, les investissements de portefeuille canadiens totaux à l'étranger se sont élevés à 356,2 milliards de dollars, représentant presque 30 % de l'actif international du Canada.

#### Note aux lecteurs

##### Réévaluation de la monnaie

La valeur de l'actif et du passif libellée en devises étrangères est convertie en dollars canadiens à la fin de chaque période pour laquelle on calcule un bilan. La plupart des avoirs étrangers du Canada sont exprimés en devises étrangères, tandis que moins de la moitié de notre passif international est en devises étrangères.

Lorsque le dollar canadien prend de la valeur, la redéfinition de la valeur de cet actif et de ce passif en dollars canadiens fait diminuer la valeur déclarée. L'opposé est vrai lorsque le dollar perd de la valeur.



### Forte progression de la valeur des investissements directs canadiens à l'étranger

Les investissements directs canadiens à l'étranger se sont établis à 533,9 milliards de dollars à la fin de 2006, en hausse de 8,0 % par rapport au troisième trimestre. Cette croissance a été alimentée en bonne partie par la faiblesse du dollar canadien, mais aussi par des investissements accrus dans les économies étrangères.

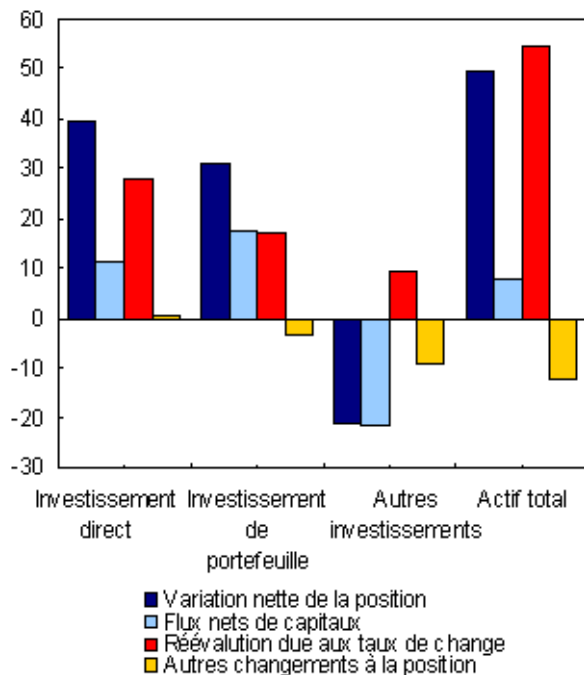
Plus de la moitié des investissements directs à l'étranger sont allés à l'extérieur des États-Unis. La valeur des investissements directs dans ces pays a atteint 297,0 milliards de dollars, une progression de 8,9 % par rapport au troisième trimestre.

L'actif-dépôts des Canadiens a accusé un fort recul et le niveau de l'actif-prêts a légèrement baissé, alors que les réserves officielles internationales ont légèrement augmenté.

#### Graphique G.2

#### Facteurs expliquant la variation nette de la valeur de l'actif du troisième au quatrième trimestre de 2006

en milliards de dollars



### Nouveau bond des investissements directs étrangers au Canada

Les investissements directs étrangers au Canada ont bondi de 14,7 milliards de dollars à la fin du quatrième trimestre, alimentés par des acquisitions par des étrangers d'entreprises canadiennes.

Cette croissance s'inscrit dans le sillage d'une hausse de 14,9 milliards de dollars à la fin du troisième trimestre. Les positions des investissements directs étrangers en fin d'exercice ont atteint 464,2 milliards de dollars.

Toutefois, le bilan net des investissements directs étrangers, soit la différence entre les investissements directs canadiens à l'étranger et les investissements directs étrangers au Canada, a augmenté pour s'établir à 69,7 milliards de dollars, ce qui indique une progression plus forte de la valeur des investissements directs canadiens à l'étranger.

### Augmentation importante des avoirs étrangers en obligations canadiennes

Les avoirs étrangers en obligations canadiennes se sont élevés à 398,5 milliards de dollars à la fin de 2006, en hausse de 22,7 milliards de dollars par rapport à la fin de septembre. Cette augmentation, la plus forte en cinq ans, est attribuable à d'importantes opérations et à la faiblesse du dollar canadien.

Les investisseurs étrangers ont accru leurs avoirs en obligations de sociétés privées et de gouvernements provinciaux de 13,2 milliards de dollars et de 6,4 milliards de dollars respectivement, ce qui les a portés à 172,8 milliards de dollars et à 102,0 milliards de dollars.

Par ailleurs, les avoirs étrangers en actions canadiennes et en instruments du marché monétaire canadien accusaient tous deux un recul à la fin de l'année, s'établissant à 112,5 milliards de dollars et à 24,5 milliards de dollars respectivement.

Le passif-dépôts vis-à-vis les non-résidents a diminué de 8,5 milliards de dollars pour atteindre 228,9 milliards de dollars.

#### Graphique G.3

#### Facteurs expliquant la variation nette de la valeur du passif du troisième au quatrième trimestre de 2006

en milliards de dollars

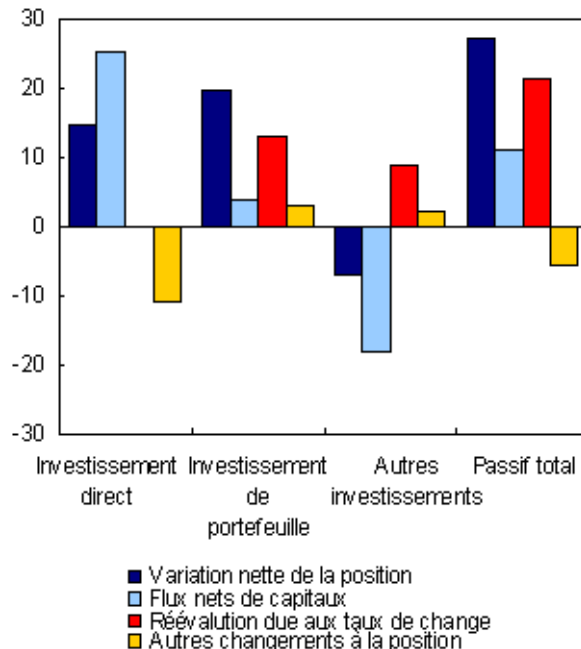


Tableau G.1 Bilan des investissements internationaux en fin de période

	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	2005	2006
Millions de dollars								
<b>Actif</b>								
Investissements directs canadiens à l'étranger	456 856	465 058	479 508	479 502	494 328	533 868	465 058	533 868
Investissements de portefeuille								
Obligations étrangères	76 144	82 374	93 517	103 049	112 606	128 523	82 374	128 523
<i>Obligations étrangères à la valeur marchande</i>	<i>82 107</i>	<i>88 827</i>	<i>98 997</i>	<i>108 175</i>	<i>121 308</i>	<i>138 241</i>	<i>88 827</i>	<i>138 241</i>
Actions étrangères	188 543	189 175	193 941	193 066	195 004	208 183	189 175	208 183
<i>Actions étrangères à la valeur marchande</i>	<i>405 695</i>	<i>422 791</i>	<i>459 380</i>	<i>442 669</i>	<i>470 260</i>	<i>536 477</i>	<i>422 791</i>	<i>536 477</i>
Marché monétaire étranger	12 516	13 055	14 084	12 687	17 645	19 491	13 055	19 491
<i>Marché monétaire étranger à la valeur marchande</i>	<i>12 542</i>	<i>13 108</i>	<i>14 128</i>	<i>12 734</i>	<i>17 717</i>	<i>19 588</i>	<i>13 108</i>	<i>19 588</i>
Autres investissements								
Prêts	51 662	48 325	61 843	65 044	72 785	71 848	48 325	71 848
Dépôts	131 476	120 694	133 963	146 043	150 314	127 908	120 694	127 908
Réserves internationales	38 459	38 030	42 149	40 301	40 131	40 959	38 030	40 959
Autres actifs	56 329	59 319	60 978	59 406	60 488	62 054	59 319	62 054
Total de l'actif								
à la valeur comptable	1 011 985	1 016 031	1 079 984	1 099 099	1 143 301	1 192 834	1 016 031	1 192 834
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	<i>1 235 126</i>	<i>1 256 152</i>	<i>1 350 946</i>	<i>1 353 874</i>	<i>1 427 331</i>	<i>1 530 943</i>	<i>1 256 152</i>	<i>1 530 943</i>
<b>Passif</b>								
Investissements directs étrangers au Canada	404 694	415 561	427 451	434 565	449 548	464 211	415 561	464 211
Investissements de portefeuille								
Obligations canadiennes	383 642	380 017	381 150	371 892	375 770	398 486	380 017	398 486
<i>Obligations canadiennes à la valeur marchande</i>	<i>416 005</i>	<i>407 016</i>	<i>402 998</i>	<i>385 508</i>	<i>400 297</i>	<i>423 868</i>	<i>407 016</i>	<i>423 868</i>
Actions canadiennes	107 896	107 598	110 299	114 293	114 209	112 472	107 598	112 472
<i>Actions canadiennes à la valeur marchande</i>	<i>308 234</i>	<i>314 712</i>	<i>346 140</i>	<i>342 404</i>	<i>346 328</i>	<i>373 240</i>	<i>314 712</i>	<i>373 240</i>
Marché monétaire canadien	17 686	20 783	22 868	27 054	25 919	24 498	20 783	24 498
<i>Marché monétaire canadien à la valeur marchande</i>	<i>17 791</i>	<i>20 899</i>	<i>22 997</i>	<i>27 237</i>	<i>26 124</i>	<i>24 702</i>	<i>20 899</i>	<i>24 702</i>
Autres investissements								
Emprunts	41 239	36 107	39 428	42 937	47 491	48 233	36 107	48 233
Dépôts	198 918	201 639	215 360	236 232	237 353	228 856	201 639	228 856
Autres passifs	22 953	22 829	23 173	22 588	22 341	22 872	22 829	22 872
Total du passif								
à la valeur comptable	1 177 030	1 184 534	1 219 730	1 249 561	1 272 632	1 299 629	1 184 534	1 299 629
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	<i>1 409 834</i>	<i>1 418 763</i>	<i>1 477 547</i>	<i>1 491 471</i>	<i>1 529 482</i>	<i>1 585 982</i>	<i>1 418 763</i>	<i>1 585 982</i>
<b>Bilan net des investissements internationaux</b>								
à la valeur comptable	-165 045	-168 503	-139 746	-150 462	-129 330	-106 795	-168 503	-106 795
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	<i>-174 708</i>	<i>-162 611</i>	<i>-126 601</i>	<i>-137 597</i>	<i>-102 151</i>	<i>-55 039</i>	<i>-162 611</i>	<i>-55 039</i>

## Section H

### Comptes du bilan national

Quatrième trimestre de 2006 et année 2006

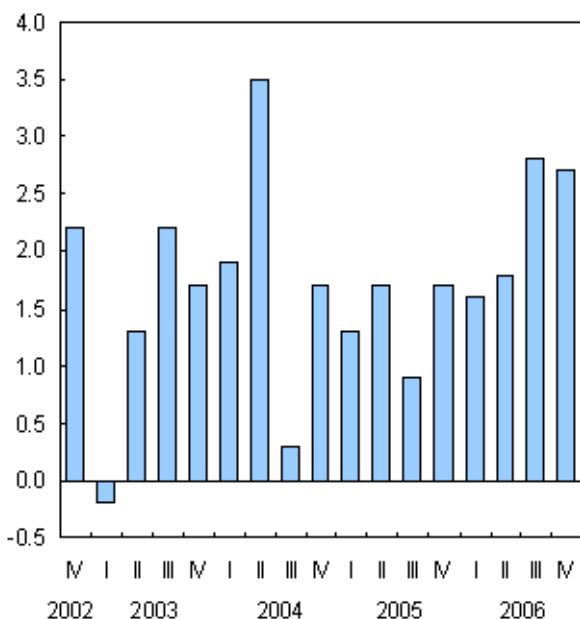
#### La valeur nette nationale progresse à un rythme soutenu

À la fin du quatrième trimestre, la valeur nette nationale atteignait 4,9 billions de dollars, soit 150 500 \$ par habitant. La valeur nette nationale s'est accrue de 131 milliards de dollars au quatrième trimestre, en hausse de 2,7 %, à peine plus faible que celle observée au troisième trimestre

#### Graphique H.1

##### La valeur nette nationale augmente, alors que la dette extérieure nette diminue

variation en %, données non désaisonnalisées



La croissance du patrimoine national (actifs non financiers de l'ensemble de l'économie) a ralenti pour s'établir à 1,7 %. Ce ralentissement reflète l'affaiblissement de l'activité économique, contrebalancé en partie par des augmentations soutenues des prix de certains actifs non financiers. Le marché des biens immobiliers résidentiels a continué de jouer un rôle de premier plan dans la croissance du patrimoine national, ayant constitué plus de la moitié de la hausse observée.

L'augmentation de la valeur nette nationale a été dans une large mesure attribuable à la forte diminution de la dette extérieure nette des Canadiens (dont les titres négociables sont calculés selon la valeur marchande). La dette extérieure nette a diminué de près de la moitié au quatrième trimestre, l'actif à l'étranger ayant augmenté à un taux près de deux fois supérieur à celui du passif envers les non-résidents. Cette croissance était attribuable principalement à celle des avoirs de portefeuilles à l'étranger détenus par les Canadiens. La croissance de ces avoirs découlait des flux d'investissements importants et soutenus ainsi que des effets de réévaluation attribuables aux fortes hausses des prix des titres étrangers et de la dépréciation du dollar canadien au cours du quatrième trimestre.

#### La valeur nette des ménages augmente fortement

La valeur nette des ménages a bondi de 3,8 % au quatrième trimestre, en hausse marquée par rapport au troisième trimestre (+1,8 %). Cette augmentation était attribuable à de fortes hausses de la valeur des titres canadiens et étrangers, alimentées par la croissance soutenue de la valeur des biens immobiliers résidentiels.

#### Note aux lecteurs

Les comptes du bilan national regroupent les bilans des divers secteurs de l'économie. Ils se composent des actifs non financiers dans les divers secteurs de l'économie et de l'encours des engagements financiers. Le patrimoine national est la somme des actifs non financiers (soit les actifs produits, les terrains entourant les bâtiments et les terres agricoles) de tous les secteurs de l'économie. La valeur nette nationale est le patrimoine national moins la dette extérieure nette (c.-à-d. l'endettement envers les non-résidents moins la dette de ces derniers à l'égard des Canadiens). On peut aussi la définir comme étant la somme de la valeur nette des particuliers, des sociétés et des administrations publiques.

L'épargne nationale représente la somme de l'épargne des particuliers, des sociétés et des administrations publiques. L'épargne et les investissements nationaux contribuent à la variation de la valeur nette nationale, tout comme la réévaluation de l'actif et du passif. Parmi les causes de la réévaluation figurent la variation des prix des actions, les taux d'intérêt, les taux de change et les provisions pour prêts.

Les séries trimestrielles, à la valeur comptable et à la valeur marchande, remontent au premier trimestre de 1990; on dispose d'estimations établies selon la valeur marchande depuis juin 2004. Pour obtenir plus de renseignements sur les estimations à la valeur marchande, consultez la page *Estimations du bilan à la valeur marchande* de notre site Web.

Une mesure annuelle du patrimoine national incluant certaines ressources naturelles est offerte dans CANSIM, tableau 378-0005. Les estimations des ressources annuelles sont mises à jour une fois par année, lors de la diffusion du quatrième trimestre.

La Bourse de Toronto a terminé le mois de décembre 2006 à un sommet inégalé, l'indice composite S&P/ Bourse de Toronto se situant juste au-dessous de 13 000 points. Des gains en capital non réalisés à la hausse sont venus accroître la valeur des actions des sociétés, des unités de fonds de placement et des avoirs de retraite. La croissance de la valeur des actions a contribué à 60 % de l'augmentation des actifs financiers.

La valeur des biens immobiliers résidentiels a continué sa progression, contribuant principalement à l'augmentation des actifs non financiers, étant donné son importance dans les avoirs des ménages. Les prix des logements neufs ont augmenté de 1,4 % au quatrième trimestre.

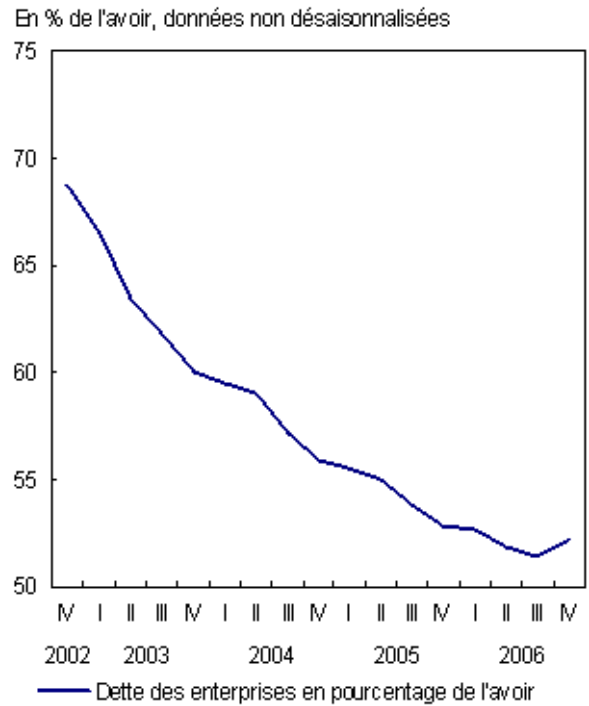
La dette des ménages sous forme de prêts hypothécaires et de crédit à la consommation a continué d'augmenter. Par conséquent, la croissance de la dette des ménages est restée supérieure à celle du revenu personnel disponible. (données désaisonnalisées aux taux annuels). Les ménages canadiens ont actuellement environ 1,10 \$ de dette pour chaque dollar de revenu disponible. Toutefois, l'augmentation de la valeur des actifs tant financiers que non financiers au quatrième trimestre a réduit le ratio de la dette des ménages et de leur valeur nette laquelle s'est fixée à 17,8 %, en baisse par rapport à 18,2 % au troisième trimestre.

**La dette et le ratio d'endettement des entreprises augmentent légèrement**

Malgré une épargne forte et soutenue et un important prêt net au reste de l'économie, la demande de capitaux d'emprunt des entreprises a augmenté au quatrième trimestre à la faveur d'un investissement en capital plus élevé.

Plus particulièrement, les sociétés non financières privées se sont tournées vers les marchés du crédit au quatrième trimestre. La croissance de l'endettement sur le marché du crédit, notamment sous forme d'obligations, témoignait à la fois d'un emprunt plus fort et de l'effet de la dépréciation du dollar canadien sur les passifs libellés en devises étrangères. Par conséquent, le ratio d'endettement (selon la valeur comptable) a cessé de poursuivre sa tendance à la baisse pour amorcer une légère hausse au quatrième trimestre.

**Graphique H.2**  
**L'endettement des entreprises augmente malgré une tendance à la baisse**



Le ratio de la dette des administrations publiques au PIB continue de diminuer

Étant donné que le secteur des administrations publiques dans son ensemble a enregistré un autre excédent au quatrième trimestre, en partie à cause d'un emprunt net négligeable sur les marchés financiers, la dette nette des administrations publiques (le total des passifs moins le total des actifs financiers) a diminué, pour un septième trimestre d'affilée. La dette nette des administrations publiques en pourcentage du produit intérieure brut a encore fléchi, représentant moins de la moitié du PIB, comparativement à 90 % il y a 10 ans.

**Revue de fin d'année**

**La valeur nette nationale affiche une hausse**

La valeur nette nationale d'une année à l'autre a bondi de 9,3 % en 2006, en hausse par rapport au taux de croissance de 5,7 % enregistré en 2005. Cette augmentation était attribuable dans une large mesure à une baisse marquée de la dette extérieure nette, qui s'est concentrée durant les troisième et quatrième trimestres de 2006.

Une croissance un peu plus forte du patrimoine national a également joué un rôle, grâce au raffermissement de l'investissement des entreprises dans les bâtiments non résidentiels et à la progression des prix des actifs non financiers. Les biens immobiliers résidentiels ont continué d'être les principaux facteurs à la base de l'augmentation de la valeur des actifs non financiers, contribuant à plus de 70 % à la variation. Le patrimoine national a augmenté de 6,7 % au cours de l'année, comparativement à 5,6 % en 2005.

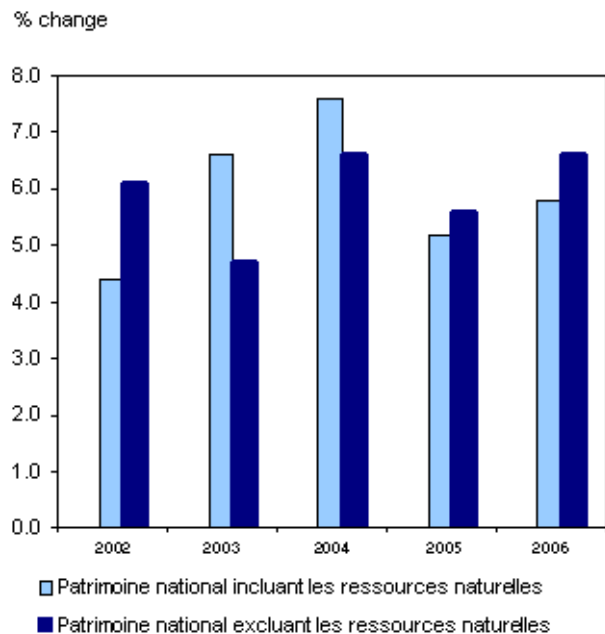
#### Les ressources naturelles ont un effet modérateur sur la croissance du patrimoine national

Lorsqu'on tient compte des ressources naturelles, le patrimoine national a augmenté de 5,8 % en 2006, soit à un rythme légèrement supérieur à celui établi en 2005. Cependant, la croissance des ressources naturelles a été limitée par la chute des prix du gaz naturel et du bois d'œuvre.

La valeur de certaines ressources naturelles (bois d'œuvre, énergie et ressources minérales) a augmenté de 1,5 %, pour atteindre 980,6 milliards de dollars en 2006. Ce taux représente un ralentissement par rapport à celui de 3,5 % enregistré en 2005. La valeur de ces trois ressources naturelles a affiché une croissance contrastée, soit une hausse de 31,9 % pour les minéraux, une progression de 1,1 % pour l'énergie et une baisse de 9,8 % pour le bois d'œuvre. Des augmentations de la valeur des métaux, du bitume et du pétrole brut sont venues compenser le fléchissement de la valeur du gaz naturel et du bois d'œuvre. La croissance vigoureuse de la valeur des ressources minérales en 2006 est attribuable à la force de la demande internationale. Les prix de la plupart des ressources minérales se sont accrus de façon appréciable en 2006.

#### Graphique H.3

#### Les ressources naturelles ont un effet modérateur sur la croissance du patrimoine national



**Tableau H.1 Comptes du bilan national[1]**

	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	2005	2006
Valeur marchande, données non désaisonnalisées, milliards de dollars								
<b>Valeur nette nationale</b>								
Patrimoine national	4 610 <i>1,4</i>	4 675 <i>1,4</i>	4 712 <i>0,8</i>	4 807 <i>2,0</i>	4 902 <i>2,0</i>	4 986 <i>1,7</i>	4 675 <i>5,6</i>	4 986 <i>6,7</i>
Dettes nettes extérieures	-175 ...	-162 ...	-126 ...	-137 ...	-102 ...	-55 ...	-162 ...	-55 ...
Valeur nette nationale	4 436 <i>0,9</i>	4 513 <i>1,7</i>	4 585 <i>1,6</i>	4 670 <i>1,9</i>	4 800 <i>2,8</i>	4 931 <i>2,7</i>	4 513 <i>5,7</i>	4 931 <i>9,3</i>
Valeur nette nationale par habitant (dollars)	137 000 <i>0,5</i>	139 200 <i>1,6</i>	141 000 <i>1,3</i>	143 100 <i>1,5</i>	146 700 <i>2,5</i>	150 500 <i>2,6</i>	139 200 <i>4,7</i>	150 500 <i>8,1</i>

1. La première ligne représente la série elle-même exprimée en milliards de dollars. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

Tableau H.2 Bilan national, valeur marchande

	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	2005	2006
Millions de dollars en fin de trimestre								
<b>Total des actifs</b>	<b>14 880 632</b>	<b>15 124 640</b>	<b>15 496 393</b>	<b>15 616 676</b>	<b>15 951 022</b>	<b>16 471 877</b>	<b>15 124 640</b>	<b>16 471 877</b>
Actifs non financiers	4 610 490	4 675 140	4 711 783	4 806 945	4 902 036	4 985 556	4 675 140	4 985 556
Immeubles résidentiels	1 267 502	1 293 245	1 317 081	1 358 901	1 397 453	1 428 069	1 293 245	1 428 069
Construction non résidentielle	1 117 227	1 131 290	1 122 534	1 134 659	1 150 708	1 165 960	1 131 290	1 165 960
Machines et matériel	411 343	413 633	415 396	419 098	423 775	429 636	413 633	429 636
Biens de consommation durables	368 365	376 072	377 294	380 000	380 939	388 434	376 072	388 434
Stocks	209 306	209 400	212 557	212 879	219 915	217 140	209 400	217 140
Terrains	1 236 747	1 251 500	1 266 921	1 301 408	1 329 246	1 356 317	1 251 500	1 356 317
Actifs financiers nets	-174 605	-162 492	-126 470	-137 413	-101 947	-54 835	-162 492	-54 835
Actifs financiers	10 270 142	10 449 500	10 784 610	10 809 731	11 048 986	11 486 321	10 449 500	11 486 321
Réserves officielles	38 459	38 029	42 149	40 301	40 130	40 960	38 029	40 960
Or et devises étrangères	34 973	35 357	39 865	38 033	37 860	38 867	35 357	38 867
Position de réserve au FMI	2 439	1 629	1 213	1 219	1 218	970	1 629	970
Droits de tirage spéciaux	1 047	1 043	1 071	1 049	1 052	1 123	1 043	1 123
Argent et dépôts bancaires	857 176	864 234	884 247	897 827	915 028	925 320	864 234	925 320
Autres dépôts	202 594	209 181	210 311	217 027	219 832	221 009	209 181	221 009
Devises et dépôts étrangers	101 966	107 541	115 697	105 559	121 944	134 343	107 541	134 343
Crédit à la consommation	262 399	267 696	270 831	278 809	286 196	292 356	267 696	292 356
Comptes à recevoir	245 192	251 283	255 231	256 453	258 510	257 066	251 283	257 066
Prêts bancaires	213 482	216 670	224 152	230 660	231 522	233 352	216 670	233 352
Autres prêts	216 310	226 042	229 619	229 200	230 532	233 349	226 042	233 349
Effets à court terme, Canada	116 848	120 159	122 768	109 859	109 471	113 158	120 159	113 158
Autres effets à court terme	169 060	171 059	183 166	188 049	196 970	208 202	171 059	208 202
Hypothèques	728 649	741 904	754 085	772 103	791 200	806 229	741 904	806 229
Obligations fédérales	277 019	271 751	271 939	269 413	274 421	270 429	271 751	270 429
(dont les OÉC)	18 651	17 712	17 342	17 125	16 917	15 465	17 712	15 465
Obligations provinciales	322 041	323 792	325 829	318 567	318 554	319 074	323 792	319 074
Obligations municipales	39 091	38 605	38 923	38 437	40 494	40 284	38 605	40 284
Autres obligations	415 214	436 564	452 391	455 585	463 646	494 593	436 564	494 593
Assurances-vie et rentes	1 238 576	1 259 364	1 298 124	1 296 035	1 329 463	1 388 719	1 259 364	1 388 719
Créances, entreprises privées	1 216 698	1 228 263	1 255 279	1 281 910	1 304 422	1 319 746	1 228 263	1 319 746
Créances, administrations publiques	208 328	209 544	214 052	212 382	215 306	217 871	209 544	217 871
Actions	2 040 270	2 079 588	2 182 383	2 160 684	2 201 093	2 362 244	2 079 588	2 362 244
Investissements étrangers	505 359	532 417	581 034	570 835	616 651	702 704	532 417	702 704
Autres éléments de l'actif	855 411	855 814	872 400	880 036	883 601	905 313	855 814	905 313
<b>Passif et valeur nette</b>	<b>14 880 632</b>	<b>15 124 640</b>	<b>15 496 393</b>	<b>15 616 676</b>	<b>15 951 022</b>	<b>16 471 877</b>	<b>15 124 640</b>	<b>16 471 877</b>
Passif	10 444 747	10 611 992	10 911 080	10 947 144	11 150 933	11 541 156	10 611 992	11 541 156
Argent et dépôts bancaires	869 778	880 473	899 776	919 300	932 187	946 210	880 473	946 210
Autres dépôts	202 594	209 181	210 311	217 027	219 832	221 009	209 181	221 009
Devises et dépôts étrangers	111 537	116 274	115 012	104 615	118 590	132 089	116 274	132 089
Crédit à la consommation	262 399	267 696	270 831	278 809	286 196	292 356	267 696	292 356
Comptes à payer	246 475	251 783	258 902	261 027	263 749	262 690	251 783	262 690
Emprunts bancaires	202 496	205 583	210 792	217 851	214 224	216 611	205 583	216 611
Autres emprunts	214 328	216 926	220 025	219 952	221 406	221 356	216 926	221 356
Effets à court terme, Canada	124 832	129 632	136 334	123 882	122 969	126 307	129 632	126 307
Autres effets à court terme	177 985	181 433	191 104	199 443	207 303	217 283	181 433	217 283
Hypothèques	728 999	742 252	754 432	772 446	791 543	806 575	742 252	806 575
Obligations fédérales	330 319	323 251	325 023	319 298	319 855	317 752	323 251	317 752
(dont les OÉC)	18 651	17 712	17 342	17 125	16 917	15 465	17 712	15 465
Obligations provinciales	445 016	445 725	446 169	433 301	437 403	445 054	445 725	445 054
Obligations municipales	42 870	42 360	42 755	42 434	44 683	44 581	42 360	44 581
Autres obligations	643 551	659 668	671 084	666 410	688 621	734 225	659 668	734 225
Assurances-vie et rentes	1 238 576	1 259 364	1 298 124	1 296 035	1 329 463	1 388 719	1 259 364	1 388 719
Créances, entreprises privées	460 161	465 205	488 799	513 181	522 685	507 152	465 205	507 152
Créances, administrations publiques	208 328	209 544	214 052	212 382	215 306	217 871	209 544	217 871
Actions	3 101 060	3 164 864	3 307 569	3 294 408	3 354 771	3 556 616	3 164 864	3 556 616
Autres éléments du passif	833 443	840 778	849 986	855 343	860 147	886 700	840 778	886 700
<b>Valeur nette</b>	<b>4 435 885</b>	<b>4 512 648</b>	<b>4 585 313</b>	<b>4 669 532</b>	<b>4 800 089</b>	<b>4 930 721</b>	<b>4 512 648</b>	<b>4 930 721</b>

Tableau H.3 Tableau sommaire du marché du crédit

	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	2005	2006
Millions de dollars en fin de trimestre								
<b>Passif de :</b>								
Particuliers et entreprises individuelles	962 519	977 074	989 418	1 011 512	1 033 050	1 046 188	977 074	1 046 188
Crédit à la consommation	262 399	267 696	270 831	278 809	286 196	292 356	267 696	292 356
Emprunts bancaires	34 351	35 269	36 820	37 541	37 485	37 012	35 269	37 012
Autres emprunts	71 750	72 271	72 449	72 292	73 038	71 744	72 271	71 744
Hypothèques	594 019	601 838	609 318	622 870	636 331	645 076	601 838	645 076
Sociétés privées non financières	602 663	604 075	612 500	616 860	623 740	646 195	604 075	646 195
Emprunts bancaires	115 526	117 001	120 307	123 724	120 849	123 360	117 001	123 360
Autres emprunts	74 247	73 696	74 681	76 925	78 132	76 958	73 696	76 958
Autres effets à court terme	47 128	44 784	47 270	49 722	51 561	57 088	44 784	57 088
Hypothèques	114 287	117 270	120 538	123 660	127 266	132 176	117 270	132 176
Obligations	251 475	251 324	249 704	242 829	245 932	256 613	251 324	256 613
Entreprises publiques non financières	65 493	64 635	65 853	65 805	67 703	69 309	64 635	69 309
Emprunts bancaires	2 864	2 461	2 596	2 804	2 746	2 650	2 461	2 650
Autres emprunts	7 668	7 260	7 338	7 062	7 115	7 438	7 260	7 438
Autres effets à court terme	5 664	5 686	5 809	5 476	7 418	6 804	5 686	6 804
Hypothèques	100	99	99	98	96	95	99	95
Obligations fédérales	0	0	0	0	0	0	0	0
Obligations provinciales	47 485	47 411	48 274	48 627	48 589	49 673	47 411	49 673
Obligations municipales	121	121	121	121	121	121	121	121
Autres obligations	1 591	1 597	1 616	1 617	1 618	2 528	1 597	2 528
Administration fédérale	413 475	412 102	421 144	406 065	404 372	403 059	412 102	403 059
Emprunts bancaires	101	100	76	56	51	64	100	64
Autres emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0
Effets à court terme, Canada	124 832	129 632	136 334	123 882	122 969	126 307	129 632	126 307
Obligations fédérales	288 542	282 370	284 734	282 127	281 352	276 688	282 370	276 688
Obligations d'épargne du Canada	18 651	17 712	17 342	17 125	16 917	15 465	17 712	15 465
Autres obligations	269 891	264 658	267 392	265 002	264 435	261 223	264 658	261 223
Autres paliers d'administration publique	399 146	405 922	407 062	406 809	405 569	411 397	405 922	411 397
Emprunts bancaires	2 848	3 005	3 715	3 443	3 550	3 705	3 005	3 705
Autres emprunts	12 854	13 041	13 048	12 995	13 036	13 197	13 041	13 197
Autres effets à court terme	10 650	13 947	13 092	16 398	13 143	13 022	13 947	13 022
Hypothèques	2 031	2 029	2 000	2 000	2 000	2 000	2 029	2 000
Obligations provinciales	327 263	330 453	330 566	326 812	327 484	333 028	330 453	333 028
Obligations municipales	39 902	39 706	40 914	41 327	42 522	42 543	39 706	42 543
Autres obligations	3 598	3 741	3 727	3 834	3 834	3 902	3 741	3 902
Financement total des secteurs non financiers canadiens	2 443 296	2 463 808	2 495 977	2 507 051	2 534 434	2 576 148	2 463 808	2 576 148
Crédit à la consommation	262 399	267 696	270 831	278 809	286 196	292 356	267 696	292 356
Emprunts bancaire	155 690	157 836	163 514	167 568	164 681	166 791	157 836	166 791
Autres emprunts	166 519	166 268	167 516	169 274	171 321	169 337	166 268	169 337
Effets à court terme, Canada	124 832	129 632	136 334	123 882	122 969	126 307	129 632	126 307
Autres effets à court terme	63 442	64 417	66 171	71 596	72 122	76 914	64 417	76 914
Hypothèques	710 437	721 236	731 955	748 628	765 693	779 347	721 236	779 347
Obligations	959 977	956 723	959 656	947 294	951 452	965 096	956 723	965 096
Non-résidents	42 547	44 165	47 016	45 474	49 215	50 622	44 165	50 622
Emprunts bancaires	10 986	11 087	13 360	12 809	17 298	16 741	11 087	16 741
Autres emprunts	31 561	33 078	33 656	32 665	31 917	33 881	33 078	33 881
Hypothèques	0	...	...	...	...	...	...	...
Emprunts totaux à l'exclusion des institutions financières canadiennes	2 485 843	2 507 973	2 542 993	2 552 525	2 583 649	2 626 770	2 507 973	2 626 770
Institutions financières canadiennes	583 609	610 075	640 885	656 652	675 543	714 514	610 075	714 514
Emprunts bancaires	46 806	47 747	47 278	50 283	49 543	49 820	47 747	49 820
Autres emprunts	47 809	50 658	52 509	50 678	50 085	52 019	50 658	52 019
Autres effets à court terme	114 543	117 016	124 933	127 847	135 181	140 369	117 016	140 369
Hypothèques	18 562	21 016	22 477	23 818	25 850	27 228	21 016	27 228
Obligations	355 889	373 638	393 688	404 026	414 884	445 078	373 638	445 078
Total des fonds empruntés = total des fonds offerts	3 069 452	3 118 048	3 183 878	3 209 177	3 259 192	3 341 284	3 118 048	3 341 284
<b>Actif de :</b>								
Particuliers et entreprises individuelles	130 795	120 557	115 982	106 844	107 396	105 188	120 557	105 188
Entreprises non financières	73 459	76 473	76 900	77 101	77 626	71 484	76 473	71 484
Administrations publiques	227 823	227 155	228 512	230 595	240 322	241 792	227 155	241 792
Non-résidents	422 866	417 452	420 016	415 002	415 884	436 315	417 452	436 315
Institutions financières canadiennes	2 238 661	2 300 461	2 366 570	2 402 945	2 440 783	2 509 254	2 300 461	2 509 254